

2010-2011

BUDGET DE DÉPENSES

VOLUME // II //

Credits des ministères
et organismes

Québec 

2010 | 2011

BUDGET DE DÉPENSES

VOLUME /II /

**Crédits des ministères
et organismes**

**pour l'année financière se terminant le
31 MARS 2011**

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément aux articles 45 et 47 de
la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)
par madame Monique Gagnon-Tremblay,
présidente du Conseil du trésor
et ministre responsable
de l'Administration gouvernementale



Ce document est imprimé sur du papier fabriqué au Québec
contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation.

Budget de dépenses 2010-2011

Volume II

Crédits des ministères
et organismes

Dépôt légal - Mars 2010

ISSN 0706-0319

ISBN 978-2-550-58491-9 (Imprimé)

ISBN 978-2-550-58495-7 (PDF)

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Gouvernement du Québec, 2010

TABLE DES MATIÈRES

NOTES EXPLICATIVES

| | |
|---|----|
| 1. Objet du Budget de dépenses et des crédits | 7 |
| 2. Contenu du Volume II du Budget de dépenses 2010-2011 | 7 |
| 3. Termes apparaissant au Budget de dépenses et modalités régissant les crédits | 9 |
| 4. Définition des supercatégories | 12 |
| 5. Définition des catégories | 13 |

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

| | |
|--|----|
| Budget de dépenses | 17 |
| Conciliation entre le budget de dépenses et les crédits | 18 |
| Sommaire des crédits | 19 |
| Sommaire des crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2011-2012 | 20 |
| Sommaire des crédits 2010-2011 pouvant être reportés en 2011-2012 | 21 |
| Programmes faisant l'objet d'un crédit au net | 22 |

CRÉDITS PAR PORTEFEUILLES

| | |
|---|-----|
| Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire | 25 |
| Agriculture, Pêches et Alimentation | 39 |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 45 |
| Conseil exécutif | 55 |
| Culture, Communications et Condition féminine | 65 |
| Développement durable, Environnement et Parcs | 73 |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 79 |
| Éducation, Loisir et Sport | 85 |
| Emploi et Solidarité sociale | 99 |
| Famille et Aînés | 111 |
| Finances | 121 |
| Immigration et Communautés culturelles | 129 |
| Justice | 135 |
| Relations internationales | 145 |
| Ressources naturelles et Faune | 149 |
| Revenu | 157 |
| Santé et Services sociaux | 163 |
| Sécurité publique | 171 |
| Services gouvernementaux | 179 |
| Tourisme | 183 |
| Transports | 187 |
| Travail | 195 |

**NOTES
EXPLICATIVES**



1. OBJET DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

Le Budget de dépenses 2010-2011 est déposé à l'Assemblée nationale dans le but de faire autoriser les crédits requis au cours de l'exercice financier se terminant le 31 mars 2011. Les crédits portent sur les dépenses et les investissements dont les paiements grèvent le fonds consolidé du revenu. Selon l'un des fondements de notre système parlementaire, les revenus perçus par le gouvernement sont versés au fonds consolidé du revenu et aucune somme ne peut y être prélevée sans le consentement des parlementaires.

De façon à présenter toute l'information pertinente aux parlementaires, le Volume II Crédits des ministères et organismes présente, non seulement les crédits soumis au vote de l'Assemblée nationale mais aussi les crédits permanents octroyés en vertu de lois particulières, ainsi que les crédits déjà votés en vertu des lois sur les crédits adoptées antérieurement. L'ensemble de ces crédits permet de pourvoir au paiement des dépenses et des investissements prévus au Budget de dépenses 2010-2011.

2. CONTENU DU VOLUME II DU BUDGET DE DÉPENSES 2010-2011

Le Volume II présente les crédits des ministères et organismes du gouvernement en deux sections. La première section est consacrée au sommaire du budget de dépenses ainsi que des crédits des ministères et organismes et la seconde présente, pour chacun des portefeuilles ministériels, les crédits et les dépenses.

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

Cette section présente l'information budgétaire de chacun des portefeuilles ministériels incluant l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne dont l'information est contenue au Volume I.

La section est composée de tableaux résumant, par portefeuilles et au total, les dépenses et les crédits selon différentes composantes, à savoir :

- Le tableau « Budget de dépenses » comparant le Budget de dépenses 2010-2011 à la dépense probable 2009-2010;
- Le tableau « Conciliation entre le budget de dépenses et les crédits » faisant le lien entre le budget de dépenses et les crédits;
- Le tableau « Sommaire des crédits » présentant la répartition des crédits selon leur mode d'autorisation, à savoir les crédits qui seront à voter par l'Assemblée nationale, les crédits permanents ainsi que les crédits déjà votés;
- Le tableau « Sommaire des crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2011-2012 » présentant, par portefeuilles et par programmes, les crédits portant sur une période de plus d'un an. La ventilation par éléments de programme et supercatégories de même que l'objet de ces crédits sont fournis à la suite de la présentation des programmes de chacun des portefeuilles concernés;
- Le tableau « Sommaire des crédits 2010-2011 pouvant être reportés en 2011-2012 » précisant, par portefeuilles, le montant maximal de crédits pouvant être reporté s'il y a un solde non utilisé en fin d'exercice et si les conditions apparaissant au Volume II du Budget de dépenses 2010-2011 sont respectées. Les conditions s'appliquant aux crédits reportés sont précisées, s'il y a lieu, au bas des tableaux des crédits de chacun des programmes;

- Le tableau « Programmes faisant l'objet d'un crédit au net » énumérant les programmes pour lesquels un crédit au net est prévu. À la suite de la présentation de chacun des portefeuilles concernés, les modalités d'application de chacun des crédits au net sont précisées.

SECTION : CRÉDITS PAR PORTEFEUILLES

Cette section présente, pour chacun des portefeuilles, les budgets de dépenses et d'investissements ainsi que les crédits prévus en 2010-2011 comparés à ceux de l'exercice précédent. L'effectif total prévu en 2010-2011 est aussi comparé à celui de 2009-2010. De façon plus précise, la section se compose des éléments suivants :

- Un tableau sommaire présentant, par programmes, la conciliation entre les dépenses et les crédits du portefeuille, en distinguant les crédits permanents, reportés et déjà votés de ceux à voter. Un tableau complémentaire ventile les budgets de dépenses et d'investissements selon les différentes supercatégories. L'effectif total des programmes et des fonds spéciaux, s'il y a lieu, y est également précisé.
 - Pour chaque programme, un tableau sommaire présentant, par éléments, la conciliation entre les dépenses et les crédits, distinguant ces crédits selon leur nature. Une courte description précisant les objets du programme est également présentée;
 - Un tableau complémentaire présentant, pour chaque élément, la ventilation par supercatégories des budgets de dépenses et d'investissements;
 - L'utilisation d'un crédit au net ainsi que d'un crédit portant sur une période de plus d'un an est, le cas échéant, spécifiée. Les règles régissant le transfert de crédits à partir d'une provision de même que les conditions concernant le report du crédit se rapportant à ce programme sont précisées, si applicables.
- Un tableau « Crédits de transfert » présentant, pour chacun des programmes, les dépenses prévues à la supercatégorie « Transfert » ventilées par projets. L'ensemble de ces dépenses est également réparti par bénéficiaires et par catégories de dépenses.

Cette section peut également inclure, lorsque cela s'applique, les tableaux suivants :

- Un tableau « Crédit au net » indiquant, pour chaque programme pour lequel un crédit au net est prévu, les prévisions des dépenses du programme concerné et des revenus associés au crédit au net ainsi que les modalités d'application;
- Un tableau « Crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2011-2012 » précisant, par programmes et par éléments, les crédits à voter en 2010-2011 pour des dépenses prévues en 2011-2012;
- Un tableau « Crédits affectés à un fonds spécial » précisant, pour chacun des programmes, les crédits affectés à chaque fonds spécial. L'ensemble de ces crédits est également réparti par catégories de dépenses. L'effectif total affecté aux fonds spéciaux du portefeuille est également indiqué.

Même si aucun crédit ne lui est affecté, le nom d'un fonds spécial apparaît si le Conseil du trésor lui autorise une enveloppe d'effectif total distincte.

3. TERMES APPARAÎSSANT AU BUDGET DE DÉPENSES ET MODALITÉS RÉGISSANT LES CRÉDITS

BUDGET DE DÉPENSES

Le budget de dépenses représente la prévision de dépenses à être soumise à l'Assemblée nationale pour un exercice financier.

Le budget de dépenses regroupe les dépenses prévues pour les supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Crédances douteuses et autres ».

BUDGET D'INVESTISSEMENTS OU INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements comprend les déboursements prévus pour les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres ».

CRÉDITS OU CRÉDITS TOTAUX

Les crédits représentent les sommes requises pour un programme afin de pourvoir au paiement des dépenses prévues au budget de dépenses ainsi qu'aux débours prévus au budget d'investissements. Ces crédits autorisent le gouvernement à prélever sur le fonds consolidé du revenu un montant maximal par programmes pour le paiement des dépenses et des investissements de l'exercice.

CRÉDITS À VOTER

Les crédits à voter correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées. Ainsi, les crédits permanents, les crédits déjà votés ainsi que les crédits reportés sont soustraits du total des crédits d'un programme afin de déterminer le crédit à voter.

L'Assemblée nationale vote les crédits par programmes de telle sorte qu'il n'est pas possible de procéder à des réaménagements entre programmes. À l'intérieur d'un programme, les ministères peuvent cependant modifier, en cours d'exercice, la répartition de leurs crédits à moins que celle-ci ne concerne la supercatégorie « Transfert » ou la catégorie « Support » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ». Dans ces cas, une autorisation du Conseil du trésor est requise.

Le Conseil du trésor est toutefois habilité à autoriser un transfert de crédits entre programmes d'un même portefeuille dans les limites fixées aux lois sur les crédits. Pour 2010-2011, il sera proposé à l'Assemblée nationale que des transferts entre programmes d'un même portefeuille puissent être autorisés pourvu que de tels transferts n'aient pas pour effet d'augmenter ou de diminuer de plus de 10 % le montant du crédit voté d'un programme. Il est à noter que les crédits affectés à une provision ne peuvent faire l'objet d'un transfert de crédits entre programmes.

À la fin d'un exercice financier, tout solde d'un crédit non utilisé est automatiquement périmé s'il n'y a pas de conditions qui en prévoient le report.

CRÉDIT AU NET

La législation permet, sous certaines conditions, que le crédit autorisé pour un programme donné puisse augmenter lorsque les revenus associés au crédit au net sont supérieurs à ceux prévus. En contrepartie, lorsque les revenus sont inférieurs à ceux prévus, le montant des dépenses imputables sur le crédit du programme doit être diminué d'autant.

Les revenus associés au crédit au net correspondent au montant de revenus minimal prévu dans les modalités d'application à partir duquel une hausse de crédit est accordé.

CRÉDITS COMPARATIFS OU CRÉDITS 2009-2010

Au total, les crédits comparatifs correspondent aux crédits inscrits au Budget de dépenses 2009-2010 ajustés des variations des crédits permanents. Pour l'exercice financier 2009-2010, ils comprennent également les crédits alloués en vertu de la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable (2009, c. 38).

Pour un portefeuille donné, les crédits comparatifs peuvent être ajustés des recours au Fonds de suppléance à caractère récurrent.

De plus, les crédits comparatifs reflètent les changements qui ont été apportés aux structures de portefeuilles ou de programmes pour l'exercice 2010-2011.

Dans le cas des budgets de dépenses et d'investissements, les données comparatives correspondent aux données qui apparaissaient au Budget de dépenses 2009-2010, sur la base des mêmes ajustements apportés pour établir les crédits comparatifs.

CRÉDITS DÉJÀ VOTÉS

Les crédits déjà votés découlent de crédits portant sur plus d'un an qui ont été votés lors d'un exercice antérieur. La Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) prévoit qu'un crédit peut porter sur une période de plus d'un an, sans excéder trois ans.

CRÉDITS PERMANENTS

Contrairement aux crédits autorisés annuellement par un vote du Parlement, les crédits permanents sont autorisés par des lois particulières et n'ont pas à être votés à chaque année. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds consolidé du revenu. Les crédits permanents présentés reflètent une prévision de la dépense. Ces crédits fluctueront en cours d'exercice afin de refléter la dépense réelle.

CRÉDITS REPORTÉS

Malgré la disposition qui prévoit qu'un crédit non utilisé à la fin de l'exercice financier devient périmé, il est possible, sous certaines conditions, de reporter à l'exercice suivant le solde du crédit non utilisé à la fin de l'exercice financier.

Pour un programme donné, les crédits reportés prévus pour un exercice proviennent du solde non utilisé des crédits de ce même programme associés à l'exercice précédent.

De façon générale, le solde non utilisé des crédits d'un programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits du programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Le montant prévu de report de crédits est incorporé au budget de dépenses du programme. Ce montant ne fait pas partie du crédit à voter puisqu'il provient des crédits qui ont déjà été votés.

DÉPENSE PROBABLE

La dépense probable reflète la prévision de dépenses totales de l'exercice qui se termine. Elle tient compte des changements qui ont été apportés aux structures de portefeuilles ou de programmes pour l'exercice financier 2010-2011.

DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDIT

Les dépenses ne nécessitant pas de crédit regroupent l'amortissement ainsi que la consommation de biens et de services acquis lors d'exercices antérieurs.

Ces dépenses ne nécessitent pas de crédit puisqu'elles découlent de crédits utilisés antérieurement pour l'acquisition d'immobilisations ainsi que de fournitures ou de services qui seront consommés au cours du présent ou des prochains exercices financiers.

Amortissement

- Les investissements en immobilisations, incluant ceux en ressources informationnelles, sont capitalisés. L'amortissement correspond au montant imputé à la dépense de l'exercice découlant de la répartition du coût de l'immobilisation sur sa durée de vie utile.

Au Budget de dépenses 2010-2011, les dépenses ne nécessitant pas de crédit correspondent à l'amortissement.

EFFECTIF TOTAL

L'effectif total représente l'enveloppe d'effectif autorisée par le Conseil du trésor. Il est exprimé en équivalents temps complet (ETC). L'ETC représente le ratio entre la prestation de travail d'un employé au cours de l'année par rapport à celle d'un employé ayant travaillé toute l'année à temps complet.

Par exemple, l'ETC d'une personne qui occupe un emploi à temps complet et qui a travaillé toute l'année équivaut à 1. L'ETC d'une personne qui a travaillé à temps partiel, à temps réduit ou une partie de l'année seulement varie entre 0 et 1.

L'effectif comparatif comprend l'effectif indiqué au budget de dépenses de l'exercice précédent, modifié, s'il y a lieu, pour refléter les changements à la structure des programmes, les transferts de postes entre ministères ainsi que les ajustements récurrents effectués en cours d'exercice.

ÉLÉMENT

L'élément est une subdivision plus détaillée d'un programme et sert à refléter différents champs d'intervention.

PORTEFEUILLE

Un portefeuille regroupe l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous la responsabilité d'un ministre.

PROGRAMME

Un programme regroupe les crédits destinés à la mise en œuvre d'un ensemble cohérent d'activités qui concourent à la réalisation d'objectifs pour lesquels il est possible de rendre compte. Le vote des crédits par les membres de l'Assemblée nationale se fait par programmes.

PROVISION

Une provision est un élément de programme pour lequel la loi sur les crédits donne au Conseil du trésor le pouvoir d'autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles pour les objets et selon les conditions, s'il y a lieu, prévus au volume II du Budget de dépenses.

4. DÉFINITION DES SUPERCATÉGORIES

Les supercatégories regroupent les catégories utilisées par les ministères pour la comptabilisation de leurs dépenses et de leurs investissements.

AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer une partie ou la totalité des dépenses imputées à un fonds spécial qu'il administre.

CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la provision pour créances douteuses et de la provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement.

FONCTIONNEMENT

Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Elle inclut également l'amortissement des immobilisations.

IMMOBILISATIONS

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle comprend également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations.

PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie, de même que les paiements pour l'inscription de stocks ou de frais payés d'avance. Elle comprend également des engagements pour des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

Pour l'exercice financier 2009-2010, cette supercatégorie comprend les crédits requis pour l'inscription de dépenses à la dette nette au 1^{er} avril 2008 dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme comptable.

RÉMUNÉRATION

Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération, pour les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut enfin les autres avantages sociaux futurs et les contributions du gouvernement à titre d'employeur.

SERVICE DE LA DETTE

Cette supercatégorie comprend essentiellement les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette. Cette supercatégorie ne se retrouve qu'au portefeuille « Finances ».

TRANSFERT

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

5. DÉFINITION DES CATÉGORIES

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les cinq catégories suivantes.

CAPITAL

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

FONCTIONNEMENT

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le fonctionnement, autre que la rémunération, des organismes du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

INTÉRÊT

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

RÉMUNÉRATION

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Aux fins de la présentation des documents budgétaires, cette catégorie comprend également les professionnels de la santé.

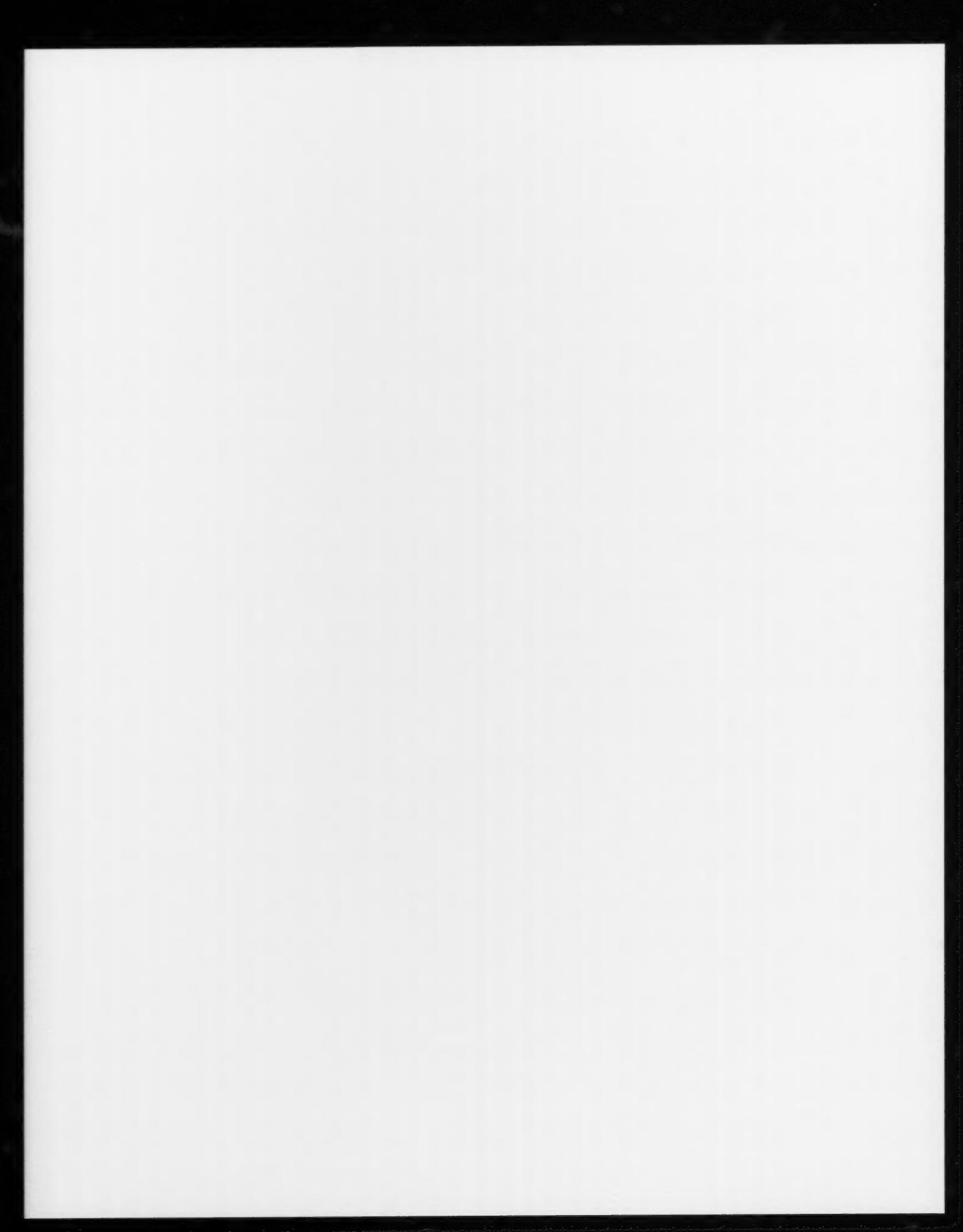
Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial.

SUPPORT

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le soutien financier versé aux bénéficiaires, autre que celui mentionné à l'intérieur de la même supercatégorie, aux catégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Capital » et « Intérêt ».

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend les paiements destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

**SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES
ET DES CRÉDITS**



Budget de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|---------------------|---------------------|
| | Budget de dépenses | Dépense probable |
| | | (000 \$) |
| Assemblée nationale* | 116 710,0 | 116 235,5 |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale* | 69 617,0 | 74 859,9 |
| Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire | 1 871 391,4 | 1 813 811,7 |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation | 1 068 227,9 | 1 096 619,0 |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 712 697,7 | 492 869,4** |
| Conseil exécutif | 368 560,6 | 324 075,1** |
| Culture, Communications et Condition féminine | 688 071,4 | 688 200,0** |
| Développement durable, Environnement et Parcs | 203 862,4 | 212 484,9 |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 1 044 403,7 | 1 004 209,1** |
| Éducation, Loisir et Sport | 14 806 047,7 | 14 489 186,1 |
| Emploi et Solidarité sociale | 4 283 892,1 | 4 333 319,7** |
| Famille et Aînés | 2 178 636,6 | 2 068 578,1** |
| Finances (excluant le service de la dette) | 196 240,0 | 413 493,8** |
| Immigration et Communautés culturelles | 304 908,2 | 173 288,4** |
| Justice | 683 663,7 | 686 538,1 |
| Relations internationales | 113 971,6 | 114 506,8** |
| Ressources naturelles et Faune | 628 711,1 | 596 860,1 |
| Revenu | 1 087 280,7 | 1 071 597,6 |
| Santé et Services sociaux | 27 967 189,4 | 26 979 500,0 |
| Sécurité publique | 1 136 393,0 | 1 143 841,2 |
| Services gouvernementaux | 197 363,3 | 172 331,3** |
| Tourisme | 146 128,6 | 139 902,6 |
| Transports | 2 787 628,8 | 2 547 542,4 |
| Travail | 33 623,1 | 37 069,4 |
| Dépenses de programmes | 62 561 000,0 | 60 768 900,2 |
| Service de la dette | 6 990 000,0 | 6 154 000,0 |
| Total | 69 551 000,0 | 66 922 900,2 |

* L'information portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouve dans le Volume I.

** Ce portefeuille contient une ou des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres portefeuilles et les dépenses qui y sont comptabilisées en 2009-2010 tiennent compte des virements à l'un ou l'autre des portefeuilles.

Sommaire du budget de dépenses et des crédits

Conciliation entre le budget de dépenses et les crédits

| | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits totaux 2010-2011 |
|---|------------------------------|---|---------------------------------|--------------------------|
| (000 \$) | | | | |
| Assemblée nationale* | 116 710,0 | 4 836,0 | 8 114,0 | 119 988,0 |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale* | 69 617,0 | 2 385,0 | 2 730,0 | 69 962,0 |
| Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire | 1 871 391,4 | 1 861,0 | 21 457,9 | 1 890 988,3 |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation | 1 068 227,9 | 14 968,1 | 427 621,5 | 1 480 881,3 |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 712 697,7 | 60,0 | 864 721,1 | 1 577 358,8 |
| Conseil exécutif | 358 580,6 | 750,6 | 1 646,1 | 359 456,1 |
| Culture, Communications et Condition féminine | 666 071,4 | 2 872,6 | 91 793,8 | 755 192,6 |
| Développement durable, Environnement et Parcs | 203 862,4 | 11 460,7 | 36 967,2 | 229 368,9 |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 1 044 403,7 | 2 550,1 | 6 991,3 | 1 048 844,9 |
| Éducation, Loisir et Sport | 14 805 047,7 | 22 591,6 | 155 706,8 | 14 938 162,7 |
| Emploi et Solidarité sociale | 4 283 892,1 | 1 170,9 | 3 071,7 | 4 285 792,9 |
| Famille et Aînés | 2 178 636,6 | 7 468,1 | 27 557,9 | 2 196 726,4 |
| Finances | 7 185 240,0 | (13 545,0) | 1 966,0 | 7 200 751,0 |
| Immigration et Communautés culturelles | 304 908,2 | 2 559,7 | 11 886,0 | 314 234,5 |
| Justice | 683 653,7 | 9 154,4 | 42 943,6 | 717 442,9 |
| Relations internationales | 113 971,6 | 3 977,6 | 5 785,0 | 115 779,0 |
| Ressources naturelles et Faune | 528 711,1 | 16 184,4 | 30 649,7 | 543 196,4 |
| Revenu | 1 087 280,7 | 1 848,5 | 10 686,7 | 1 096 118,9 |
| Santé et Services sociaux | 27 987 189,4 | 1 022,4 | 249 335,0 | 28 215 502,0 |
| Sécurité publique | 1 136 393,0 | 18 311,1 | 46 228,6 | 1 164 310,5 |
| Services gouvernementaux | 197 353,3 | 500,0 | 22 125,0 | 218 978,3 |
| Tourisme | 146 128,6 | - | - | 146 128,6 |
| Transports | 2 787 528,8 | 124 169,6 | 86 783,8 | 2 750 143,0 |
| Travail | 33 523,1 | 535,7 | 2 009,1 | 34 996,5 |
| Total | 89 551 000,0 | 237 473,3 | 2 158 777,8 | 71 472 304,5 |

* L'information portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouve dans le Volume I.

Sommaire des crédits

| | 2010-2011 | | | 2009-2010 | |
|---|---------------------|-----------------------|---|---------------------|------------------------|
| | Crédits à voter* | Crédits permanents | Crédits reportés ou crédits déjà votes** | Crédits totaux | Crédits comparatifs |
| | | | (000 \$) | | |
| Assemblée nationale*** | - | 119 988,0 | - | 119 988,0 | 118 113,5 |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale*** | 41 852,0 | 28 110,0 | - | 69 962,0 | 75 224,5 |
| Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire | 1 890 527,5 | 460,8 | - | 1 890 988,3 | 1 850 385,5 |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation | 1 480 871,7 | 9,6 | - | 1 480 881,3 | 767 148,7 |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 1 243 407,9 | 333 950,9 | - | 1 577 358,8 | 1 111 444,7 |
| Conseil exécutif | 358 370,2 | 1 085,9 | - | 369 456,1 | 346 455,1 |
| Culture, Communications et Condition féminine | 755 183,0 | 9,6 | - | 755 192,6 | 735 720,6 |
| Développement durable, Environnement et Parcs | 229 334,3 | 34,6 | - | 229 368,9 | 234 594,9 |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 1 047 681,4 | 1 163,5 | - | 1 048 844,9 | 926 754,4 |
| Éducation, Loisir et Sport**** | 14 114 817,6 | 823 345,1 | - | 14 938 162,7 | 18 970 851,8 |
| Emploi et Solidarité sociale | 4 001 192,7 | 5 800,2 | 279 000,0 | 4 286 792,9 | 4 261 802,5 |
| Famille et Aînés | 1 983 607,2 | 119,2 | 215 000,0 | 2 198 726,4 | 2 101 862,8 |
| Finances | 189 398,7 | 7 011 352,3 | - | 7 200 761,0 | 6 510 951,0 |
| Immigration et Communautés culturelles | 314 224,9 | 9,6 | - | 314 234,6 | 300 594,5 |
| Justice | 553 992,0 | 163 450,9 | - | 717 442,8 | 708 754,8 |
| Relations internationales | 115 689,4 | 109,6 | - | 115 779,0 | 117 899,2 |
| Ressources naturelles et Faune | 528 082,2 | 15 114,2 | - | 543 196,4 | 591 179,7 |
| Revenu | 570 683,4 | 525 435,5 | - | 1 096 118,9 | 1 061 930,3 |
| Santé et Services sociaux**** | 17 000 470,2 | 11 215 031,8 | - | 28 216 502,0 | 31 294 354,2 |
| Sécurité publique | 1 159 882,3 | 4 448,2 | - | 1 164 310,6 | 1 118 475,1 |
| Services gouvernementaux | 218 968,7 | 9,6 | - | 218 978,3 | 196 239,2 |
| Tourisme | 146 119,0 | 9,6 | - | 146 128,6 | 138 866,1 |
| Transports | 2 749 983,8 | 159,2 | - | 2 750 143,0 | 2 707 600,1 |
| Travail | 32 115,8 | 2 880,7 | - | 34 996,5 | 34 528,1 |
| Total | 50 726 415,9 | 20 251 888,6 | 494 000,0 | 71 472 304,5 | 76 281 731,3 |

* Les crédits à voter incluent, outre les montants présentés ci-dessus, ceux portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2011-2012 apparaissant à la page suivante.

** Ces montants incluent, conformément à la Loi n° 2 sur les crédits, 2009-2010 (2009, c. 4), les crédits reportés de l'exercice précédent ainsi que les crédits déjà votés pour des dépenses et des investissements imputables à l'exercice financier 2010-2011.

*** L'information portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouve dans le Volume I.

**** Les crédits comparatifs 2009-2010 incluent les sommes allouées conformément à la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en oeuvre de la réforme comptable (2009, c. 38) afin de pourvoir à des dépenses inscrites à la dette nette au 1er avril 2008 à la suite de la réforme comptable.

Sommaire du budget de dépenses et des crédits

**Sommaire des crédits à voter pour des dépenses
imputables à l'exercice financier 2011-2012**

| | 2011-2012 |
|---|------------------|
| | (000 \$) |
| Emploi et Solidarité sociale | |
| Programme 2 - Mesures d'aide financière | 279 000,0 |
| Famille et Aînés | |
| Programme 2 - Mesures d'aide à la famille | 215 000,0 |
| Total | 494 000,0 |

Sommaire des crédits 2010-2011 pouvant être reportés en 2011-2012

| | Report ne requérant pas l'autorisation du Conseil du trésor | Report requérant l'autorisation du Conseil du trésor | Total |
|---|---|--|------------------|
| | (000 \$) | | |
| Assemblée nationale | | | |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale | 1 148,4 | - | 1 148,4 |
| Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire | 2 104,7 | 32 056,5 | 34 161,2 |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation | 6 686,3 | - | 6 686,3 |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 2 689,9 | - | 2 689,9 |
| Conseil exécutif | 2 318,1 | - | 2 318,1 |
| Culture, Communications et Condition féminine | 2 246,4 | - | 2 246,4 |
| Développement durable, Environnement et Parcs | 4 571,7 | - | 4 571,7 |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 2 660,1 | - | 2 660,1 |
| Éducation, Loisir et Sport | 4 798,0 | 34 145,8 | 38 943,8 |
| Emploi et Solidarité sociale | 14 552,0 | - | 14 552,0 |
| Famille et Aînés | 2 466,4 | 978,7 | 3 445,1 |
| Finances | 2 164,8 | - | 2 164,8 |
| Immigration et Communautés culturelles | 2 906,6 | - | 2 906,6 |
| Justice | 10 711,0 | 2 200,0 | 12 911,0 |
| Relations internationales | 2 375,6 | - | 2 375,6 |
| Ressources naturelles et Faune | 14 077,6 | - | 14 077,6 |
| Revenu | 16 703,1 | - | 16 703,1 |
| Santé et Services sociaux | 4 533,1 | 22 265,6 | 26 798,7 |
| Sécurité publique | 31 348,7 | - | 31 348,7 |
| Services gouvernementaux | 5 115,9 | - | 5 115,9 |
| Tourisme | - | - | - |
| Transports | 20 888,8 | 54 113,3 | 75 002,1 |
| Travail | 676,3 | - | 676,3 |
| Total | 157 723,5 | 145 759,9 | 303 483,4 |

Sommaire du budget de dépenses et des crédits**Programmes faisant l'objet
d'un crédit au net***

| | Page |
|--|-------------|
| Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire | |
| Programme 8 - Régie du logement | 34 |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation | |
| Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments | 42 |
| Programme 2 - Organismes d'État | 43 |
| Développement durable, Environnement et Parcs | |
| Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs | 77 |
| Emploi et Solidarité sociale | |
| Programme 3 - Administration | 105 |
| Immigration et Communautés culturelles | |
| Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles | 132 |
| Justice | |
| Programme 5 - Organisme de protection relevant du ministre | 142 |
| Ressources naturelles et Faune | |
| Programme 1 - Gestion des ressources naturelles | 153 |
| Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique | 153 |
| Sécurité publique | |
| Programme 2 - Sûreté du Québec | 176 |

* Les données concernant les crédits au net sont fonction de variations de revenus et de modalités qui sont précisées dans les pages présentant chacun des portefeuilles.

**CRÉDITS PAR
PORTEFEUILLES**



Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|-----------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : | | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| 1. Promotion et développement de la Métropole | 131 449,0 | - | 1 257,9 | 132 706,9 | 125 946,4 | |
| 2. Modernisation des infrastructures municipales | 480 631,3 | - | - | 480 631,3 | 464 802,4 | |
| 3. Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités | 588 962,1 | - | - | 588 962,1 | 594 208,5 | |
| 4. Administration générale | 54 749,8 | 1 630,0 | 18 465,0 | 71 584,8 | 72 838,8 | |
| 5. Développement des régions et ruralité | 124 814,8 | - | - | 124 814,8 | 122 043,1 | |
| 6. Commission municipale du Québec | 2 250,0 | 1,0 | 35,0 | 2 284,0 | 2 505,2 | |
| 7. Habitation | 473 023,5 | - | - | 473 023,5 | 447 890,9 | |
| 8. Régie du logement | 15 510,9 | 230,0 | 1 700,0 | 16 980,9 | 20 150,2 | |
| | 1 871 391,4 | 1 861,0 | 21 457,9 | 1 890 988,3 | 1 850 385,5 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | 460,8 | 925,4 |
| Crédits à voter | | | | | 1 890 527,5 | 1 849 460,1 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|-------------|
| | (000 \$) | | | |
| Rémunération | | 60 573,6 | | 51 877,1 |
| Fonctionnement | | 21 460,2 | | 21 460,2 |
| Affectation à un fonds spécial | | 60 016,7 | | 55 016,7 |
| Transfert | | 1 738 889,7 | | 1 697 510,7 |
| Créances douteuses et autres | | 451,2 | | 915,8 |
| Total | 1 871 391,4 | | 1 826 780,5 | |
| Budget d'investissements | | | | |
| Immobilisations | | 20 200,0 | | 23 257,5 |
| Prêts, placements, avances et autres | | 1 257,9 | | 1 925,0 |
| Total | 21 457,9 | | 25 182,5 | |
| Effectif | | | | |
| (en ETC) | | | | |
| Effectif des programmes | | 694 | | 714 |
| Effectif total | 694 | | 714 | |

Programme 1
Promotion et développement de la Métropole

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Aide au développement de la Métropole | 113 313,8 | - | - | 113 313,8 | 105 594,4 | |
| 2. Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval | 18 135,2 | - | 1 257,9 | 18 393,1 | 20 352,0 | |
| | 131 449,0 | - | 1 257,9 | 132 796,9 | 125 946,4 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | | |
| Élement 2 | | | | 451,2 | 915,8 | |
| Crédit à voter | | | | | 132 285,7 | 125 030,6 |

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | | |
| | | (000 \$) | | |
| Transfert | 113 313,8 | 17 684,0 | 130 997,8 | 123 105,6 |
| Créances douteuses et autres | - | 451,2 | 451,2 | 915,8 |
| | 113 313,8 | 18 135,2 | 131 449,0 | 124 021,4 |
| Budget d'investissements | | | | |
| Prêts, placements, avances et autres | - | 1 257,9 | 1 257,9 | 1 925,0 |
| | - | 1 257,9 | 1 257,9 | 1 925,0 |

Programme 2

Modernisation des infrastructures municipales

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures | 90 249,5 | - | - | 90 249,5 | 66 658,4 | |
| 2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales | 390 381,8 | - | - | 390 381,8 | 398 144,0 | |
| | 480 631,3 | - | - | 480 631,3 | 464 802,4 | |
| Crédit à voter | | | | 480 631,3 | 464 802,4 | |

Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit accumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement en travaux similaires pour les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures municipales ciblant le développement local et régional.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|
| | 1 | 2 | | |
| | | (000 \$) | | |
| Rémunération | 830,0 | 20,0 | 850,0 | 850,0 |
| Fonctionnement | 187,5 | 2,0 | 189,5 | 189,5 |
| Transfert | 89 232,0 | 390 359,8 | 479 691,8 | 463 762,9 |
| | 90 249,5 | 390 381,8 | 480 631,3 | 464 802,4 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de ce programme peut être reporté en 2011-2012 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à la partie « Transfert ».

Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire**Programme 3****Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**

| Éléments | Moins : | | | | Crédits | Crédits |
|--|---------------------------|--|---------------|---------------------------------|------------------|------------------|
| | Budget de dépenses | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : | Budget d'investissements | | |
| | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | | (000 \$) | |
| 1. Compensation tenant lieu de taxes | 307 178,5 | - | - | - | 307 178,5 | 308 090,9 |
| 2. Aide financière aux municipalités | 17 935,3 | - | - | - | 17 935,3 | 22 269,3 |
| 3. Mesures financières du partenariat fiscal | 263 848,3 | - | - | - | 263 848,3 | 263 848,3 |
| | <hr/> | <hr/> | <hr/> | <hr/> | <hr/> | <hr/> |
| | 588 962,1 | - | - | - | 588 962,1 | 594 208,5 |
| Crédit à voter | | | | | 588 962,1 | 594 208,5 |

Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que ceux des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du partenariat fiscal et financier conclu avec le monde municipal.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------|-----------------|----------|-----------|------------------|------------------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| | | | | | |
| | | | | (000 \$) | |
| Transfert | 307 178,5 | 17 935,3 | 263 848,3 | 588 962,1 | 594 208,5 |
| | <hr/> | <hr/> | <hr/> | <hr/> | <hr/> |
| | 307 178,5 | 17 935,3 | 263 848,3 | 588 962,1 | 594 208,5 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de ce programme peut être reporté en 2011-2012 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à la partie « Transfert ».

Programme 4

Administration générale

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Direction | 4 798,7 | - | - | 4 798,7 | 4 900,2 | |
| 2. Gestion | 49 951,1 | 1 630,0 | 18 465,0 | 66 786,1 | 67 938,6 | |
| | 54 749,8 | 1 630,0 | 18 465,0 | 71 584,8 | 72 838,8 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédit à voter | | | | | 71 575,2 | 72 829,2 |

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | 1 | 2 | | |
| (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 2 202,0 | 34 817,4 | 37 019,4 | 37 938,9 |
| Fonctionnement | 1 430,3 | 14 783,7 | 16 214,0 | 16 107,5 |
| Transfert | 1 186,4 | 350,0 | 1 616,4 | 1 516,4 |
| | 4 798,7 | 49 951,1 | 54 749,8 | 55 562,8 |

Budget d'investissements

| Immobilisations | 18 | 456 | 18 465,0 | 18 622,5 |
|--------------------------------|-----------|------------|-----------------|-----------------|
| | - | | 18 465,0 | 18 622,5 |
| Effectif total (en ETC) | 18 | 456 | 18 465,0 | 18 622,5 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 5
Développement des régions et ruralité

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Soutien au développement local et régional | 124 814,8 | - | - | 124 814,8 | 122 043,1 |
| Crédit à voter | | | | 124 814,8 | 122 043,1 |

Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et à la ruralité.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 1 | | |
| (000 \$) | | | |
| Affectation à un fonds spécial | 60 016,7 | 60 016,7 | 55 016,7 |
| Transfert | 64 798,1 | 64 788,1 | 67 026,4 |
| | 124 814,8 | 124 814,8 | 122 043,1 |

Programme 6

Commission municipale du Québec

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Commission municipale du Québec | 2 250,0 | 1,0 | 35,0 | 2 284,0 | 2 284,0 | 2 505,2 |
| Crédit à voter | | | | | 2 284,0 | 2 505,2 |

Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxes.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| | 1 | | |
| | (000 \$) | | |
| Rémunération | 1 575,0 | 1 575,0 | 1 689,7 |
| Fonctionnement | 675,0 | 675,0 | 781,5 |
| | 2 250,0 | 2 250,0 | 2 471,2 |
| Budget d'investissements | | | |
| Immobilisations | 35,0 | 35,0 | 35,0 |
| | 35,0 | 35,0 | 35,0 |
| Effectif total (en ETC) | 22 | 22 | 22 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 7
Habitation

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|-----------------------------------|---|--|-----------------|--|------------------------------|------------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Société d'habitation du Québec | 473 023,5 | - | - | 473 023,5 | 447 890,9 | |
| Crédit à voter | | | | 473 023,5 | 447 890,9 | |

Ce programme vise à faciliter, pour les citoyennes et les citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1 | Élément | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|---------------------------|----------|----------------|------------------|--|------------------|-----------|
| | | | (000 \$) | | | |
| Transfert | | | 473 023,5 | | 473 023,5 | 447 890,9 |
| | | | 473 023,5 | | 473 023,5 | 447 890,9 |

Programme 8

Régie du logement

| Élément | Moins : | | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|------------------------|------------------------------------|---|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget de dépenses 2010-2011 | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| | | | (000 \$) | | |
| 1. Régie du logement | 15 510,9 | 230,0 | 1 700,0 | 16 980,9 | 20 150,2 |
| Crédit à voter* | | | | 16 980,9 | 20 150,2 |

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locataires. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément | | |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | 1 | | |
| | | (000 \$) | |
| Rémunération | 11 129,2 | 11 129,2 | 11 398,5 |
| Fonctionnement | 4 381,7 | 4 381,7 | 4 381,7 |
| | 15 510,9 | 15 510,9 | 15 780,2 |
| Budget d'investissements | | | |
| Immobilisations | 1 700,0 | 1 700,0 | 4 600,0 |
| | 1 700,0 | 1 700,0 | 4 600,0 |
| Effectif total (en ETC) | 198 | 198 | 205 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédit au net

| | 2010-2011 (000 \$) | 2009-2010 (000 \$) |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Programme 8 - Régie du logement | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 15 280,9 | 15 550,2 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 2 600,0 | 2 600,0 |
| Crédit au net | 12 680,9 | 12 950,2 |

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à décider des litiges, à informer les locataires et les locataires de leurs droits et obligations découlant du bail et à favoriser la conciliation entre ceux-ci. Les revenus associés à ce crédit proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 2 600 000 \$.

Crédits affectés à un fonds spécial

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 6 - Développement des régions et ruralité | | |
| Fonds de développement régional | 60 016,7 | 55 016,7 |
| Total du portefeuille | 60 016,7 | 55 016,7 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Support | | |
| Support | 60 016,7 | 55 016,7 |
| Total du portefeuille | 60 016,7 | 55 016,7 |

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole | | |
| Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval | 17 684,0 | 17 511,2 |
| Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin | 12 912,4 | 15 449,3 |
| Fonds de développement de la Métropole | 18 162,8 | 18 252,8 |
| Grand Montréal Bleu | 312,5 | 312,8 |
| Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de Métropole | 25 000,0 | 25 000,0 |
| Soutien au déficit actuairel des régimes de retraite de la Ville de Montréal | 21 936,1 | 21 579,5 |
| Soutien au développement économique de Montréal | 36 000,0 | 25 000,0 |
| Total du programme 1 | 130 997,8 | 123 105,6 |
| Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales | | |
| Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets | 4 935,1 | 785,0 |
| Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes | 1 545,8 | 500,0 |
| Fonds de stimulation de l'infrastructure | 1 989,1 | 250,0 |
| Infrastructures municipales en milieu nordique | 17 338,9 | 13 736,7 |
| Infrastructures Québec-Municipalités | 72 334,9 | 62 315,9 |
| Parachèvement des programmes en infrastructures municipales | 372 625,9 | 383 830,3 |
| Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout | 7 666,1 | 1 800,0 |
| Programme d'infrastructures de loisirs | 791,0 | 150,0 |
| Autres crédits de transfert | 396,0 | 385,0 |
| Total du programme 2 | 479 581,8 | 463 762,9 |
| Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités | | |
| Aide aux municipalités reconstituées | 1 009,0 | 796,2 |
| Compensation financière pour les équipements antipollution | 4 638,4 | 4 538,4 |
| Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales | 2 494,4 | 2 152,0 |
| Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation | 280 692,0 | 283 053,6 |
| Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement | 24 092,1 | 22 885,3 |
| Mesures financières du partenariat fiscal | 263 848,3 | 263 848,3 |
| Programme d'aide aux municipalités régionales de comté | 6 000,0 | 6 000,0 |
| Soutien au déficit actuairel des régimes de retraite de la Ville de Québec | 1 395,9 | 1 374,0 |
| Soutien au regroupement municipal | 706,0 | 3 199,4 |
| Autres crédits de transfert | 4 286,0 | 6 361,3 |
| Total du programme 3 | 588 962,1 | 594 208,5 |
| Programme 4 - Administration générale | | |
| Autres crédits de transfert | 1 516,4 | 1 516,4 |
| Programme 5 - Développement des régions et ruralité | | |
| Communautés rurales branchées | 1 600,0 | 1 080,0 |
| Économie sociale | 1 650,0 | 1 650,0 |
| Fonds conjoncturel de développement | 2 984,0 | 2 984,0 |
| Politique nationale de la ruralité | 41 053,5 | 41 057,6 |
| Réseaux de sentiers de véhicules hors route | 1 276,0 | 2 500,0 |
| Soutien aux territoires en difficulté | 10 000,0 | 12 000,0 |
| Villages branchés du Québec | 6 336,6 | 5 464,8 |
| Autres crédits de transfert | - | 290,0 |
| Total du programme 5 | 64 798,1 | 67 026,4 |

Crédits de transfert (suite)

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 7 - Habitation | | |
| Aide à l'amélioration de l'habitat | 49 853,2 | 38 125,9 |
| Aide au logement social, communautaire et abordable | 392 209,1 | 378 263,4 |
| Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation | 665,0 | 665,0 |
| Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec | 30 296,2 | 30 836,6 |
| Total du programme 7 | 473 023,5 | 447 890,9 |
| Total du portefeuille | 1 738 889,7 | 1 697 510,7 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises | 9 608,6 | 8 953,2 |
| Entreprises et organismes d'État | 30 296,2 | 30 836,6 |
| Institutions d'enseignement | 16 813,6 | 17 463,5 |
| Municipalités | 1 185 135,6 | 1 163 354,8 |
| Organismes à but non lucratif | 317 644,1 | 310 195,2 |
| Personnes | 180 381,7 | 166 707,4 |
| Total du portefeuille | 1 738 889,7 | 1 697 510,7 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 21 712,2 | 21 381,6 |
| Fonctionnement | 4 442,0 | 5 558,0 |
| Capital | 436 933,4 | 392 177,3 |
| Intérêt | 304 629,9 | 308 108,9 |
| Support | 971 172,2 | 970 284,9 |
| Total du portefeuille | 1 738 889,7 | 1 697 510,7 |



Agriculture, Pêches et Alimentation

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|-------------|-----------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments | 425 304,0 | 14 585,3 | 47 250,7 | 457 959,4 | 449 226,8 |
| 2. Organismes d'État | 642 923,9 | 372,8 | 380 370,8 | 1 022 921,9 | 317 921,9 |
| | 1 068 227,9 | 14 988,1 | 427 621,5 | 1 480 881,3 | 767 148,7 |
| Moins : Crédits permanents | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédits à voter | | | | 1 480 871,7 | 767 139,1 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------------------------|-------------|--|-----------|--|
| | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 120 179,9 | | 120 985,7 | |
| Fonctionnement | 69 004,7 | | 67 607,6 | |
| Transfert | 879 043,3 | | 531 758,1 | |
| Total | 1 068 227,9 | | 720 331,4 | |
| Budget d'investissements | | | | |
| Immobilisations | 47 121,5 | | 60 488,4 | |
| Prêts, placements, avances et autres | 380 500,0 | | 500,0 | |
| Total | 427 621,5 | | 60 988,4 | |
| Effectif | | | | |
| Effectif des programmes | 1 907 | | 1 967 | |
| Effectif total | 1 907 | | 1 967 | |

Programme 1

Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires | 271 793,0 | - | - | 271 793,0 | 248 225,2 | |
| 2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles | 20 453,2 | - | - | 20 453,2 | 20 658,8 | |
| 3. Institut de technologie agroalimentaire | 17 932,8 | - | - | 17 932,8 | 18 296,3 | |
| 4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale | 50 992,0 | - | - | 50 992,0 | 51 209,1 | |
| 6. Direction et services à la gestion | 64 133,0 | 14 595,3 | 47 250,7 | 96 788,4 | 110 837,4 | |
| | 425 304,0 | 14 595,3 | 47 250,7 | 457 949,4 | 449 226,8 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Élement 5 | | | | | | |
| Crédit à voter* | | | | | 457 949,4 | 449 217,2 |

Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

* Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|-----------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Rémunération | 43 322,9 | 6 014,2 | 14 950,8 | 20 790,5 | 25 052,0 | 110 130,4 | 110 916,2 |
| Fonctionnement | 9 088,4 | 1 936,0 | 2 155,7 | 13 869,2 | 39 081,0 | 66 130,3 | 64 733,2 |
| Transfert | 219 381,7 | 12 503,0 | 826,3 | 16 332,3 | - | 249 043,3 | 226 758,1 |
| | 271 793,0 | 20 453,2 | 17 932,8 | 50 992,0 | 64 133,0 | 425 304,0 | 402 407,5 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|---|---|---|----------|----------|----------|
| Immobilisations | - | - | - | - | 46 750,7 | 46 750,7 | 60 117,6 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | - | - | 500,0 | 600,0 | 500,0 |
| | - | - | - | - | 47 250,7 | 47 250,7 | 60 617,6 |

Effectif total (en ETC) 684 114 271 487 207 1 763 1 824

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, le solde non utilisé des crédits de l'élément 4 peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence d'un montant de 2 500 000 \$, en excluant la partie « Transfert », et ce, déduction faite des versements en provenance des autres éléments du même programme, afin de donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor.

Programme 2

Organismes d'État

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|--|---------------------------------|--|------------------------------------|--------------------|------------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. La Financière agricole du Québec* | 630 000,0 | - | 380 000,0 | 1 010 000,0 | 305 000,0 |
| 2. Commission de protection du territoire agricole du Québec | 8 991,3 | 327,8 | 350,0 | 9 013,5 | 9 013,5 |
| 3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec | 3 932,6 | 45,0 | 20,8 | 3 908,4 | 3 908,4 |
| | 642 923,9 | 372,8 | 380 370,8 | 1 022 921,9 | 317 921,9 |
| Crédit à voter** | | | | 1 022 921,9 | 317 921,9 |

Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.

* Le budget d'investissements 2010-2011 inclut, au titre de « Prêts, placements, avances et autres », le montant requis pour couvrir l'excédent de dépenses sur les crédits imputables à l'exercice financier 2009-2010 afin de rembourser une partie du déficit cumulé de La Financière agricole du Québec au 31 mars 2010.

** Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|-----------|---------|---------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| (000 \$) | | | | | |
| Rémunération | - | 7 078,3 | 2 971,2 | 10 049,5 | 10 049,5 |
| Fonctionnement | - | 1 913,0 | 981,4 | 2 874,4 | 2 874,4 |
| Transfert | 630 000,0 | - | - | 630 000,0 | 305 000,0 |
| | 630 000,0 | 8 991,3 | 3 932,6 | 642 923,9 | 317 923,9 |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------------|-----------|-------|------|-----------|-------|
| Immobilisations | - | 350,0 | 20,8 | 370,8 | 370,8 |
| Prêts, placements, avances et autres | 380 000,0 | - | - | 380 000,0 | - |
| | 380 000,0 | 350,0 | 20,8 | 380 370,8 | 370,8 |

| | | | | | |
|--------------------------------|---|-----|----|-----|-----|
| Effectif total (en ETC) | - | 100 | 44 | 144 | 143 |
|--------------------------------|---|-----|----|-----|-----|

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédit au net

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------|-----------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 410 708,7 | 388 609,2 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 7 980,0 | 7 980,0 |
| Crédit au net | 402 748,7 | 380 649,2 |

Ce crédit au net vise les activités du Programme d'analyse des troupeaux bovins du Québec, du Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale, du Laboratoire de diagnostics en phytoprotection et de la Direction générale des pêches et aquaculture commerciales.

- Programme d'analyse des troupeaux bovins du Québec

Ce crédit au net concerne, en partie, les activités du Programme d'analyse des troupeaux bovins du Québec. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la cotisation annuelle des adhérents au programme.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 50 000 \$.

- Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités du Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des produits et services d'inspection, d'expertises et d'analyses alimentaires, et de l'émission de permis ainsi que des services offerts par le Laboratoire de pathologie animale rattaché au Centre.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 400 000 \$ dans le cas du Laboratoire de pathologie animale, et d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 7 500 000 \$ dans le cas des autres activités du Centre.

- Laboratoire de diagnostics en phytoprotection

Ce crédit au net concerne les activités du Laboratoire de diagnostics en phytoprotection. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification pour l'analyse des échantillons de végétaux et d'insectes.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 10 000 \$.

- Direction générale des pêches et aquaculture commerciales

Ce crédit au net concerne les activités de la Direction générale des pêches et aquaculture commerciales. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification aux usagers de la fabrique à glace aux îles-de-la-Madeleine.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus.

Crédit au net (suite)

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 2 - Organismes d'État | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 642 551,1 | 317 551,1 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 770,0 | 770,0 |
| Crédit au net | 641 781,1 | 316 781,1 |

Ce crédit au net vise les activités de la Commission de protection du territoire agricole du Québec et de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

- Commission de protection du territoire agricole du Québec

Ce crédit au net concerne les activités de la Commission de protection du territoire agricole du Québec. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des tarifs pour le traitement des demandes, des déclarations, des attestations et des permis.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 700 000 \$.

- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Ce crédit au net concerne les activités de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des services offerts par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, ainsi que des tarifs pour les affaires entendues en séance publique, l'homologation de convention et l'approbation de règlement.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 70 000 \$.

Agriculture, Pêches et Alimentation

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments | | |
| Aide à la recherche et au transfert technologique | 17 201,7 | 16 710,3 |
| Amélioration de la santé animale | 15 132,3 | 15 132,3 |
| Appui à la formation | 1 923,3 | 1 886,8 |
| Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles | 12 503,0 | 12 503,0 |
| Appui au développement en région | 31 667,0 | 17 409,2 |
| Appui au secteur de la transformation | 14 495,1 | 8 095,1 |
| Prime-Vert | 33 101,4 | 33 101,4 |
| Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles | 120 844,5 | 119 845,0 |
| Tracabilité des aliments | 600,0 | 500,0 |
| Autres crédits de transfert | 1 675,0 | 1 575,0 |
| Total du programme 1 | 249 043,3 | 226 758,1 |
| Programme 2 - Organismes d'État | | |
| La Financière agricole du Québec | 630 000,0 | 305 000,0 |
| Total du portefeuille | 879 043,3 | 531 758,1 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises | | |
| Entreprises et organismes d'État | 796 953,0 | 449 910,9 |
| Institutions d'enseignement | 57 000,0 | 57 000,0 |
| Organismes à but non lucratif | 4 081,0 | 4 285,0 |
| Total du portefeuille | 879 043,3 | 531 758,1 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | | |
| Fonctionnement | 44 796,7 | 44 796,7 |
| Capital | 12 600,0 | 12 500,0 |
| Intérêt | 17 226,9 | 17 226,9 |
| Support | 150,6 | 150,6 |
| Total du portefeuille | 804 369,1 | 457 083,9 |
| Total du portefeuille | 879 043,3 | 531 758,1 |

Crédits des ministères et organismes

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|--|------------------------------|--|---------------------------------|-------------|-------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Secrétariat du Conseil du trésor | 89 158,1 | - | 189 462,0 | 278 620,1 | 220 428,7 |
| 2. Commission de la fonction publique | 3 522,7 | 60,0 | 159,1 | 3 621,8 | 3 651,8 |
| 3. Régimes de retraite et d'assurances | 338 359,1 | - | - | 338 359,1 | 338 025,5 |
| 4. Fonds de suppléance | 281 657,8 | - | 675 100,0 | 956 767,8 | 549 338,7 |
| | 712 697,7 | 60,0 | 864 721,1 | 1 577 368,8 | 1 111 444,7 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 333 960,9 | 333 617,3 |
| Crédits à voter | | | | 1 243 407,9 | 777 827,4 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 367 248,2 | 371 671,2 |
| Fonctionnement | 318 225,3 | 510 549,2 |
| Affectation à un fonds spécial | 4 359,1 | 6 484,8 |
| Transfert | 24 865,1 | 25 499,8 |
| Total | 712 697,7 | 914 205,0 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 259,1 | 259,1 |
| Prêts, placements, avances et autres | 884 462,0 | 197 010,6 |
| Total | 864 721,1 | 197 269,7 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif des programmes | 406 | 419 |
| Effectif total | 406 | 419 |

Programme 1
Secrétariat du Conseil du trésor

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|-----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Soutien au Conseil du trésor | 49 884,9 | - | 100,0 | 49 884,9 | 52 193,7 | |
| 2. Fonctions gouvernementales | 35 820,2 | - | - | 35 820,2 | 41 690,6 | |
| 3. Fonds dédiés aux sinistres | 3 453,0 | - | - | 3 453,0 | 5 529,7 | |
| 4. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes* | - | - | 100,0 | 100,0 | 100,0 | |
| 5. Provision pour passif environnemental** | - | - | 189 262,0 | 189 262,0 | 120 914,7 | |

Suite à la page 47

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles, ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, notamment en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviales survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

** Les budgets d'investissements 2009-2010 et 2010-2011 incluent, au titre de « Prêts, placements, avances et autres », le montant additionnel à inscrire à la dette nette pour la révision de la provision pour le passif environnemental à l'égard de la réhabilitation des sites contaminés sous la responsabilité du gouvernement.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | Sous-total |
|--------------------------------|----------|----------|---------|---|---|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 31 330,6 | 19 214,9 | - | - | - | 50 545,5 |
| Fonctionnement | 17 492,2 | 16 605,3 | - | - | - | 34 097,5 |
| Affectation à un fonds spécial | 906,1 | - | 3 453,0 | - | - | 4 359,1 |
| Transfert | 156,0 | - | - | - | - | 156,0 |
| | 49 884,9 | 35 820,2 | 3 453,0 | - | - | 89 158,1 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|-------|---|---|-------|-----------|-----------|
| Immobilisations | - | - | - | 100,0 | - | 100,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 100,0 | - | - | - | 189 262,0 | 189 362,0 |
| | 100,0 | - | - | 100,0 | 189 262,0 | 189 462,0 |

Effectif total (en ETC) 368 1 - - - 369

Programme 1 (suite)
Secrétariat du Conseil du trésor

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| 6. Provision pour l'équité salariale* | 89 158,1 | - | 189 462,0 | 278 620,1 | 220 426,7 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | 9,6 | 9,6 | |
| Crédit à voter | | | | 278 610,5 | 220 419,1 | |

* En 2009-2010, une provision de 48 900 000 \$ est inscrite à cet élément au titre de dépense probable.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total 8 | Éléments | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------------------|-----------------|----------|-----------|----------|-----------|--|
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 50 545,5 | - | | 50 545,5 | 55 936,8 | |
| Fonctionnement | 34 097,5 | - | | 34 097,5 | 36 736,4 | |
| Affectation à un fonds spécial | 4 359,1 | - | | 4 359,1 | 6 484,8 | |
| Transfert | 156,0 | - | | 156,0 | 156,0 | |
| | 89 158,1 | - | | 89 158,1 | 99 314,0 | |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------------|------------|---|------------|------------|
| Immobilisations | 100,0 | - | 100,0 | 100,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 189 362,0 | - | 189 362,0 | 121 014,7 |
| | 189 462,0 | - | 189 462,0 | 121 114,7 |
| Effectif total (en ETC) | 369 | - | 369 | 382 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 2 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 2

Commission de la fonction publique

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---------------------------------------|---------------------------------|--|---------------------------------------|----------------|----------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Commission de la fonction publique | 3 522,7 | 60,0 | 159,1 | 3 621,8 | 3 651,8 |
| Crédit à voter | | | | 3 621,8 | 3 651,8 |

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission lui permettant de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis et d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| | 1 | | |
| (000 \$) | | | |
| Rémunération | 2 952,7 | 2 952,7 | 2 952,7 |
| Fonctionnement | 570,0 | 570,0 | 570,0 |
| | 3 522,7 | 3 522,7 | 3 522,7 |
| Budget d'investissements | | | |
| Immobilisations | 159,1 | 159,1 | 159,1 |
| | 159,1 | 159,1 | 159,1 |
| Effectif total (en ETC) | 37 | 37 | 37 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 3

Régimes de retraite et d'assurances

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| 1. Régime de retraite des fonctionnaires | 20 760,2 | - | - | 20 760,2 | 22 004,0 | |
| 2. Régime de retraite de certains enseignants | 21 360,3 | - | - | 21 360,3 | 21 995,0 | |
| 3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics | 174 923,8 | - | - | 174 923,8 | 174 141,9 | |
| 4. Assurance collective sur la vie des employés publics | 4 429,8 | - | - | 4 429,8 | 4 429,8 | |
| 5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels | 10 038,8 | - | - | 10 038,8 | 9 700,3 | |
| 6. Régime de retraite des juges | 10 566,1 | - | - | 10 566,1 | 9 986,9 | |
| Suite à la page 50 | | | | | | |

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|--------------------|----------|----------|-----------|---------|----------|----------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| | | (000 \$) | | | | | |
| Rémunération | 20 760,2 | - | 174 923,8 | 1 081,0 | 10 038,8 | 10 566,1 | 217 369,9 |
| Transfert | - | 21 360,3 | - | 3 348,8 | - | - | 24 709,1 |
| | 20 760,2 | 21 360,3 | 174 923,8 | 4 429,8 | 10 038,8 | 10 566,1 | 242 079,0 |

Programme 3 (suite)
Régimes de retraite et d'assurances

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec | 15 999,8 | - | - | 15 999,8 | 15 758,8 | |
| 8. Régime de retraite du personnel d'encadrement | 80 280,3 | - | - | 80 280,3 | 80 008,8 | |
| | 338 359,1 | - | - | 338 359,1 | 338 025,5 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | 20 760,2 | 22 004,0 | |
| Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1) | | | | 21 360,3 | 21 965,0 | |
| Élément 2 | | | | | | |
| Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10) | | | | 174 923,8 | 174 141,9 | |
| Élément 3 | | | | | | |
| Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q. 1970, c. 8) | | | | 12,0 | 12,0 | |
| Élément 4 | | | | | | |
| Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2) | | | | 10 038,8 | 9 700,3 | |
| Élément 5 | | | | | | |
| Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16) | | | | 10 566,1 | 9 986,9 | |
| Élément 6 | | | | | | |
| Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) | | | | 15 999,8 | 15 758,8 | |
| Élément 7 | | | | | | |
| Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1) | | | | 80 280,3 | 80 008,8 | |
| Élément 8 | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | 4 417,8 | 4 417,8 | |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | 7 | Éléments 8 | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|------------|----------|---------------|-----------|-----------|
| | | | | (000 \$) | |
| Rémunération | 217 369,9 | 15 999,8 | 80 280,3 | 313 650,0 | 312 681,7 |
| Transfert | 24 709,1 | - | - | 24 709,1 | 25 343,8 |
| | 242 079,0 | 15 999,8 | 80 280,3 | 338 359,1 | 338 025,5 |

Programme 4

Fonds de suppléance

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté* | 281 557,8 | - | - | 281 657,8 | 473 242,8 |
| 2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération* | 100,0 | - | - | 100,0 | 100,0 |
| 3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2010-2011* | - | - | 675 000,0 | 675 000,0 | 75 895,9 |
| 4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures* | - | - | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| | 281 657,8 | - | 675 100,0 | 956 757,8 | 549 338,7 |
| Crédit à voter | | | | 956 757,8 | 549 338,7 |

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

* Le solde non utilisé de tout montant transféré à partir du présent crédit est remboursé et peut être utilisé à nouveau, le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| Rémunération | - | 100,0 | - | - | 100,0 | 100,0 |
| Fonctionnement | 281 557,8 | - | - | - | 281 657,8 | 473 242,8 |
| | 281 557,8 | 100,0 | - | - | 281 657,8 | 473 342,8 |
| Budget d'investissements | | | | | | |
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | 675 000,0 | 100,0 | 675 100,0 | 75 895,9 |
| | - | - | 675 000,0 | 100,0 | 675 100,0 | 75 895,9 |

Conseil du trésor et Administration gouvernementale**Crédits affectés à un fonds spécial**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor | | |
| Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées | 2 204,0 | 3 841,7 |
| Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor | 906,1 | 955,1 |
| Fonds relatif à la tempête de verglas | 1 249,0 | 1 888,0 |
| Total du portefeuille | 4 359,1 | 6 484,8 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Fonctionnement | | |
| Capital | 30,0 | 30,0 |
| Intérêt | 882,8 | 882,5 |
| Total du portefeuille | 3 466,3 | 5 572,3 |
| | 4 359,1 | 6 484,8 |

Crédits de transfert

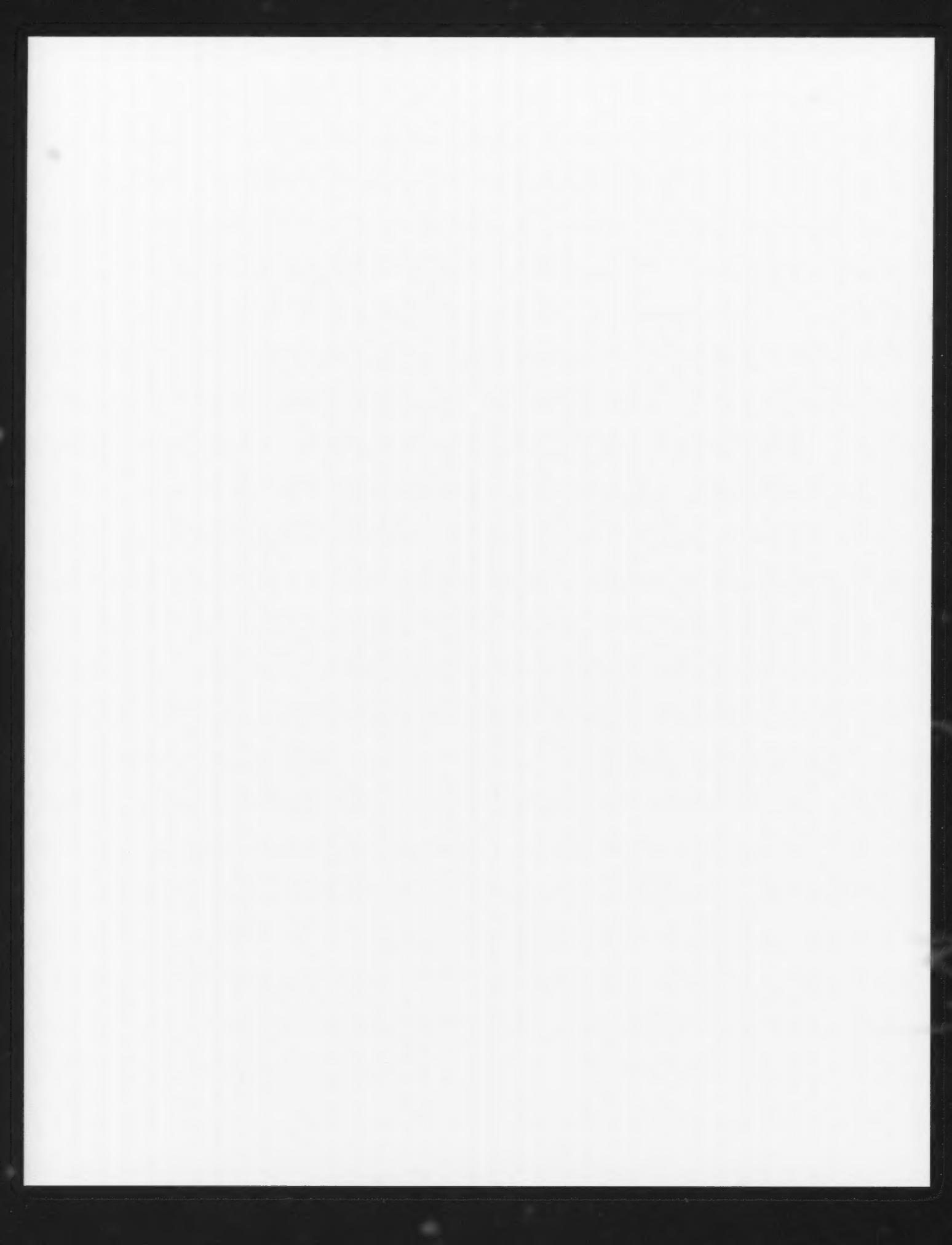
| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor | | |
| Autres crédits de transfert | 156,0 | 156,0 |
| Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances | | |
| Assurance collective sur la vie des employés publics | 3 348,8 | 3 348,8 |
| Régime de retraite de certains enseignants | 21 360,3 | 21 995,0 |
| Total du programme 3 | <u>24 709,1</u> | <u>25 343,8</u> |
| Total du portefeuille | 24 865,1 | 25 499,8 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Établissements de santé et de services sociaux | 1 781,8 | 1 781,8 |
| Institutions d'enseignement | 22 927,3 | 23 562,0 |
| Organismes à but non lucratif | 156,0 | 156,0 |
| Total du portefeuille | 24 865,1 | 25 499,8 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Rémunération | 24 709,1 | 25 343,8 |
| Support | 156,0 | 156,0 |
| Total du portefeuille | 24 865,1 | 25 499,8 |



Conseil exécutif

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements 2010-2011 | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Cabinet du lieutenant-gouverneur | 748,9 | - | - | 748,9 | 775,6 | |
| 2. Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif | 70 813,1 | 530,6 | 768,0 | 71 060,5 | 73 505,9 | |
| 3. Affaires intergouvernementales canadiennes | 14 411,3 | 110,8 | 162,2 | 14 462,7 | 14 989,3 | |
| 4. Affaires autochtones | 212 577,1 | 53,2 | 28,8 | 212 662,7 | 205 852,6 | |
| 5. Jeunesse | 52 584,3 | 13,9 | 25,1 | 52 695,5 | 42 992,9 | |
| 6. Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information | 7 425,9 | 42,1 | 662,0 | 8 046,8 | 8 338,8 | |
| | 358 560,6 | 750,6 | 1 646,1 | 369 456,1 | 346 455,1 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | 1 085,5 | 1 095,5 |
| Crédits à voter | | | | | 368 370,2 | 345 359,6 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 58 151,8 | 59 299,3 |
| Fonctionnement | 38 315,1 | 39 988,5 |
| Transfert | 261 193,7 | 245 691,8 |
| Créances douteuses et autres | 900,0 | 580,0 |
| Total | 358 560,6 | 345 559,6 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 1 539,6 | 1 539,6 |
| Prêts, placements, avances et autres | 106,5 | 106,5 |
| Total | 1 646,1 | 1 646,1 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif des programmes | 672 | 688 |
| Effectif total | 672 | 688 |

Conseil exécutif**Programme 1**
Cabinet du lieutenant-gouverneur

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|-------------------------------------|--|--|--|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| 1. Cabinet du lieutenant-gouverneur | 748,9 | - | - | 748,9 | 775,6 |
| Crédit à voter | | | | 748,9 | 775,6 |

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément 1 | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | | (000 \$) | |
| Rémunération | 634,3 | 634,3 | 637,3 |
| Fonctionnement | 114,6 | 114,6 | 138,3 |
| | 748,9 | 748,9 | 775,6 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter. Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits des ministères et organismes

Programme 2**Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif**

| Éléments | Moins : | | | | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|------------------------------------|---|---------------------------------------|-------|----------|----------------------|----------------------|
| | Budget de dépenses 2010-2011 | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | | | |
| | (000 \$) | | | | | | |
| 1. Cabinet du premier ministre | 5 073,0 | - | - | - | - | 5 073,0 | 5 254,6 |
| 2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif | 11 737,5 | - | - | - | - | 11 737,5 | 12 258,0 |
| 3. Direction générale de l'administration | 18 535,1 | 530,6 | 768,0 | 768,0 | 18 772,5 | 19 425,8 | |
| 4. Indemnités de l'exécutif | 1 066,7 | - | - | - | - | 1 066,7 | 1 066,7 |
| 5. Secrétariat à la communication gouvernementale | 16 147,5 | - | - | - | - | 16 147,5 | 16 451,1 |

Suite à la page 58

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | Sous- total |
|--------------------|----------|----------|----------|---------|----------|----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| | (000 \$) | | | | | |
| Rémunération | 3 855,6 | 9 712,3 | 9 638,5 | 1 066,7 | 15 888,9 | 40 162,0 |
| Fonctionnement | 772,9 | 1 610,2 | 8 896,6 | - | 258,6 | 11 538,3 |
| Transfert | 444,5 | 415,0 | - | - | - | 859,5 |
| | 5 073,0 | 11 737,5 | 18 535,1 | 1 066,7 | 16 147,5 | 52 559,8 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|---|---|-------|---|---|-------|
| Immobilisations | - | - | 761,5 | - | - | 761,5 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | 6,5 | - | - | 6,5 |
| | - | - | 768,0 | - | - | 768,0 |

Effectif total (en ETC)

109

79

233

421

Conseil exécutif

Programme 2 (suite)

Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|------------------------------|------------------------------------|----------|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| | | Dépenses nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales* | 18 253,3 | - | - | 18 253,3 | 19 049,7 | |
| | 70 813,1 | 530,6 | 768,0 | 71 050,5 | 73 505,9 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | 9,6 | 9,6 | |
| Élément 4 | | | | 1 066,7 | 1 066,7 | |
| Crédit à voter | | | | 69 974,2 | 72 429,6 | |

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision et de ceux déjà inscrits pour de tels projets dans les programmes des autres portefeuilles peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau selon les conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | Éléments | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------|------------|----------|-----------|----------|-----------|--|
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 40 162,0 | - | | 40 162,0 | 40 782,9 | |
| Fonctionnement | 11 538,3 | 18 253,3 | | 29 791,6 | 31 341,8 | |
| Transfert | 859,5 | - | | 859,5 | 1 143,8 | |
| | 52 559,8 | 18 253,3 | | 70 813,1 | 73 268,5 | |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------------|-------|---|--|-------|-------|
| immobilisations | 761,5 | - | | 761,5 | 761,5 |
| Prêts, placements, avances et autres | 6,5 | - | | 6,5 | 6,5 |
| | 768,0 | - | | 768,0 | 768,0 |

Effectif total (en ETC)

421

421

432

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits des ministères et organismes

Programme 3

Affaires intergouvernementales canadiennes

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques | 554,6 | 10,2 | 15,0 | 559,4 | 731,5 | |
| 2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes | 6 302,0 | 100,6 | 147,2 | 6 348,6 | 6 441,3 | |
| 3. Représentation du Québec au Canada | 2 209,3 | - | - | 2 209,3 | 2 307,6 | |
| 4. Coopération intergouvernementale et francophonie | 5 345,4 | - | - | 5 345,4 | 5 508,9 | |
| | 14 411,3 | 110,8 | 162,2 | 14 462,7 | 14 989,3 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élement 1 | | | | | | 9,6 |
| Crédit à voter | | | | | 14 462,7 | 14 979,7 |

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral, ainsi qu'avec les gouvernements des provinces et des territoires du Canada.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|---------|----------|---------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 287,9 | 3 325,1 | 1 361,7 | 775,0 | 5 748,7 | 6 005,1 |
| Fonctionnement | 194,0 | 2 011,9 | 847,8 | 116,2 | 3 189,7 | 3 244,4 |
| Transfert | 72,7 | 965,0 | - | 4 454,2 | 5 491,9 | 5 688,4 |
| | 554,6 | 6 302,0 | 2 209,3 | 5 345,4 | 14 411,3 | 14 937,9 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|------|-------|---|---|-------|-------|
| Immobilisations | 15,0 | 47,2 | - | - | 62,2 | 62,2 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | 100,0 | - | - | 100,0 | 100,0 |
| | 15,0 | 147,2 | - | - | 162,2 | 162,2 |

Effectif total (en ETC)

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Conseil exécutif**Programme 4**
Affaires autochtones

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|--|---------------------------------------|---------------------|---|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Moins : (000 \$) | | | |
| 1. Secrétariat aux affaires autochtones | 212 577,1 | 53,2 | 28,8 | 212 552,7 | 205 852,8 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | 8,8 | 9,6 |
| Élément 1 | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | | 212 543,1 | 205 843,0 |

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément 1 | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | | (000 \$) | |
| Rémunération | 3 578,3 | 3 578,3 | 3 578,3 |
| Fonctionnement | 2 035,0 | 2 035,0 | 2 035,0 |
| Transfert | 206 063,8 | 206 063,8 | 199 683,7 |
| Créances douteuses et autres | 900,0 | 900,0 | 580,0 |
| | 212 577,1 | 212 577,1 | 205 877,0 |

Budget d'investissements

| | | | |
|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Immobilisations | 28,8 | 28,8 | 28,8 |
| | | | |
| Effectif total (en ETC) | 41 | | 41 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits des ministères et organismes

Programme 5

Jeunesse

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | 13,9 | | | |
| 1. Secrétariat à la jeunesse | 51 832,8 | | 13,9 | 9,1 | 51 828,0 | 42 225,4 |
| 2. Conseil permanent de la jeunesse | 751,5 | | - | 16,0 | 757,5 | 757,5 |
| | 52 584,3 | | 13,9 | 25,1 | 52 596,5 | 42 992,9 |
| Crédit à voter | | | | | 52 596,5 | 42 992,9 |

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | | |
| (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 1 597,2 | 543,4 | 2 140,6 | 2 140,6 |
| Fonctionnement | 1 507,1 | 208,1 | 1 715,2 | 1 715,2 |
| Transfert | 48 728,5 | - | 48 728,5 | 39 125,9 |
| | 51 832,8 | 751,5 | 52 596,5 | 42 991,7 |
| Budget d'investissements | | | | |
| Immobilisations | 9,1 | 16,0 | 26,1 | 25,1 |
| | 9,1 | 16,0 | 26,1 | 25,1 |
| Effectif total (en ETC) | 27 | 9 | 36 | 37 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 6

Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|---------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Crédits | | | |
| 1. Réforme des institutions démocratiques | 962,6 | - | - | 962,6 | 1 087,5 | |
| 2. Commission d'accès à l'information | 5 907,4 | 42,1 | 662,0 | 6 527,3 | 6 715,4 | |
| 3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels | 555,9 | - | - | 555,9 | 555,9 | |
| | 7 425,9 | 42,1 | 662,0 | 8 045,8 | 8 338,8 | |
| Crédit à voter | | | | 8 045,8 | 8 338,8 | |

Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|---------|-------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| (000 \$) | | | | | |
| Rémunération | 808,7 | 4 627,3 | 450,9 | 5 886,9 | 6 155,1 |
| Fonctionnement | 153,9 | 1 280,1 | 55,0 | 1 489,0 | 1 513,8 |
| Transfert | - | - | 50,0 | 50,0 | 50,0 |
| | 962,6 | 5 907,4 | 555,9 | 7 425,9 | 7 718,9 |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|
| Immobilisations | - | 662,0 | - | 662,0 | 662,0 |
| | - | 662,0 | - | 662,0 | 662,0 |
| Effectif total (en ETC) | 10 | 68 | 7 | 86 | 87 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif | | |
| Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP | 175,0 | 175,0 |
| Autres crédits de transfert | 684,5 | 968,8 |
| Total du programme 2 | 859,5 | 1 143,8 |
| Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes | | |
| Activités de coopération intergouvernementale | 475,0 | 492,2 |
| Centre de la francophonie des Amériques | 2 146,1 | 2 223,9 |
| Organismes francophones hors-Québec | 1 833,1 | 1 899,6 |
| Soutien à la recherche | 965,0 | 1 000,0 |
| Autres crédits de transfert | 72,7 | 72,7 |
| Total du programme 3 | 5 491,9 | 5 688,4 |
| Programme 4 - Affaires autochtones | | |
| Entente avec la nation crie | 106 116,6 | 99 608,2 |
| Entente avec les inuits (Sanarrutik) | 19 440,0 | 18 782,6 |
| Entente avec les Naskapis | 950,0 | - |
| Financement global de l'Administration régionale Kativik | 46 002,7 | 44 582,7 |
| Financement global des villages nordiques | 12 934,9 | 12 654,4 |
| Fonds de développement pour les autochtones | 6 748,7 | 7 367,0 |
| Fonds d'initiatives autochtones | 12 450,2 | 15 786,1 |
| Organismes autochtones | 1 350,0 | 850,0 |
| Autres crédits de transfert | 72,7 | 72,7 |
| Total du programme 4 | 206 063,8 | 199 683,7 |
| Programme 5 - Jeunesse | | |
| Stratégie d'action jeunesse et autres crédits de transfert | 48 728,5 | 39 125,9 |
| Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information | | |
| Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels | 50,0 | 50,0 |
| Total du portefeuille | 281 193,7 | 245 691,8 |

Conseil exécutif**Crédits de transfert (suite)****Ventilation par bénéficiaires**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Entreprises | 490,1 | 295,5 |
| Entreprises et organismes d'État | 2 146,1 | 2 417,9 |
| Établissements de santé et de services sociaux | 177,7 | - |
| Institutions d'enseignement | 756,1 | 1 186,4 |
| Municipalités | 74 884,3 | 65 417,8 |
| Organismes à but non lucratif | 182 736,4 | 176 374,4 |
| Personnes | 3,0 | - |
| Total du portefeuille | 261 193,7 | 245 691,8 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Fonctionnement | 2 146,1 | 2 223,9 |
| Capital | 8 007,0 | 10 292,7 |
| Intérêt | 5 101,8 | 5 938,1 |
| Support | 246 938,8 | 227 237,1 |
| Total du portefeuille | 261 193,7 | 245 691,8 |

Culture, Communications et Condition féminine

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|--|---------------------------------|--|------------------------------------|-----------|-----------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec | 46 466,4 | 2 429,6 | 91 554,8 | 135 591,6 | 111 949,1 |
| 2. Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État | 579 474,9 | - | - | 579 474,9 | 581 530,7 |
| 3. Charte de la langue française | 27 937,7 | 235,0 | 204,0 | 27 906,7 | 30 021,4 |
| 4. Condition féminine | 12 192,4 | 8,0 | 35,0 | 12 219,4 | 12 219,4 |
| | 666 071,4 | 2 672,6 | 91 793,8 | 755 192,6 | 735 720,6 |
| Moins : Crédits permanents | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédits à voter | | | | 755 183,0 | 735 711,0 |

Ventilation par supercatégories

| | Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|--------------------|-----------|-----------|
| | | (000 \$) | (000 \$) |
| Rémunération | | 51 284,8 | 52 858,0 |
| Fonctionnement | | 27 819,3 | 28 758,3 |
| Transfert | | 586 570,8 | 588 626,6 |
| Créances douteuses et autres | | 398,5 | 398,5 |
| Total | | 666 071,4 | 670 639,4 |
| Budget d'investissements | | | |
| Immobilisations | | 91 793,8 | 67 753,8 |
| Total | | 91 793,8 | 67 753,8 |
| Effectif | | | |
| Effectif des programmes | | 734 | 750 |
| Effectif total | | 734 | 750 |

Culture, Communications et Condition féminine

Programme 1

Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|-----------------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Gestion interne et soutien | 43 430,9 | 2 389,6 | 91 519,0 | 132 580,3 | 108 954,7 | |
| 2. Centre de conservation du Québec | 2 434,7 | 40,0 | 35,8 | 2 430,5 | 2 418,5 | |
| 3. Commission des biens culturels du Québec | 600,8 | - | - | 600,8 | 575,9 | |
| | 46 466,4 | 2 429,6 | 91 554,8 | 135 591,8 | 111 949,1 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Élement 1 | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | | 135 582,0 | 111 939,5 |

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|-----------------|----------------|--------------|-----------------|-----------------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 27 247,6 | 1 584,2 | 390,4 | 29 222,2 | 30 251,3 |
| Fonctionnement | 16 183,3 | 850,5 | 210,4 | 17 244,2 | 16 697,6 |
| | 43 430,9 | 2 434,7 | 600,8 | 46 466,4 | 46 948,9 |
| Budget d'investissements | | | | | |
| Immobilisations | 91 519,0 | 35,8 | - | 91 554,8 | 67 429,8 |
| | 91 519,0 | 35,8 | - | 91 554,8 | 67 429,8 |
| Effectif total (en ETC) | 342 | 30 | 5 | 377 | 384 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits des ministères et organismes

Programme 2**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**

| Éléments | Moins : | | | | |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget de dépenses 2010-2011 | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Action culturelle et communications | 163 680,0 | - | - | 163 680,0 | 162 823,8 |
| 2. Musées nationaux | 70 430,4 | - | - | 70 430,4 | 69 971,1 |
| 3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec | 21 605,4 | - | - | 21 605,4 | 20 534,8 |
| 4. Société de développement des entreprises culturelles | 62 159,2 | - | - | 62 159,2 | 62 043,3 |
| 5. Société de télédiffusion du Québec | 65 683,4 | - | - | 65 683,4 | 65 473,5 |
| 6. Conseil des arts et des lettres du Québec | 86 775,9 | - | - | 86 775,9 | 91 775,9 |

Suite à la page 68

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|------------------------------|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Transfert | 163 680,0 | 70 430,4 | 21 605,4 | 61 762,7 | 65 683,4 | 86 775,9 | 469 937,8 |
| Créances douteuses et autres | - | - | - | 396,5 | - | - | 396,5 |
| | 163 680,0 | 70 430,4 | 21 605,4 | 62 159,2 | 65 683,4 | 86 775,9 | 470 334,3 |

Programme 2 (suite)
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec | 81 456,5 | - | - | 81 456,5 | 81 393,2 | |
| 8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec | 27 684,1 | - | - | 27 684,1 | 27 515,5 | |
| | 579 474,9 | - | - | 579 474,9 | 581 530,7 | |
| Crédit à voter | | | | 579 474,9 | 581 530,7 | |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total 7 | Éléments 8 | | | |
|------------------------------|-----------------|---------------|----------|-----------|-----------|
| | | | (000 \$) | 2010-2011 | 2009-2010 |
| Transfert | 469 937,8 | 81 456,5 | 27 684,1 | 579 078,4 | 581 134,2 |
| Créances douteuses et autres | 396,5 | - | - | 396,5 | 396,5 |
| | 470 334,3 | 81 456,5 | 27 684,1 | 579 474,9 | 581 530,7 |

Programme 3

Charte de la langue française

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Coordination de la politique linguistique | 1 339,3 | 6,0 | 5,0 | 1 338,3 | 1 618,3 | |
| 2. Office québécois de la langue française | 23 519,6 | 215,0 | 190,0 | 23 494,6 | 24 609,3 | |
| 3. Conseil supérieur de la langue française | 1 538,8 | 14,0 | 9,0 | 1 533,8 | 1 533,8 | |
| 4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française* | 1 540,0 | - | - | 1 540,0 | 2 280,0 | |
| | 27 937,7 | 235,0 | 204,0 | 27 906,7 | 30 021,4 | |
| Crédit à voter | | | | 27 906,7 | 30 021,4 | |

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

- Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|----------|---------|---------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 832,0 | 15 500,0 | 950,5 | - | 17 282,5 | 17 826,6 |
| Fonctionnement | 208,7 | 4 540,8 | 573,3 | 1 540,0 | 6 882,8 | 8 348,4 |
| Transfert | 298,6 | 3 478,8 | 15,0 | - | 3 792,4 | 3 792,4 |
| | 1 339,3 | 23 519,6 | 1 538,8 | 1 540,0 | 27 937,7 | 29 967,4 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------|----------|------------|-----------|----------|------------|------------|
| Immobilisations | 5,0 | 190,0 | 9,0 | - | 204,0 | 289,0 |
| | 5,0 | 190,0 | 9,0 | - | 204,0 | 289,0 |
| Effectif total (en ETC) | 9 | 251 | 18 | - | 276 | 284 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2 et 3 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Culture, Communications et Condition féminine

Programme 4
Condition féminine

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|-------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Conseil du statut de la femme | 4 458,2 | 3,0 | 25,0 | 4 480,2 | 4 480,2 | |
| 2. Secrétariat à la condition féminine | 7 734,2 | 5,0 | 10,0 | 7 739,2 | 7 739,2 | |
| | 12 192,4 | 8,0 | 35,0 | 12 219,4 | 12 219,4 | 12 219,4 |
| Crédit à voter | | | | 12 219,4 | 12 219,4 | 12 219,4 |

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|
| | 1 | 2 | | |
| | | | (000 \$) | |
| Rémunération | 3 360,1 | 1 420,0 | 4 780,1 | 4 780,1 |
| Fonctionnement | 1 098,1 | 2 614,2 | 3 712,3 | 3 712,3 |
| Transfert | - | 3 700,0 | 3 700,0 | 3 700,0 |
| | 4 458,2 | 7 734,2 | 12 192,4 | 12 192,4 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Immobilisations | 25,0 | 10,0 | 35,0 | 35,0 |
| | 25,0 | 10,0 | 35,0 | 35,0 |
| Effectif total (en ETC) | 62 | 19 | 81 | 82 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État | | |
| Aide au fonctionnement | 45 362,0 | 45 362,0 |
| Aide aux immobilisations | 82 303,2 | 80 696,8 |
| Aide aux initiatives de partenariat | 15 066,2 | 15 066,2 |
| Aide aux projets | 15 196,9 | 15 946,9 |
| Autres interventions particulières en culture et en communications | 5 751,7 | 5 751,7 |
| Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement | 80 452,2 | 60 368,9 |
| Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide | 1 004,3 | 1 004,3 |
| Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement | 6 028,7 | 6 028,7 |
| Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide | 80 747,2 | 85 747,2 |
| Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec | 27 684,1 | 27 515,5 |
| Musée d'Art contemporain de Montréal | 10 606,8 | 10 576,3 |
| Musée de la Civilisation | 25 624,0 | 25 293,3 |
| Musée des beaux-arts de Montréal | 18 547,9 | 18 481,7 |
| Musée national des beaux-arts du Québec | 15 752,9 | 15 619,8 |
| Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement | 6 944,0 | 6 828,1 |
| Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide | 54 818,7 | 54 818,7 |
| Société de la Place des Arts de Montréal | 15 183,2 | 14 556,9 |
| Société de télédiffusion du Québec | 65 683,4 | 65 473,5 |
| Société du Grand Théâtre de Québec | 6 442,2 | 5 977,7 |
| Total du programme 2 | 579 078,4 | 581 134,2 |
| Programme 3 - Charte de la langue française | | |
| Promotion et diffusion de la langue française | 777,4 | 777,4 |
| Réussir ensemble en français | 3 000,0 | 3 000,0 |
| Autres crédits de transfert | 15,0 | 15,0 |
| Total du programme 3 | 3 792,4 | 3 792,4 |
| Programme 4 - Condition féminine | | |
| Égalité entre les femmes et les hommes | 2 100,0 | 2 100,0 |
| Programme « À égalité pour décider » | 1 000,0 | 1 000,0 |
| Tables de concertation en matière de condition féminine | 360,0 | 360,0 |
| Autres crédits de transfert | 240,0 | 240,0 |
| Total du programme 4 | 3 700,0 | 3 700,0 |
| Total du portefeuille | 586 570,8 | 588 626,6 |

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Entreprises | 49 891,5 | 49 891,5 |
| Entreprises et organismes d'État | 260 280,3 | 258 258,7 |
| Institutions d'enseignement | 2 161,8 | 2 161,8 |
| Municipalités | 62 963,2 | 63 882,0 |
| Organismes à but non lucratif | 197 784,4 | 200 943,0 |
| Personnes | 13 489,6 | 13 489,6 |
| Total du portefeuille | 586 570,8 | 586 626,6 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Rémunération | 123 049,1 | 122 518,7 |
| Fonctionnement | 70 673,7 | 69 842,2 |
| Capital | 96 221,8 | 90 296,3 |
| Intérêt | 56 545,6 | 59 536,8 |
| Support | 240 630,6 | 246 430,6 |
| Total du portefeuille | 586 570,8 | 586 626,6 |

Développement durable, Environnement et Parcs

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|-----------|-----------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Protection de l'environnement et gestion des parcs | 198 411,8 | 11 431,6 | 36 917,2 | 223 897,2 | 229 040,9 |
| 2. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement | 5 450,6 | 28,9 | 50,0 | 5 471,7 | 5 554,0 |
| | 203 862,4 | 11 460,7 | 36 967,2 | 229 368,9 | 234 594,9 |
| Moins : Crédits permanents | | | | 34,6 | 34,6 |
| Crédits à voter | | | | 229 334,3 | 234 560,3 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|------------------------------|-----------|------------------|-----------|------------------|
| | (000 \$) | | | |
| Rémunération | | 93 678,3 | | 103 028,1 |
| Fonctionnement | | 61 083,2 | | 59 521,2 |
| Transfert | | 49 076,9 | | 47 513,5 |
| Créances douteuses et autres | | 26,0 | | 25,0 |
| Total | | 203 862,4 | | 210 087,8 |
| <hr/> | | | | |
| Budget d'investissements | | | | |
| immobilisations | | 36 967,2 | | 35 417,2 |
| Total | | 36 967,2 | | 35 417,2 |
| Effectif | (en ETC) | | | |
| Effectif des programmes | | 1 783 | | 1 783 |
| Effectif total | | 1 783 | | 1 783 |

Programme 1
Protection de l'environnement et gestion des parcs

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Dépenses nécessitant une partie de crédit | | | |
| | | (000 \$) | | | | |
| 1. Politiques environnementales | 22 918,5 | | - | 1 687,5 | 24 606,0 | 25 875,0 |
| 2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement | 63 206,0 | | - | 12 323,6 | 75 529,6 | 74 638,3 |
| 3. Analyse et expertise régionales | 23 921,9 | | - | 3 698,9 | 27 620,8 | 32 875,3 |
| 4. Centre de contrôle environnemental du Québec | 17 665,3 | | - | 1 263,0 | 18 928,3 | 18 928,3 |
| 5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec | 4 569,3 | | - | 725,0 | 5 294,3 | 5 294,3 |
| 6. Centre d'expertise hydrique du Québec | 10 943,7 | | - | 13 676,7 | 24 620,4 | 23 808,7 |

Suite à la page 76

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|------------------------------|----------|----------|----------|----------|---------|----------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| | | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 10 712,3 | 12 291,7 | 12 720,1 | 16 226,0 | 4 292,6 | 8 304,1 | 64 546,8 |
| Fonctionnement | 1 936,1 | 22 905,8 | 693,0 | 1 439,3 | 276,7 | 2 594,6 | 29 845,5 |
| Transfert | 10 270,1 | 28 008,5 | 10 508,8 | - | - | 45,0 | 48 832,4 |
| Créances douteuses et autres | - | - | - | - | - | - | - |
| | 22 918,5 | 63 206,0 | 23 921,9 | 17 665,3 | 4 569,3 | 10 943,7 | 143 224,7 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|-------------------------|---------|----------|---------|---------|-------|----------|----------|
| Immobilisations | 1 687,5 | 12 323,6 | 3 698,9 | 1 263,0 | 725,0 | 13 676,7 | 33 374,7 |
| | 1 687,5 | 12 323,6 | 3 698,9 | 1 263,0 | 725,0 | 13 676,7 | 33 374,7 |
| Effectif total (en ETC) | 222 | 245 | 301 | 395 | 105 | 217 | 1 485 |

Programme 1 (suite)

Protection de l'environnement et gestion des parcs

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | 11 431,6 | | | |
| | | | | (000 \$) | | |
| 7. Direction | 7 743,9 | - | 155,3 | 7 899,2 | 7 887,5 | |
| 8. Services à la gestion | 47 443,2 | 11 431,6 | 3 387,2 | 38 388,8 | 39 933,5 | |
| | 198 411,8 | 11 431,6 | 36 917,2 | 223 887,2 | 229 040,9 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élément 7 | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | | |
| Élément 8 | | | | | 26,0 | 25,0 |
| Crédit à voter* | | | | | 223 882,8 | 229 006,3 |

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | 7 | Éléments | 2010-2011 | | 2009-2010 |
|------------------------------|------------|---------|----------|-----------|-----------|-----------|
| | | | | 8 | (000 \$) | |
| Rémunération | 64 546,8 | 6 125,0 | 18 844,1 | | 89 518,9 | 98 708,1 |
| Fonctionnement | 29 845,5 | 1 388,9 | 28 580,6 | | 59 795,0 | 58 298,9 |
| Transfert | 48 832,4 | 230,0 | 13,5 | | 48 076,9 | 47 513,5 |
| Créances douteuses et autres | - | - | 25,0 | | 26,0 | 25,0 |
| | 143 224,7 | 7 743,9 | 47 443,2 | | 198 411,8 | 204 545,5 |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------|--------------|-----------|------------|--------------|--------------|
| immobilisations | 33 374,7 | 155,3 | 3 387,2 | 38 917,2 | 35 387,2 |
| | 33 374,7 | 155,3 | 3 387,2 | 38 917,2 | 35 387,2 |
| Effectif total (en ETC) | 1 485 | 86 | 148 | 1 719 | 1 719 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3, 4, 7 et 8 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, le solde non utilisé des crédits des éléments 5 et 6 peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à l'élément 5, en excluant la partie « Investissements », et de 600 000 \$ à l'élément 6, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements », afin de donner suite à deux ententes de gestion intervenues entre le ministre responsable et le Conseil du trésor.

Programme 2
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| | | | (000 \$) | | |
| 1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement | 5 450,6 | 28,9 | 50,0 | 5 471,7 | 5 554,0 |
| Crédit à voter | | | | 5 471,7 | 5 554,0 |

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1 | Élément | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------|----------------|---------|-----------|----------------|----------------|--|
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 4 162,4 | | | 4 182,4 | 4 320,0 | |
| Fonctionnement | 1 288,2 | | | 1 288,2 | 1 222,3 | |
| | 5 450,6 | | | 5 471,7 | 5 554,0 | |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------|-------------|--|-------------|-------------|
| Immobilisations | 50,0 | | 50,0 | 50,0 |
| | 50,0 | | 50,0 | 50,0 |
| Effectif total (en ETC) | 64 | | 64 | 64 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédit au net

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 186 980,0 | 193 673,7 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 3 750,0 | 3 750,0 |
| Crédit au net | 183 230,0 | 189 923,7 |

Ce crédit au net vise des activités du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec, du Centre d'expertise hydrique du Québec et de la Protection de l'environnement et gestion des parcs.

- Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CEAEQ)

Ce crédit au net concerne, en partie, les activités du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec dont la mission est de garantir la disponibilité, la qualité et la continuité de l'expertise et de l'information analytique pour les besoins de protection de l'environnement et de conservation des ressources. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification des services d'accréditation et d'agrément dans le cadre de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et de ses règlements.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 350 000 \$.

- Centre d'expertise hydrique du Québec (CEHQ)

Ce crédit au net concerne, en partie, les activités du Centre d'expertise hydrique du Québec dont la mission est de gérer le régime hydrique du Québec avec une préoccupation de sécurité, d'équité et de développement durable. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des activités d'émission des droits et autorisations en matière de sécurité des barrages, des activités de vente et de location de lots de grève et des produits et services reliés à la gestion, à la régularisation des barrages publics et à la gestion des données hydrométriques.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus du Centre d'expertise hydrique du Québec donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 2 000 000 \$.

- Protection de l'environnement et gestion des parcs

Ce crédit au net concerne les activités réalisées par le Ministère dans le cadre de sa mission, qui est notamment d'assurer la protection de l'environnement et des écosystèmes naturels. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification d'activités et/ou de projets menant à la délivrance d'approbation, d'autorisation et d'accréditation ainsi qu'à la perception de droits découlant des lois et règlements dont l'application relève de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (excluant les revenus associés aux crédits au net votés pour le CEAEQ et le CEHQ, de même que les revenus perçus en application d'un aménagement ministériel pris en vertu de l'article 31.0.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement).

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus concernés donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 1 400 000 \$.

Développement durable, Environnement et Parcs

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs | | |
| Assainissement de l'air | 1 760,4 | 1 759,4 |
| Parcs en milieu nordique | 600,0 | 600,0 |
| Programme ClimatSol | 2 000,0 | 2 000,0 |
| Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines | 1 550,0 | 1 550,0 |
| Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé | 1 680,0 | 1 730,0 |
| Programme de recherche sur la connaissance des eaux souterraines et leur gestion durable | 400,0 | 400,0 |
| Programme de réhabilitation des terrains contaminés | 8 508,3 | 9 225,9 |
| Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées | 380,0 | 380,0 |
| Programme partenaires pour la nature | 2 870,0 | 2 280,0 |
| Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent | 300,0 | 300,0 |
| Société des établissements de plein air du Québec | 10 082,0 | 9 362,0 |
| Société des parcs de sciences naturelles du Québec | 11 328,4 | 10 890,1 |
| Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert | 1 000,0 | 1 000,0 |
| Soutien aux organismes de bassin versant | 4 718,5 | 4 719,5 |
| Autres crédits de transfert | 1 316,8 | 1 316,6 |
| Total du programme 1 | 48 075,9 | 47 513,5 |
| Total du portefeuille | 48 075,9 | 47 513,5 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises et organismes d'État | | |
| Entreprises et organismes d'État | 11 062,0 | 9 762,0 |
| Institutions d'enseignement | 1 550,0 | 1 550,0 |
| Municipalités | 15 268,2 | 15 395,3 |
| Organismes à but non lucratif | 21 195,7 | 20 806,2 |
| Total du portefeuille | 48 075,9 | 47 513,5 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Capital | | |
| Capital | 19 712,2 | 18 877,3 |
| Intérêt | 9 612,8 | 7 179,8 |
| Support | 19 750,0 | 21 456,4 |
| Total du portefeuille | 48 075,9 | 47 513,5 |

Crédits des ministères et organismes

Développement économique, Innovation et Exportation

| Programmes | Budget de dépenses | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|--------------------|---|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| | 2010-2011 | (000 \$) | | | |
| 1. Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation | 872 858,1 | 2 550,1 | 6 991,3 | 877 299,3 | 719 420,3 |
| 2. Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation | 171 545,6 | - | - | 171 545,6 | 207 334,1 |
| | 1 044 403,7 | 2 550,1 | 6 991,3 | 1 048 844,9 | 926 754,4 |
| Moins : | | | | 1 163,6 | 3 375,4 |
| Crédits permanents | | | | | |
| Crédits à voter | | | | 1 047 681,4 | 923 379,0 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------------------------|-------------|--|-----------|--|
| | (000 \$) | | (000 \$) | |
| Rémunération | 56 942,6 | | 57 092,6 | |
| Fonctionnement | 34 290,8 | | 33 871,8 | |
| Transfert | 614 521,4 | | 659 814,1 | |
| Créances douteuses et autres | 338 648,9 | | 164 161,8 | |
| Total | 1 044 403,7 | | 914 940,3 | |
| Budget d'investissements | | | | |
| Immobilisations | 3 000,0 | | 3 000,0 | |
| Prêts, placements, avances et autres | 3 991,3 | | 11 364,2 | |
| Total | 6 991,3 | | 14 364,2 | |
| Effectif | (en ETC) | | | |
| Effectif des programmes | 826 | | 854 | |
| Effectif total | 826 | | 854 | |

Programme 1

Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| | | (000 \$) | | | |
| 1. Direction et services à la gestion | 35 504,6 | 2 550,1 | 3 005,0 | 35 959,5 | 35 959,5 |
| 2. Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat | 25 338,1 | - | - | 25 338,1 | 24 038,1 |
| 3. Développement des secteurs industriels | 22 583,9 | - | - | 22 583,9 | 18 854,9 |
| 4. Développement des marchés | 22 093,6 | - | - | 22 093,6 | 16 483,6 |
| 5. Développement économique en région et services aux entreprises | 145 987,6 | - | 3 986,3 | 149 973,9 | 154 843,1 |
| 6. Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation | 158 942,3 | - | - | 158 942,3 | 163 328,1 |

Suite à la page 81

Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, intensifier le développement de la recherche, le transfert et la valorisation des résultats de recherche et le renouvellement de la base entrepreneuriale et pour appuyer la diversification et la consolidation des régions de même que l'ouverture et la conquête des marchés par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques et scientifiques.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|------------------------------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| | | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 15 243,4 | 7 857,7 | 7 472,8 | 4 681,1 | 14 285,9 | 6 507,2 | 55 828,1 |
| Fonctionnement | 19 141,1 | 4 212,4 | 1 131,1 | 5 556,8 | 2 827,2 | 912,2 | 33 780,8 |
| Transfert | 1 120,1 | 13 468,0 | 13 980,0 | 11 875,7 | 127 720,6 | 151 522,9 | 319 667,3 |
| Créances douteuses et autres | - | - | - | - | 1 153,9 | - | 1 153,9 |
| | 35 504,6 | 25 338,1 | 22 583,9 | 22 093,6 | 145 987,6 | 158 942,3 | 410 430,1 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|---------|---|---|---|---------|---|---------|
| Immobilisations | 3 000,0 | - | - | - | - | - | 3 000,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 5,0 | - | - | - | 3 986,3 | - | 3 991,3 |
| | 3 005,0 | - | - | - | 3 986,3 | - | 6 991,3 |

| | | | | | | | |
|--------------------------------|-----|-----|-----|----|-----|-----|-----|
| Effectif total (en ETC) | 154 | 117 | 118 | 77 | 223 | 119 | 808 |
|--------------------------------|-----|-----|-----|----|-----|-----|-----|

Programme 1 (suite)**Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation**

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Budget d'investissements | | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| 7. Investissement Québec | 377 098,0 | - | - | 377 098,0 | 204 458,0 | |
| 8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE* | 20 230,0 | - | - | 20 230,0 | 36 345,0 | |
| 9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements* | 65 000,0 | - | - | 65 000,0 | 65 000,0 | |
| 10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional* | 100,0 | - | - | 100,0 | 100,0 | |
| | 872 858,1 | 2 550,1 | 6 981,3 | 877 209,3 | 719 420,3 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | | |
| Élément 5 | | | | | 1 153,9 | 3 365,8 |
| Crédit à voter | | | | | 876 135,8 | 716 044,9 |

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | 7 | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------|-----------|----------|----------|-----------|-----------|
| | | | 8 | 9 | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| Rémunération | 55 828,1 | - | - | - | 55 828,1 | 55 978,1 |
| Fonctionnement | 33 780,8 | - | - | - | 33 780,8 | 33 030,8 |
| Transfert | 319 667,3 | 60 603,0 | 20 230,0 | 44 000,0 | 100,0 | 444 600,3 |
| Créances douteuses et autres | 1 153,9 | 316 495,0 | - | 21 000,0 | - | 338 648,9 |
| | 410 430,1 | 377 098,0 | 20 230,0 | 65 000,0 | 100,0 | 872 858,1 |
| | | | | | | 707 608,2 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|---------|---|---|---|---------|----------|
| Immobilisations | 3 000,0 | - | - | - | 3 000,0 | 3 000,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 3 991,3 | - | - | - | 3 991,3 | 11 364,2 |
| | 6 991,3 | - | - | - | 6 991,3 | 14 364,2 |

Effectif total (en ETC)

808

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

Programme 2
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Fonds de recherche en santé du Québec | 74 484,8 | - | - | 74 484,8 | 82 475,4 | |
| 2. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture | 43 048,8 | - | - | 43 048,8 | 49 833,5 | |
| 3. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies | 35 462,5 | - | - | 35 462,5 | 55 819,7 | |
| 4. Centre de recherche Industrielle du Québec | 16 925,0 | - | - | 16 925,0 | 17 250,0 | |
| 5. Conseil de la science et de la technologie | 1 624,5 | - | - | 1 624,5 | 1 955,5 | |
| | 171 545,8 | - | - | 171 545,8 | 207 334,1 | |
| Crédit à voter | | | | 171 545,8 | 207 334,1 | |

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Conseil de la science et de la technologie et au Centre de recherche industrielle du Québec pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|------------------|------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| | | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | - | - | - | - | 1 114,5 | 1 114,5 | 1 114,5 |
| Fonctionnement | - | - | - | - | 510,0 | 510,0 | 841,0 |
| Transfert | 74 484,8 | 43 048,8 | 35 462,5 | 16 925,0 | - | 169 921,1 | 205 378,6 |
| | 74 484,8 | 43 048,8 | 35 462,5 | 16 925,0 | 1 624,5 | 171 545,8 | 207 334,1 |
| Effectif total (en ETC) | - | - | - | - | 18 | 18 | 18 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de l'élément 5 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à cet élément. Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de cet élément sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance ou par des virements en provenance des autres éléments du même programme.

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation | | |
| Aide aux entreprises et démonstration des technologies vertes | 32 837,1 | 29 042,8 |
| Appui aux projets stratégiques d'investissement | 44 000,0 | 42 000,0 |
| Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi | 20 230,0 | 36 345,0 |
| Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt économique | 60 603,0 | 66 662,0 |
| Measures de soutien à la recherche - autres | 88 706,6 | 88 790,0 |
| NovaScience | 6 397,8 | 4 496,5 |
| Soutien à la valorisation des résultats de la recherche | 37 476,2 | 53 179,9 |
| Soutien à l'entrepreneuriat | 18 320,3 | 17 020,3 |
| Soutien à l'investissement et au développement des créneaux d'excellence | 66 942,7 | 48 617,7 |
| Soutien aux centres locaux de développement | 54 777,8 | 54 080,0 |
| Soutien aux partenariats et aux filières industrielles | 12 602,0 | 12 602,0 |
| Autres crédits de transfert | 1 707,0 | 1 599,3 |
| Total du programme 1 | 444 500,3 | 454 435,5 |
| Programme 2 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation | | |
| Centre de recherche industrielle du Québec | 16 926,0 | 17 250,0 |
| Fonds de la recherche en santé du Québec | 74 484,8 | 82 475,4 |
| Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies | 36 462,6 | 55 819,7 |
| Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture | 43 048,8 | 49 833,5 |
| Total du programme 2 | 169 921,1 | 205 378,6 |
| Total du portefeuille | 614 621,4 | 659 814,1 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises | | |
| Entreprises et organismes d'État | 26 998,3 | 26 780,8 |
| Établissements de santé et de services sociaux | 30 896,3 | 35 017,5 |
| Institutions d'enseignement | 90 679,8 | 91 553,0 |
| Municipalités | 12 799,1 | 18 285,0 |
| Organismes à but non lucratif | 200 024,6 | 218 640,7 |
| Personnes | 47 707,9 | 64 538,2 |
| Total du portefeuille | 614 621,4 | 659 814,1 |

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 13 099,3 | 13 295,6 |
| Fonctionnement | 12 899,0 | 13 485,2 |
| Capital | 29 951,4 | 17 105,0 |
| Intérêt | 7 506,6 | 6 251,5 |
| Support | 551 066,1 | 609 676,8 |
| Total du portefeuille | 614 521,4 | 659 814,1 |

Éducation, Loisir et Sport

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|-----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Administration et consultation | 159 555,2 | 17 373,5 | 14 765,5 | 158 947,2 | 158 931,2 | |
| 2. Formation en tourisme et hôtellerie | 23 749,0 | - | - | 23 749,0 | 23 427,1 | |
| 3. Aide financière aux études | 531 932,0 | 5 218,3 | 140 941,3 | 687 666,0 | 686 661,5 | |
| 4. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire | 8 451 863,8 | - | - | 8 451 863,8 | 11 616 095,1 | |
| 5. Enseignement supérieur | 4 757 066,9 | - | - | 4 757 066,9 | 5 632 074,6 | |
| 6. Développement du loisir et du sport | 63 545,3 | - | - | 63 545,3 | 65 295,3 | |
| 7. Régimes de retraite | 817 335,5 | - | - | 817 335,5 | 808 367,0 | |
| | 14 805 047,7 | 22 591,8 | 155 706,8 | 14 938 182,7 | 18 970 851,8 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | 823 346,1 | 814 376,6 |
| Crédits à voter | | | | | 14 114 817,8 | 18 156 475,2 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 101 486,0 | 99 578,6 |
| Fonctionnement | 81 073,3 | 82 042,2 |
| Transfert | 14 616 508,4 | 14 340 010,0 |
| Créances douteuses et autres | 6 000,0 | 6 000,0 |
| Total | 14 805 047,7 | 14 527 530,8 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 17 106,8 | 18 581,8 |
| Prêts, placements, avances et autres | 138 600,0 | 4 446 000,0 |
| Total | 156 706,8 | 4 464 581,8 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif des programmes | 1 332 | 1 305 |
| Effectif total | 1 332 | 1 305 |

Programme 1
Administration et consultation

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Direction | 11 699,0 | 55,4 | 74,5 | 11 718,1 | 11 591,7 | |
| 2. Information, communication et administration | 79 473,1 | 16 726,8 | 13 855,0 | 76 601,3 | 78 827,0 | |
| 3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire | 37 464,6 | 367,2 | 363,0 | 37 460,4 | 36 771,3 | |
| 4. Administration de l'enseignement supérieur | 10 961,2 | 81,3 | 58,0 | 10 957,9 | 10 883,2 | |
| 5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue | 9 258,3 | 70,6 | 75,0 | 9 262,7 | 9 482,0 | |
| 6. Conseil supérieur de l'éducation | 2 793,1 | 21,5 | 20,0 | 2 791,8 | 2 776,7 | |

Suite à la page 87

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|--------------------|----------|----------|----------|----------|---------|---------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| | | (000 \$) | | | | | |
| Rémunération | 6 275,8 | 30 920,4 | 27 421,0 | 8 487,5 | 6 959,9 | 2 213,2 | 82 277,8 |
| Fonctionnement | 2 459,3 | 48 552,7 | 10 043,6 | 2 473,7 | 2 298,4 | 579,9 | 66 407,6 |
| Transfert | 2 963,9 | - | - | - | - | - | 2 963,9 |
| | 11 699,0 | 79 473,1 | 37 464,6 | 10 961,2 | 9 258,3 | 2 793,1 | 151 649,3 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|-------------------------|------|----------|-------|------|------|------|----------|
| Immobilisations | 74,5 | 13 855,0 | 363,0 | 58,0 | 75,0 | 20,0 | 14 445,5 |
| | 74,5 | 13 855,0 | 363,0 | 58,0 | 75,0 | 20,0 | 14 445,5 |
| Effectif total (en ETC) | 64 | 312 | 429 | 147 | 109 | 29 | 1 090 |

Programme 1 (suite)

Administration et consultation

| Éléments | Moins : | | Budget de dépenses 2010-2011 | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : | Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|-----------|----------|---------------------------------|---------------------------------------|---------|--------------------------|-------------------|-------------------|
| | (000 \$) | | | | | | | |
| 7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial | 2 529,5 | 20,0 | 20,0 | | 2 529,5 | | 2 596,0 | |
| 8. Administration du loisir et du sport | 5 376,4 | 50,7 | | 300,0 | | 5 625,7 | | 6 003,3 |
| | 159 555,2 | 17 373,5 | | 14 765,5 | | 156 947,2 | | 158 831,2 |
| Moins : | | | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | | | |
| Élement 1 | | | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | | | | 156 937,6 | 158 821,6 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | 7 | Éléments 8 | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------|------------|---------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 82 277,8 | 1 920,9 | 3 187,6 | | 87 386,3 | | 85 689,1 |
| Fonctionnement | 66 407,6 | 808,6 | 1 988,8 | | 69 005,0 | | 69 541,8 |
| Transfert | 2 963,9 | - | 200,0 | | | 3 163,9 | 3 163,9 |
| | 151 649,3 | 2 529,5 | 5 376,4 | | 156 955,2 | | 158 394,8 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------|--------------|-----------|-----------|--|--------------|--------------|
| Immobilisations | 14 445,5 | 20,0 | 300,0 | | 14 765,5 | 16 578,3 |
| | 14 445,5 | 20,0 | 300,0 | | 14 765,5 | 16 578,3 |
| Effectif total (en ETC) | 1 090 | 24 | 56 | | 1 170 | 1 219 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Éducation, Loisir et Sport**Programme 2****Formation en tourisme et hôtellerie**

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|--|---------------------------------------|----------|---|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec | 23 749,0 | - | - | 23 749,0 | 23 427,1 | |
| Crédit à voter | | | | 23 749,0 | 23 427,1 | |

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément 1 | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | | (000 \$) | |
| Transfert | 23 749,0 | 23 749,0 | 23 427,1 |
| | 23 749,0 | 23 749,0 | 23 427,1 |

Programme 3

Aide financière aux études

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|-----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Bourses consécutives aux prêts | 431 207,0 | - | - | 431 207,0 | 414 771,7 | |
| 2. Intérêts et remboursements aux banques | 56 662,8 | - | 138 600,0 | 186 282,8 | 210 901,1 | |
| 3. Autres bourses | 17 914,2 | - | - | 17 914,2 | 17 914,2 | |
| 4. Administration de l'aide financière aux études | 26 146,0 | 5 218,3 | 2 341,3 | 23 271,0 | 23 074,5 | |
| | 531 932,0 | 5 218,3 | 140 941,3 | 657 655,0 | 666 661,5 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | 6 000,0 | 6 000,0 |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | | |
| Élément 2 | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | | | |
| | | | | | 651 655,0 | 660 661,5 |

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | - | - | - | 14 079,7 | 14 079,7 | 13 669,5 |
| Fonctionnement | - | - | - | 12 066,3 | 12 066,3 | 12 500,4 |
| Transfert | 431 207,0 | 50 662,8 | 17 914,2 | - | 489 784,0 | 468 987,0 |
| Créances douteuses et autres | - | 6 000,0 | - | - | 6 000,0 | 6 000,0 |
| | 431 207,0 | 56 662,8 | 17 914,2 | 26 146,0 | 651 655,0 | 531 376,9 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|---|-----------|---|---------|-----------|-----------|
| Immobilisations | - | - | - | 2 341,3 | 2 341,3 | 1 963,5 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | 138 600,0 | - | - | 138 600,0 | 138 600,0 |
| | - | 138 600,0 | - | 2 341,3 | 140 941,3 | 140 583,5 |

Effectif total (en ETC) - - - 162 162 176

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de l'élément 4 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à cet élément, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de cet élément sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance ou par des virements en provenance des autres éléments du même programme.

Programme 4
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|--|---------------------------------|--|------------------------------------|-------------|-------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Commissions scolaires* | 6 764 725,4 | - | - | 6 764 725,4 | 9 980 582,4 |
| 2. Commissions scolaires à statut particulier | 260 802,6 | - | - | 260 802,6 | 247 726,2 |
| 3. Service de la dette des commissions scolaires | 602 022,9 | - | - | 602 022,9 | 593 368,7 |
| 4. Enseignement privé | 473 618,0 | - | - | 473 618,0 | 465 527,9 |
| 5. Soutien à des partenaires en éducation | 53 464,0 | - | - | 53 464,0 | 51 236,7 |

Suite à la page 91

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

* Le budget d'investissements 2009-2010 inclut, au titre de « Prêts, placements, avances et autres », les crédits requis conformément à la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable (2009, c. 38) afin de pourvoir à des dépenses d'organismes du réseau de l'éducation inscrites à la dette nette au 1er avril 2008 à la suite de la réforme comptable. Cette somme sert à l'inscription de provisions qui seront versées selon les modalités déterminées par le ministre des Finances et la présidente du Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | Sous-total |
|--------------------|-------------|-----------|-----------|-----------|----------|-------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| | | | (000 \$) | | | |
| Transfert | 6 764 725,4 | 260 802,6 | 602 022,9 | 473 618,0 | 53 464,0 | 8 154 632,9 |
| | 6 764 725,4 | 260 802,6 | 602 022,9 | 473 618,0 | 53 464,0 | 8 154 632,9 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|---|---|---|---|---|---|
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | - | - | - | - |
|--------------------------------------|---|---|---|---|---|---|

Programme 4 (suite)
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|-------------------------------|---|--|-----------------|--|------------------------------|------------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 6. Aide au transport scolaire | 297 230,9 | - | - | 297 230,9 | 297 653,2 | |
| | 8 451 863,8 | - | - | 8 451 863,8 | 11 616 095,1 | |
| Crédit à voter | | | | 8 451 863,8 | 11 616 095,1 | |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous- total | Éléments | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------------------------|------------------------|-----------------|------------------|--|------------------|-------------|
| | | | (000 \$) | | | |
| Transfert | 8 154 632,9 | 297 230,9 | | | 8 451 863,8 | 8 267 095,1 |
| | 8 154 632,9 | 297 230,9 | | | 8 451 863,8 | 8 267 095,1 |
| Budget d'investissements | | | | | | |
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | | | - | 3 349 000,0 |
| | - | - | | | - | 3 349 000,0 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 3 de ce programme peut être reporté en 2011-2012 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à cet élément.

Éducation, Loisir et Sport

Programme 5 Enseignement supérieur

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Cégeps* | 1 572 583,4 | - | - | 1 572 583,4 | 2 375 633,7 | |
| 2. Universités* | 2 535 817,5 | - | - | 2 536 817,5 | 2 598 881,8 | |
| 3. Enseignement privé au collégial | 107 208,0 | - | - | 107 208,0 | 104 733,7 | |
| 4. Service de la dette des cégeps | 202 562,5 | - | - | 202 562,5 | 202 410,3 | |
| 5. Service de la dette des universités | 333 611,0 | - | - | 333 611,0 | 344 150,8 | |

Suite à la page 93

Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

* Le budget d'investissements 2009-2010 inclut, au titre de « Prêts, placements, avances et autres », les crédits requis conformément à la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable (2009, c. 38) afin de pourvoir à des dépenses d'organismes du réseau de l'éducation inscrites à la dette nette au 1er avril 2008 à la suite de la réforme comptable. Cette somme sert à l'inscription de provisions qui seront versées selon les modalités déterminées par le ministre des Finances et la présidente du Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | Sous-total |
|--------------------|-------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| | (000 \$) | | | | | |
| Transfert | 1 572 583,4 | 2 535 817,5 | 107 208,0 | 202 562,5 | 333 611,0 | 4 751 782,4 |
| | 1 572 583,4 | 2 535 817,5 | 107 208,0 | 202 562,5 | 333 611,0 | 4 751 782,4 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|---|---|---|---|---|---|
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |

Programme 5 (suite)
Enseignement supérieur

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 6. Soutien à des partenaires en éducation | 5 284,5 | - | - | 5 284,5 | 5 284,5 | 6 284,5 |
| | 4 757 066,9 | - | - | 4 757 066,9 | 4 757 066,9 | 5 632 074,6 |
| Crédit à voter | | | | 4 757 066,9 | 4 757 066,9 | 5 632 074,6 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total 6 | Éléments | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------|-----------------|----------|-----------|--|-------------|-------------|
| | | | (000 \$) | | | |
| Transfert | 4 751 782,4 | 5 284,5 | | | 4 757 066,9 | 4 673 674,6 |
| | 4 751 782,4 | 5 284,5 | | | 4 757 066,9 | 4 673 674,6 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------------|---|---|---|-----------|
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | - | 958 400,0 |
| | - | - | - | 958 400,0 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert des éléments 4 et 5 de ce programme peut être reporté en 2011-2012 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments.

Programme 6
Développement du loisir et du sport

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| | | | (000 \$) | | |
| 1. Promotion du loisir et de l'action bénévole | 37 872,9 | - | - | 37 872,9 | 37 872,9 |
| 2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche | 25 672,4 | - | - | 25 672,4 | 27 422,4 |
| | 63 545,3 | - | - | 63 545,3 | 65 295,3 |
| Crédit à voter | | | | 63 545,3 | 65 295,3 |

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | | |
| | | (000 \$) | | |
| Transfert | 37 872,9 | 25 672,4 | 63 545,3 | 65 295,3 |
| | 37 872,9 | 25 672,4 | 63 545,3 | 65 295,3 |

Programme 7

Régimes de retraite

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Régime de retraite des enseignants | 93 020,2 | - | - | 93 020,2 | 93 020,2 |
| 2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics | 638 169,5 | - | - | 638 169,5 | 630 228,0 |
| 3. Régime de retraite du personnel d'encadrement | 86 145,8 | - | - | 86 145,8 | 85 118,8 |
| | 817 335,5 | - | - | 817 335,5 | 808 367,0 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11) | | | | | |
| Élément 1 | | | | 93 020,2 | 93 020,2 |
| Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10) | | | | 638 169,5 | 630 228,0 |
| Élément 2 | | | | | |
| Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1) | | | | 86 145,8 | 85 118,8 |
| Élément 3 | | | | | |
| Crédit à voter | | | | | |
| Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux. | | | | | |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|-----------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| (000 \$) | | | | | |
| Transfert | 93 020,2 | 638 169,5 | 86 145,8 | | |
| | 93 020,2 | 638 169,5 | 86 145,8 | 817 335,5 | 808 367,0 |
| | | | | 817 335,5 | 808 367,0 |

Éducation, Loisir et Sport

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|---------------------|---------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Programme 1 - Administration et consultation | | |
| Autres crédits de transfert | 3 163,9 | 3 163,9 |
| Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie | | |
| Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec | 23 749,0 | 23 427,1 |
| Programme 3 - Aide financière aux études | | |
| Bourses consécutives aux prêts | 431 207,0 | 414 771,7 |
| Intérêts et remboursements aux banques | 60 662,8 | 66 301,1 |
| Autres crédits de transfert | 17 914,2 | 17 914,2 |
| Total du programme 3 | 499 784,0 | 496 987,0 |
| Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire | | |
| Comités patronaux de négociation | 14 880,0 | 11 580,0 |
| Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public | 7 026 628,0 | 6 859 308,6 |
| Enseignement privé | 473 618,0 | 485 527,9 |
| Programme d'action communautaire | 18 229,8 | 17 375,2 |
| Service de la dette des commissions scolaires | 602 022,9 | 593 368,7 |
| Transport scolaire | 297 230,9 | 297 653,2 |
| Autres crédits de transfert | 20 364,2 | 22 281,5 |
| Total du programme 4 | 8 451 063,8 | 8 267 095,1 |
| Programme 5 - Enseignement supérieur | | |
| Cégeps | 1 672 683,4 | 1 535 233,7 |
| Enseignement privé au collégial | 107 208,0 | 104 733,7 |
| Service de la dette des cégeps | 202 662,5 | 202 410,3 |
| Service de la dette des universités | 333 611,0 | 344 150,8 |
| Universités | 2 535 817,5 | 2 480 861,6 |
| Autres crédits de transfert | 6 284,5 | 6 284,5 |
| Total du programme 5 | 4 757 066,8 | 4 673 674,6 |
| Programme 6 - Développement du loisir et du sport | | |
| Équipe Québec | 5 750,0 | 5 750,0 |
| Kino-Québec | 2 575,0 | 2 575,0 |
| Promotion du loisir | 16 142,0 | 15 142,0 |
| Promotion du sport | 17 167,4 | 18 917,4 |
| Soutien aux équipements de loisir | 1 368,0 | 1 368,0 |
| Soutien aux organismes multidisciplinaires | 21 362,9 | 21 362,9 |
| Autres crédits de transfert | 180,0 | 180,0 |
| Total du programme 6 | 63 646,3 | 65 295,3 |
| Programme 7 - Régimes de retraite | | |
| Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics | 638 169,6 | 630 228,0 |
| Régime de retraite des enseignants | 93 020,2 | 93 020,2 |
| Régime de retraite du personnel d'encadrement | 86 146,8 | 85 118,8 |
| Total du programme 7 | 817 336,5 | 808 367,0 |
| Total du portefeuille | 14 616 508,4 | 14 340 010,0 |

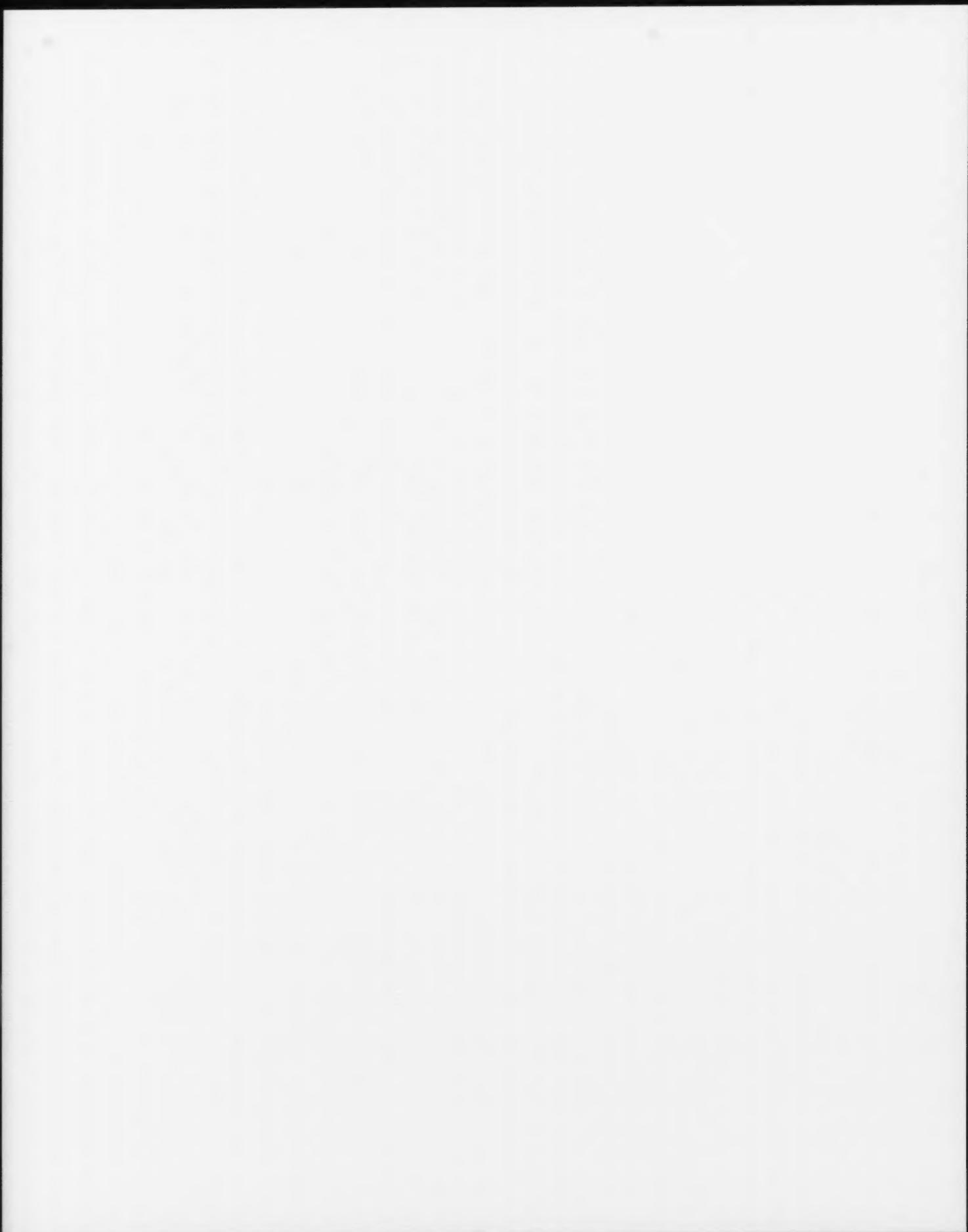
Crédits des ministères et organismes

Crédits de transfert (suite)**Ventilation par bénéficiaires**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|---------------------|---------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises et organismes d'État | 23 749,0 | 23 427,1 |
| Établissements de santé et de services sociaux | 2 675,0 | 2 575,0 |
| Institutions d'enseignement | 13 969 976,7 | 13 694 867,4 |
| Municipalités | 1 368,0 | 1 368,0 |
| Organismes à but non lucratif | 113 305,7 | 113 035,5 |
| Personnes | 505 634,0 | 504 737,0 |
| Total du portefeuille | 14 616 608,4 | 14 340 010,0 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|---------------------|---------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 10 883 637,2 | 10 637 455,7 |
| Fonctionnement | 1 600 923,3 | 1 574 887,7 |
| Capital | 697 724,6 | 641 534,0 |
| Intérêt | 513 118,7 | 564 880,0 |
| Support | 921 104,6 | 921 252,8 |
| Total du portefeuille | 14 616 608,4 | 14 340 010,0 |



Emploi et Solidarité sociale

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|--|---------------------------------|--|------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Mesures d'aide à l'emploi | 865 658,4 | - | - | 865 658,4 | 872 528,0 |
| 2. Mesures d'aide financière | 2 893 857,0 | - | 1 000,0 | 2 894 857,0 | 2 859 075,7 |
| 3. Administration | 461 809,5 | 1 165,3 | 1 759,6 | 462 403,8 | 466 362,8 |
| 4. Promotion et développement de la Capitale-Nationale | 62 567,2 | 5,6 | 312,1 | 62 873,7 | 63 836,0 |
| | 4 283 892,1 | 1 170,9 | 3 071,7 | 4 286 792,9 | 4 261 802,5 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 5 600,2 | 5 874,1 |
| Autres crédits déjà votés | | | | 279 000,0 | 279 000,0 |
| Crédits à voter* | | | | 4 001 192,7 | 3 976 928,4 |

* Le crédit à voter pour le programme 2 inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2011-2012 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 314 590,2 | 313 049,2 |
| Fonctionnement | 139 439,3 | 143 539,3 |
| Affectation à un fonds spécial | 782 642,4 | 790 278,2 |
| Transfert | 3 041 629,8 | 3 006 257,6 |
| Créances douteuses et autres | 5 590,8 | 5 864,5 |
| Total | 4 283 892,1 | 4 258 988,8 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 1 119,6 | 1 119,6 |
| Prêts, placements, avances et autres | 1 962,1 | 2 865,0 |
| Total | 3 071,7 | 3 984,6 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif des programmes | 5 955 | 6 104 |
| Effectif des fonds spéciaux | 93 | 94 |
| Effectif total | 6 048 | 6 198 |

Programme 1**Mesures d'aide à l'emploi**

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| | | | (000 \$) | | |
| 1. Mesures d'aide à l'emploi | 743 658,4 | - | - | 743 658,4 | 751 928,0 |
| 2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants* | 6 000,0 | - | - | 6 000,0 | 4 600,0 |
| 3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi* | 116 000,0 | - | - | 116 000,0 | 116 000,0 |
| | 885 658,4 | - | - | 885 658,4 | 872 528,0 |
| Crédit à voter | | | | 885 658,4 | 872 528,0 |

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (L.R.Q., c. D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., c. F-5). Il favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec. De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais du Pacte pour l'emploi.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|-----------|---------|-----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| | | | (000 \$) | | |
| Rémunération | - | 6 000,0 | 9 000,0 | 15 000,0 | 13 600,0 |
| Affectation à un fonds spécial | 743 658,4 | - | - | 743 658,4 | 751 928,0 |
| Transfert | - | - | 107 000,0 | 107 000,0 | 107 000,0 |
| | 743 658,4 | 6 000,0 | 116 000,0 | 885 658,4 | 872 528,0 |

Programme 2

Mesures d'aide financière

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Aide aux personnes et aux familles | 2 833 604,1 | - | 1 000,0 | 2 834 604,1 | 2 799 960,0 |
| 2. Action communautaire | 10 638,2 | - | - | 10 638,2 | 10 722,2 |
| 3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris | 24 670,7 | - | - | 24 670,7 | 23 449,5 |
| 4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi* | 24 944,0 | - | - | 24 944,0 | 24 944,0 |
| | 2 893 857,0 | - | 1 000,0 | 2 894 857,0 | 2 859 075,7 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | |
| Élement 1 | | | | 5 500,0 | 5 500,0 |
| Crédits déjà votés | | | | | |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2009-2010 (2009, c. 4); Loi n° 2 sur les crédits, 2008-2009 (2008, c. 6) | | | | 279 000,0 | 279 000,0 |
| Crédit à voter** | | | | 2 810 357,0 | 2 574 575,7 |

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

** Le crédit à voter pour ce programme inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2011-2012 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|--------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|--------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| Affectation à un fonds spécial | 10 319,0 | 6 279,9 | - | - | 16 588,9 | 15 965,1 |
| Transfert | 2 817 785,1 | 4 358,3 | 24 670,7 | 24 944,0 | 2 871 758,1 | 2 836 610,6 |
| Créances douteuses et autres | 5 500,0 | - | - | - | 5 500,0 | 5 500,0 |
| | 2 833 604,1 | 10 638,2 | 24 670,7 | 24 944,0 | 2 893 857,0 | 2 859 075,7 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|---------|---|---|---|---------|---------|
| Prêts, placements, avances et autres | 1 000,0 | - | - | - | 1 000,0 | 1 000,0 |
| | 1 000,0 | - | - | - | 1 000,0 | 1 000,0 |

Programme 3

Administration

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Direction | 14 709,7 | - | - | - | 14 709,7 | 14 767,3 |
| 2. Services à la gestion | 154 900,7 | 1 165,3 | 1 109,6 | 154 845,0 | 158 962,2 | |
| 3. Centre de recouvrement | 8 496,3 | - | 650,0 | 9 146,3 | 9 190,6 | |
| 4. Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens | 18 721,1 | - | - | 18 721,1 | 18 790,1 | |
| 5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière | 258 880,4 | - | - | 258 880,4 | 258 498,1 | |

Suite à la page 103

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | Sous-total |
|--------------------------------|----------|-----------|---------|----------|-----------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 10 745,1 | 35 806,5 | 6 559,8 | 10 328,8 | 228 740,5 | 292 180,7 |
| Fonctionnement | 3 484,6 | 99 668,1 | 1 936,5 | 3 051,1 | 30 139,9 | 138 260,2 |
| Affectation à un fonds spécial | - | 19 426,1 | - | - | - | 19 426,1 |
| Transfert | 500,0 | - | - | 5 341,2 | - | 5 841,2 |
| | 14 709,7 | 154 900,7 | 8 496,3 | 18 721,1 | 258 880,4 | 455 708,2 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|
| Immobilisations | - | 1 109,6 | - | - | - | 1 109,6 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | 650,0 | - | - | 650,0 |
| | - | 1 109,6 | 650,0 | - | - | 1 759,6 |
| Effectif total (en ETC) | 197 | 634 | 222 | 201 | 4 574 | 5 828 |

Programme 3 (suite)**Administration**

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|--|--|-----------------|---|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 6. Politiques et analyse stratégique | 6 101,3 | - | - | 6 101,3 | 6 134,5 | |
| | 461 809,5 | 1 165,3 | 1 759,6 | 462 463,8 | 466 362,8 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élement 1 | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédit à voter* | | | | 462 394,2 | 466 353,2 | |

* Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | Éléments | | |
|--------------------------------|-------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| | | | (000 \$) | |
| Rémunération | 292 180,7 | 5 449,9 | | 297 630,6 |
| Fonctionnement | 138 260,2 | 626,4 | | 138 886,6 |
| Affectation à un fonds spécial | 19 426,1 | - | | 19 426,1 |
| Transfert | 5 841,2 | 25,0 | | 5 866,2 |
| | 455 708,2 | 6 101,3 | | 461 809,5 |
| | | | | 465 768,5 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------------|----------------|------------|----------------|----------------|
| Immobilisations | 1 109,6 | - | 1 109,6 | 1 109,6 |
| Prêts, placements, avances et autres | 650,0 | - | 650,0 | 650,0 |
| | 1 759,6 | - | 1 759,6 | 1 759,6 |
| Effectif total (en ETC) | 5 828 | 100 | 5 928 | 6 077 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 4, 5 et 6 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, le solde non utilisé des crédits de l'élément 3 peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$, en excluant la partie « Investissements », afin de donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor.

Programme 4

Promotion et développement de la Capitale-Nationale

| Élément | Moins : | | | | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|------------------------------------|---|---------------------------------------|--|--|----------------------|----------------------|
| | Budget de dépenses 2010-2011 | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | | | |
| 1. Développement de la Capitale-Nationale | 62 567,2 | 5,8 | 312,1 | | | 62 873,7 | 63 838,0 |
| Moins : | | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | | |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | | | |
| Élément 1 | | | | | | 90,6 | 364,5 |
| Crédit à voter | | | | | | 62 783,1 | 63 471,5 |

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1 | Élément | | |
|--------------------------------------|-----------|---------|-----------|-----------|
| | | | (000 \$) | |
| Rémunération | 1 959,6 | | 1 969,6 | 1 959,6 |
| Fonctionnement | 552,7 | | 552,7 | 552,7 |
| Affectation à un fonds spécial | 2 959,0 | | 2 959,0 | 2 959,0 |
| Transfert | 57 005,3 | | 57 005,3 | 56 780,8 |
| Créances douteuses et autres | 90,6 | | 90,6 | 364,5 |
| | 62 567,2 | | 62 873,7 | 63 838,0 |
| Budget d'investissements | | | | |
| Immobilisations | 10,0 | | 10,0 | 10,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 302,1 | | 302,1 | 1 215,0 |
| | 312,1 | | 312,1 | 1 225,0 |
| Effectif total (en ETC) | 27 | | 27 | 27 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédit au net

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------|-----------|
| | (000 \$) | |
| Programme 3 - Administration | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 460 644,2 | 464 603,2 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 1 000,0 | 1 000,0 |
| Crédit au net | 459 644,2 | 463 603,2 |

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités du Centre de recouvrement dont la mission est de recouvrer les comptes à recevoir du Ministère en matière de sécurité du revenu. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent du recouvrement des sommes dues par les garants défaillants et de la récupération des créances radiées, ainsi que des frais de recouvrement réclamés des débiteurs au titre de l'application de mesures légales.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus compris entre 1 000 000 \$ et 4 000 000 \$ et d'un montant équivalent à 35 % des revenus qui excèdent 4 000 000 \$.

**Crédits à voter pour des dépenses imputables
à l'exercice financier 2011-2012**

| | 2011-2012 (000 \$) |
|--|-------------------------------------|
| <hr/> | |
| Budget de dépenses | |
| Programme 2 - Mesures d'aide financière | |
| Élément 1 - Aide aux personnes et aux familles | |
| Transfert | 275 000,0 |
| Élément 3 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et plégeurs cris | |
| Transfert | 4 000,0 |
| Total du programme | <hr/> 279 000,0 |
| Total du portefeuille | <hr/> 279 000,0 |

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, avant le 1er avril 2011, de prestations imputables à l'exercice financier 2011-2012.

Crédits affectés à un fonds spécial

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi | | |
| Fonds de développement du marché du travail | 743 668,4 | 751 928,0 |
| Programme 2 - Mesures d'aide financière | | |
| Fonds d'aide à l'action communautaire autonome | 6 279,9 | 6 646,1 |
| Fonds québécois d'initiatives sociales | 10 319,0 | 9 319,0 |
| Total du programme 2 | <u>16 698,9</u> | <u>15 965,1</u> |
| Programme 3 - Administration | | |
| Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre | - | - |
| Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 19 426,1 | 19 426,1 |
| Total du programme 3 | <u>19 426,1</u> | <u>19 426,1</u> |
| Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale | | |
| Fonds de développement régional | 2 969,0 | 2 959,0 |
| Total du portefeuille | <u>782 642,4</u> | <u>790 278,2</u> |
| Effectif total (en ETC) | <u>93</u> | <u>94</u> |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Fonctionnement | 1 300,0 | 1 310,1 |
| Capital | 17 126,1 | 17 126,1 |
| Intérêt | 1 000,0 | 1 000,0 |
| Support | 763 216,3 | 770 842,0 |
| Total du portefeuille | <u>782 642,4</u> | <u>790 278,2</u> |

Crédits de transfert

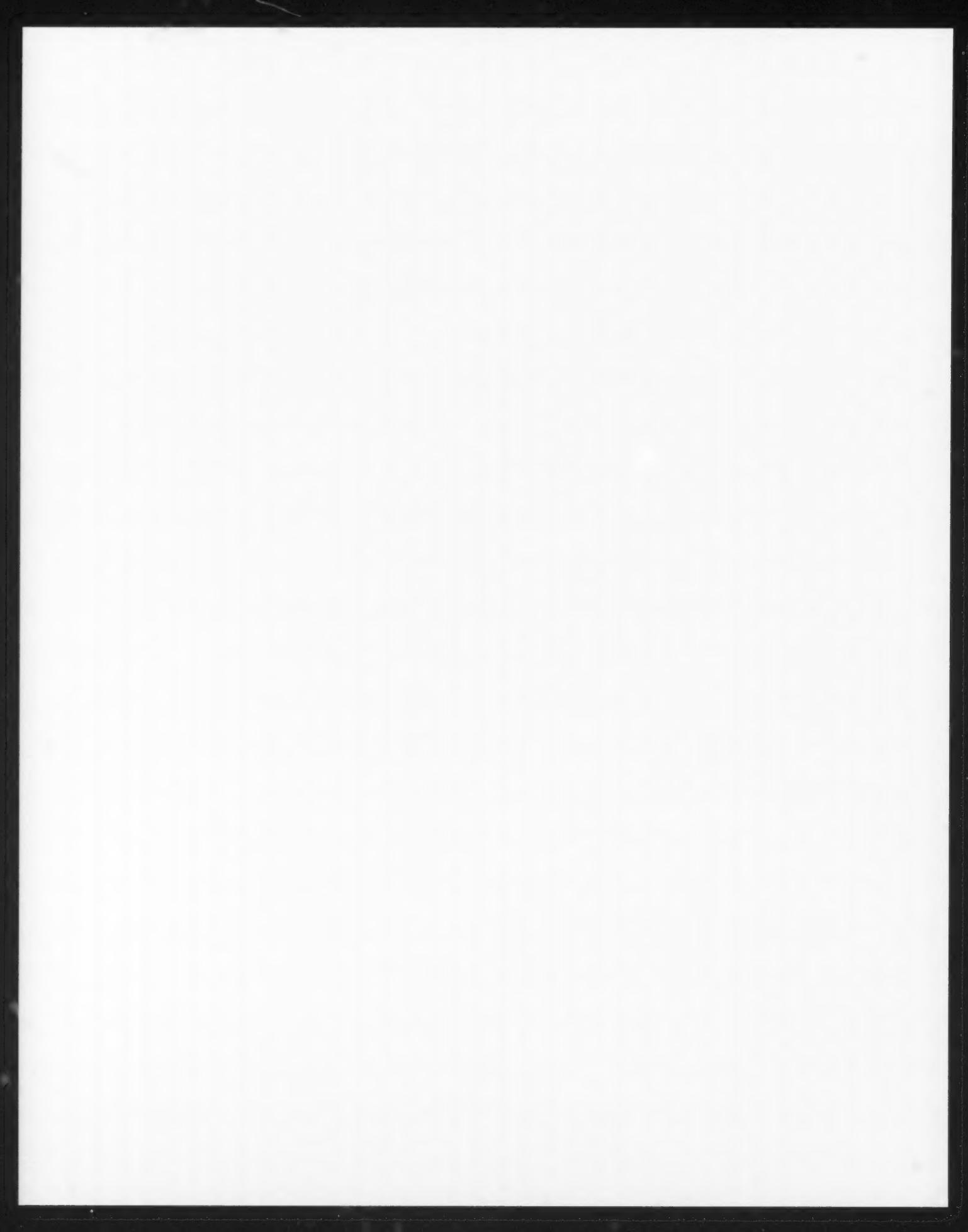
| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi | | |
| Pacte pour l'emploi | 107 000,0 | 107 000,0 |
| Programme 2 - Mesures d'aide financière | | |
| Action communautaire | 3 262,3 | 2 970,1 |
| Aide aux personnes et aux familles | 2 842 729,1 | 2 809 085,0 |
| Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris | 24 670,7 | 23 449,5 |
| Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires | 1 106,0 | 1 106,0 |
| Total du programme 2 | 2 871 758,1 | 2 836 610,6 |
| Programme 3 - Administration | | |
| Tribunal administratif du Québec | 5 341,2 | 5 341,2 |
| Autres crédits de transfert | 626,0 | 525,0 |
| Total du programme 3 | 5 866,2 | 5 866,2 |
| Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale | | |
| Aide à la Ville de Québec | 24 800,0 | 24 800,0 |
| Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale | 7 843,8 | 7 765,7 |
| Commission de la capitale nationale du Québec | 18 632,8 | 18 386,4 |
| Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale | 6 828,7 | 5 828,7 |
| Total du programme 4 | 67 005,3 | 56 780,8 |
| Total du portefeuille | 3 041 629,6 | 3 006 257,6 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises | 42 926,6 | 44 644,0 |
| Entreprises et organismes d'État | 26 201,9 | 25 802,6 |
| Municipalités | 24 590,0 | 24 800,0 |
| Organismes à but non lucratif | 31 285,8 | 30 925,5 |
| Personnes | 2 916 416,4 | 2 880 085,5 |
| Total du portefeuille | 3 041 629,6 | 3 006 257,6 |

Crédits de transfert (suite)**Ventilation par catégories de dépenses**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 8 835,1 | 7 697,2 |
| Fonctionnement | 7 520,4 | 8 405,4 |
| Capital | 6 235,1 | 4 919,2 |
| Intérêt | 3 611,3 | 4 780,8 |
| Support | 3 015 427,7 | 2 980 455,0 |
| Total du portefeuille | 3 041 629,8 | 3 006 257,6 |



Famille et Aînés

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Planification, recherche et administration | 32 720,6 | 5 249,9 | 14 955,9 | 42 426,6 | 55 210,7 |
| 2. Mesures d'aide à la famille | 2 080 689,9 | - | 1 002,0 | 2 081 691,9 | 1 975 508,7 |
| 3. Condition des aînés | 22 731,6 | - | - | 22 731,6 | 20 995,3 |
| 4. Curateur public | 42 494,5 | 2 218,2 | 11 600,0 | 61 876,3 | 50 148,1 |
| | 2 178 636,6 | 7 488,1 | 27 557,9 | 2 198 728,4 | 2 101 862,8 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 119,2 | 119,2 |
| Autres crédits déjà votés | | | | 215 000,0 | 170 000,0 |
| Crédits à voter* | | | | 1 983 607,2 | 1 931 743,6 |

* Le crédit à voter pour le programme 2 inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2011-2012 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 59 336,6 | 59 203,0 |
| Fonctionnement | 30 371,6 | 30 869,5 |
| Transfert | 2 088 729,4 | 1 978 780,7 |
| Créances douteuses et autres | 200,0 | 200,0 |
| Total | 2 178 636,6 | 2 069 053,2 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 26 555,9 | 38 122,5 |
| Prêts, placements, avances et autres | 1 002,0 | 1 002,0 |
| Total | 27 557,9 | 39 124,5 |
| Effectif | | (en ETC) |
| Effectif des programmes | 1 003 | 1 026 |
| Effectif total | 1 003 | 1 026 |

Famille et Aînés**Programme 1**
Planification, recherche et administration

| Élément | Moins : | | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---|--|--|------------------------------------|------------------------------------|
| | Budget de dépenses 2010-2011 | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Planification, recherche et administration | 32 720,6 | 5 249,9 | 14 955,9 | 42 426,6 | 55 210,7 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | 19,2 | 19,2 |
| Elément 1 | | | | | |
| Crédit à voter | | | | 42 407,4 | 55 191,5 |

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément 1 | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------------------------|----------------------------|------------------|--|------------------|-----------------|
| | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 11 642,0 | | | 11 642,0 | 12 241,3 |
| Fonctionnement | 16 242,0 | | | 16 242,0 | 15 782,6 |
| Transfert | 4 836,6 | | | 4 836,6 | 5 031,6 |
| | 32 720,6 | | | 32 720,6 | 33 055,5 |
| Budget d'investissements | | | | | |
| Immobilisations | 14 953,9 | | | 14 953,9 | 26 468,1 |
| Prêts, placements, avances et autres | 2,0 | | | 2,0 | 2,0 |
| | 14 955,9 | | | 14 955,9 | 26 470,1 |
| Effectif total (en ETC) | 125 | | | 125 | 127 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits des ministères et organismes

Programme 2

Mesures d'aide à la famille

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|-------------|-------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Gestion des services à la famille | 24 939,0 | - | - | 24 939,0 | 24 891,1 |
| 2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde | 1 913 461,1 | - | 1 000,0 | 1 814 461,1 | 1 818 273,8 |
| 3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance | 32 623,6 | - | - | 32 623,6 | 28 632,4 |
| 4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance | 60 123,6 | - | - | 60 123,6 | 54 400,0 |
| 5. Soutien aux enfants | 32 083,6 | - | - | 32 083,6 | 32 083,6 |
| 6. Organismes communautaires | 16 359,9 | - | - | 16 359,9 | 16 268,3 |

Suite à la page 114

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement des infrastructures des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|------------------------------|----------|-------------|----------|----------|----------|----------|-------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| | | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 13 844,7 | - | - | - | - | - | 13 844,7 |
| Fonctionnement | 1 050,3 | - | - | - | - | - | 1 050,3 |
| Transfert | 10 044,0 | 1 913 361,1 | 32 623,6 | 60 123,6 | 32 083,6 | 16 359,9 | 2 084 595,8 |
| Créances douteuses et autres | - | 100,0 | - | - | - | - | 100,0 |
| | 24 939,0 | 1 913 461,1 | 32 623,6 | 60 123,6 | 32 083,6 | 16 359,9 | 2 079 590,8 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|-----|---------|---|---|---|---|---------|
| Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts, placements, avances et autres | - | 1 000,0 | - | - | - | - | 1 000,0 |
| | - | 1 000,0 | - | - | - | - | 1 000,0 |
| Effectif total (en ETC) | 257 | - | - | - | - | - | 257 |

Programme 2 (suite)

Mesures d'aide à la famille

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|---------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Crédits | | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| 7. Conseil de la famille et de l'enfance | 1 099,1 | - | 2,0 | 1 101,1 | 1 159,5 | |
| | 2 080 689,9 | - | 1 002,0 | 2 081 691,9 | 1 975 508,7 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits déjà votés | | | | | | |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2009-2010 (2009, c. 4); Loi n° 2 sur les crédits, 2008-2009 (2008, c. 6) | | | | 215 000,0 | 170 000,0 | |
| Crédit à voter* | | | | 1 886 691,9 | 1 805 508,7 | |

* Le crédit à voter pour ce programme inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2011-2012 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total 7 | Éléments | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|----------|-------------|-------------|
| | | | (000 \$) | |
| Rémunération | 13 844,7 | 849,9 | 14 694,6 | 14 496,2 |
| Fonctionnement | 1 050,3 | 249,2 | 1 299,6 | 1 256,0 |
| Transfert | 2 064 595,8 | - | 2 064 595,8 | 1 958 602,1 |
| Créances douteuses et autres | 100,0 | - | 100,0 | 100,0 |
| | 2 079 590,8 | 1 099,1 | 2 080 689,9 | 1 974 454,3 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------------|---------|-----|---------|---------|
| Immobilisations | - | 2,0 | 2,0 | 54,4 |
| Prêts, placements, avances et autres | 1 000,0 | - | 1 000,0 | 1 000,0 |
| | 1 000,0 | 2,0 | 1 002,0 | 1 054,4 |

Effectif total (en ETC) 257 13 270 281

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 7 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 3 peut être reporté en 2011-2012 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter de cet élément.

Programme 3

Condition des aînés

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Conseil des aînés | 1 053,4 | - | - | 1 053,4 | 1 098,4 | |
| 2. Secrétariat aux aînés | 18 678,2 | - | - | 18 678,2 | 16 896,9 | |
| 3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour améliorer l'alimentation en CHSLD* | 3 000,0 | - | - | 3 000,0 | 3 000,0 | |
| | 22 731,6 | | | 22 731,6 | 20 995,3 | |
| Crédit à voter | | | | 22 731,6 | 20 995,3 | |

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|----------|-----------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 668,5 | 1 648,4 | - | 2 318,9 | 2 084,6 |
| Fonctionnement | 379,9 | 737,8 | - | 1 117,7 | 3 763,7 |
| Transfert | 5,0 | 16 292,0 | 3 000,0 | 19 297,0 | 15 147,0 |
| | 1 053,4 | 18 678,2 | 3 000,0 | 22 731,6 | 20 995,3 |
| Effectif total (en ETC) | 8 | 26 | - | 34 | 34 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 2 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 4

Curateur public

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses nécessitant pas de crédit | Moins : (000 \$) | | | |
| 1. Curateur public* | 42 494,5 | 2 218,2 | 11 600,0 | 51 876,3 | 50 148,1 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | 100,0 | 100,0 | |
| Élément 1 | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | 51 776,3 | 50 048,1 | |

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

- * La Loi sur le curateur public (L.R.Q., c. C-81) prévoit que les honoraires, intérêts et autres sommes perçus par le Curateur public en application de cette loi sont versés au fonds consolidé du revenu et constituent un crédit pour l'exercice financier au cours duquel ils sont versés, aux conditions et dans la mesure que le détermine le gouvernement. Pour l'exercice financier 2010-2011, le crédit prévu, constitué en vertu de ces dispositions est de 10 300 000 \$.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|------------|------------|------------|
| | 1 | | |
| (000 \$) | | | |
| Rémunération | 30 882,1 | 30 682,1 | 30 380,9 |
| Fonctionnement | 11 712,4 | 11 712,4 | 10 067,2 |
| Créances douteuses et autres | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| | 42 494,5 | 42 494,5 | 40 548,1 |
| Budget d'investissements | | | |
| Immobilisations | 11 600,0 | 11 600,0 | 11 600,0 |
| | 11 600,0 | 11 600,0 | 11 600,0 |
| Effectif total (en ETC) | 574 | 574 | 586 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

**Crédits à voter pour des dépenses imputables
à l'exercice financier 2011-2012**

2011-2012
(000 \$)

Budget de dépenses

Programme 2 - Mesures d'aide à la famille

Élément 2 - Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde

| | |
|------------------------------|------------------|
| Transfert | 215 000,0 |
| Total du portefeuille | 215 000,0 |

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, avant le 1er avril 2011, de prestations imputables à l'exercice financier 2011-2012.

Famille et Aînés**Crédits de transfert**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Planification, recherche et administration | | |
| Autres crédits de transfert | 4 836,6 | 5 031,6 |
| Programme 2 - Mesures d'aide à la famille | | |
| Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec | 31 983,6 | 31 983,6 |
| Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé | 100,0 | 100,0 |
| Organismes communautaires - famille | 16 369,9 | 16 268,3 |
| Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance | 60 123,6 | 54 400,0 |
| Subvention annuelle des garderies | 413 077,1 | 372 888,5 |
| Subvention de la garde en milieu familial | 489 874,2 | 488 781,0 |
| Subvention des centres de la petite enfance | 997 809,8 | 943 004,3 |
| Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance | 32 623,6 | 28 632,4 |
| Subventions de développement et d'investissements | 2 500,0 | 2 500,0 |
| Autres crédits de transfert | 10 044,0 | 10 044,0 |
| Total du programme 2 | 2 064 595,8 | 1 958 602,1 |
| Programme 3 - Condition des aînés | | |
| Lutte contre la maltraitance envers les aînés | 3 600,0 | - |
| Programme d'amélioration de l'alimentation en centre d'hébergement et de soins de longue durée | 3 000,0 | 3 000,0 |
| Programme du Coeur à l'action pour les aînés du Québec | 1 600,0 | 1 600,0 |
| Soutien aux initiatives visant le respect des aînés | 5 550,0 | 5 000,0 |
| Stratégie d'action en faveur des aînés | 3 662,0 | 3 662,0 |
| Tables régionales de concertation des aînés | 720,0 | 720,0 |
| Autres crédits de transfert | 1 165,0 | 1 165,0 |
| Total du programme 3 | 19 297,0 | 15 147,0 |
| Total du portefeuille | 2 088 729,4 | 1 978 780,7 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises | | |
| Entreprises et organismes d'État | 413 077,1 | 372 888,5 |
| Établissements de santé et de services sociaux | 31 983,6 | 31 983,6 |
| Municipalités | 3 000,0 | 3 000,0 |
| Organismes à but non lucratif | 5 385,0 | 5 385,0 |
| Personnes | 1 635 183,7 | 1 585 423,6 |
| Total du portefeuille | 2 088 729,4 | 1 978 780,7 |

Crédits des ministères et organismes

Crédits de transfert (suite)**Ventilation par catégories de dépenses**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Rémunération | 17 001,3 | 17 001,3 |
| Fonctionnement | 14 982,3 | 14 982,3 |
| Capital | 19 877,7 | 18 271,8 |
| Intérêt | 14 746,9 | 12 360,6 |
| Support | 2 022 122,2 | 1 916 164,7 |
| Total du portefeuille | 2 088 729,4 | 1 978 780,7 |

Finances

| Programmes | Budget de dépenses | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|--------------------|---|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| | 2010-2011 | (000 \$) | | | |
| 1. Direction du Ministère | 43 888,9 | 1 050,0 | 930,1 | 43 769,0 | 214 042,8 |
| 2. Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement | 151 351,1 | 405,0 | 1 035,9 | 151 982,0 | 132 908,2 |
| 3. Service de la dette | 6 990 000,0 | (15 000,0) | - | 7 005 000,0 | 6 164 000,0 |
| | 7 185 240,0 | (13 545,0) | 1 986,0 | 7 200 761,0 | 6 510 951,0 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 7 011 362,3 | 6 170 352,3 |
| Crédits à voter | | | | 189 398,7 | 340 598,7 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 47 446,6 | 49 547,6 |
| Fonctionnement | 127 121,6 | 105 094,9 |
| Service de la dette | 6 990 000,0 | 6 154 000,0 |
| Affectation à un fonds spécial | 460,0 | 450,0 |
| Transfert | 20 221,8 | 191 372,5 |
| Total | 7 185 240,0 | 6 500 465,0 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 1 836,0 | 1 836,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 30,0 | 30,0 |
| Total | 1 866,0 | 1 866,0 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif des programmes | 698 | 715 |
| Effectif des fonds spéciaux | 17 | 17 |
| Effectif total | 715 | 732 |

Finances

Programme 1 Direction du Ministère

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| | | | (000 \$) | | |
| 1. Direction et services à la gestion | 29 717,1 | 1 050,0 | 930,1 | 29 597,2 | 29 520,3 |
| 2. Institut de la statistique du Québec | 14 171,8 | - | - | 14 171,8 | 14 322,5 |
| 3. Société de financement des infrastructures locales du Québec | - | - | - | - | 170 200,0 |
| | 43 888,9 | 1 050,0 | 930,1 | 43 769,0 | 214 042,8 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | |
| Élément 1 | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédit à voter | | | | 43 759,4 | 214 033,2 |

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|-----------------|-----------------|----------|-----------------|------------------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| | | | (000 \$) | | |
| Rémunération | 13 257,4 | - | - | 13 257,4 | 13 193,5 |
| Fonctionnement | 16 159,7 | - | - | 16 159,7 | 16 001,3 |
| Transfert | 300,0 | 14 171,8 | - | 14 471,8 | 184 822,5 |
| | 29 717,1 | 14 171,8 | - | 43 888,9 | 214 017,3 |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------------|------------|----------|----------|------------|------------|
| Immobilisations | 900,1 | - | - | 900,1 | 1 045,5 |
| Prêts, placements, avances et autres | 30,0 | - | - | 30,0 | 30,0 |
| | 930,1 | - | - | 930,1 | 1 075,5 |
| Effectif total (en ETC) | 138 | - | - | 138 | 139 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 2**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | | Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|-------------------------------------|--|-------|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | | | | | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières | 16 580,2 | - | - | - | 16 580,2 | 17 588,8 |
| 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières | 7 165,2 | - | 275,9 | 275,9 | 7 441,1 | 7 934,5 |
| 3. Frais de services bancaires | 6 342,7 | - | - | - | 6 342,7 | 6 342,7 |
| 4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale | 14 402,8 | 405,0 | 760,0 | 760,0 | 14 767,8 | 15 844,0 |
| 5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles | 12 262,0 | - | - | - | 12 262,0 | 15 600,0 |
| 6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus* | 94 598,2 | - | - | - | 94 598,2 | 69 598,2 |

Suite à la page 124

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|--------------------------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Rémunération | 14 398,2 | 6 515,2 | - | 13 275,8 | - | - | 34 189,2 |
| Fonctionnement | 2 182,0 | 650,0 | 6 342,7 | 1 127,0 | 6 062,0 | 94 598,2 | 110 961,9 |
| Affectation à un fonds spécial | - | - | - | - | 450,0 | - | 450,0 |
| Transfert | - | - | - | - | 5 750,0 | - | 5 750,0 |
| | 16 580,2 | 7 165,2 | 6 342,7 | 14 402,8 | 12 262,0 | 94 598,2 | 151 351,1 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------|------------|------------|---|------------|---|---|------------|
| Immobilisations | - | 275,9 | - | 760,0 | - | - | 1 035,9 |
| | - | 275,9 | - | 760,0 | - | - | 1 035,9 |
| Effectif total (en ETC) | 215 | 124 | - | 223 | - | - | 562 |

Programme 2 (suite)**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| | | (000 \$) | | | |
| 7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations des réseaux de la santé et de l'éducation* | | - | - | - | - |
| | 151 351,1 | 405,0 | 1 035,9 | 151 982,0 | 132 906,2 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | |
| Élement 3 | | | | 8 342,7 | 6 342,7 |
| Crédit à voter | | | | 145 639,3 | 126 565,5 |

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

En 2009-2010, la dépense probable inclut une somme de 140 000 000 \$ à l'égard de l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations des réseaux de la santé et de l'éducation. Cette somme sera transférée aux ministères concernés une fois que les ajustements seront connus lors de la fermeture de l'exercice.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total 7 | Éléments | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|-----------------|----------|-----------|-----------|
| | | | (000 \$) | |
| Rémunération | 34 189,2 | - | 34 189,2 | 36 354,1 |
| Fonctionnement | 110 961,9 | - | 110 961,9 | 89 093,6 |
| Affectation à un fonds spécial | 450,0 | - | 450,0 | 450,0 |
| Transfert | 5 750,0 | - | 5 750,0 | 6 550,0 |
| | 151 351,1 | - | 151 351,1 | 132 447,7 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------|------------|----------|------------|------------|
| Immobilisations | 1 035,9 | - | 1 035,9 | 890,5 |
| | 1 035,9 | - | 1 035,9 | 890,5 |
| Effectif total (en ETC) | 562 | - | 562 | 576 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 4 et 5 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 3

Service de la dette

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Service de la dette directe | 4 408 000,0 | - | - | 4 408 000,0 | 3 789 000,0 | |
| 2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite* | 2 597 000,0 | - | - | 2 597 000,0 | 2 375 000,0 | |
| 3. Intérêts sur le régime des rentes de conjoints survivants* | (3 000,0) | (3 000,0) | - | - | - | |
| 4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés* | (12 000,0) | (12 000,0) | - | - | - | |
| | 6 990 000,0 | (15 000,0) | - | 7 005 000,0 | 6 164 000,0 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | 4 408 000,0 | 3 789 000,0 | |
| Voir lois ci-dessous** | | | | 2 597 000,0 | 2 375 000,0 | |
| Élément 2 | | | | | - | |
| Crédit à voter | | | | | | |

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés et à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants.

- * Les intérêts sur cette obligation incluent des revenus de placement. Un budget de dépenses négatif signifie que les revenus de placement sont supérieurs à la dépense anticipée.
- ** Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-18), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------|-------------|-------------|-----------|------------|-------------|-------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| | | | (000 \$) | | | |
| Service de la dette | 4 408 000,0 | 2 597 000,0 | (3 000,0) | (12 000,0) | 6 990 000,0 | 6 154 000,0 |
| | 4 408 000,0 | 2 597 000,0 | (3 000,0) | (12 000,0) | 6 990 000,0 | 6 154 000,0 |

Finances**Crédits affectés à un fonds spécial**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement | | |
| Fonds de financement | - | - |
| Fonds du centre financier de Montréal | 450,0 | 450,0 |
| Total du portefeuille | 450,0 | 450,0 |
| Effectif total (en ETC) | 17 | 17 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Fonctionnement | | |
| | 450,0 | 450,0 |
| Total du portefeuille | 450,0 | 450,0 |

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Direction du Ministère | | |
| Institut de la statistique du Québec | 14 171,8 | 14 322,5 |
| Société de financement des infrastructures locales du Québec | - | 170 200,0 |
| Autres crédits de transfert | 300,0 | 300,0 |
| Total du programme 1 | 14 471,8 | 184 822,5 |
| Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement | | |
| Autres crédits de transfert | 5 750,0 | 6 550,0 |
| Total du portefeuille | 20 221,8 | 191 372,5 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|-----------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises et organismes d'État | | |
| Institutions d'enseignement | 900,0 | 1 000,0 |
| Municipalités | - | 170 200,0 |
| Organismes à but non lucratif | 6 150,0 | 5 850,0 |
| Total du portefeuille | 20 221,8 | 191 372,5 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | | |
| Fonctionnement | 11 553,0 | 11 703,7 |
| Support | 2 618,8 | 2 618,8 |
| Total du portefeuille | 20 221,8 | 191 372,5 |



Immigration et Communautés culturelles

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|--|---------------------------------|--|------------------------------------|-----------|-----------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Immigration, intégration et communautés culturelles | 304 053,2 | 2 551,7 | 11 883,0 | 313 384,5 | 299 789,5 |
| 2. Organisme relevant du ministre | 855,0 | 8,0 | 3,0 | 850,0 | 825,0 |
| | 304 908,2 | 2 559,7 | 11 886,0 | 314 234,5 | 300 594,5 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédits à voter | | | | 314 224,9 | 300 584,9 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Rémunération | 64 428,9 | 62 440,9 |
| Fonctionnement | 200 778,8 | 195 912,8 |
| Transfert | 39 700,6 | 38 085,5 |
| Total | 304 908,2 | 296 439,2 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 11 702,0 | 6 531,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 184,0 | 184,0 |
| Total | 11 886,0 | 6 715,0 |
| Effectif | | |
| Effectif des programmes | 1 088 | 1 088 |
| Effectif total | 1 088 | 1 088 |

Programme 1

Immigration, intégration et communautés culturelles

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|--|---------------------------------|--|------------------------------------|------------------|------------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Immigration | 4 900,0 | - | - | 4 900,0 | 4 800,0 |
| 2. Francisation | 65 921,1 | - | - | 65 921,1 | 62 168,1 |
| 3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles | 49 338,0 | - | - | 49 338,0 | 48 088,0 |
| 4. Direction, information et services centralisés | 18 144,6 | 2 551,7 | 11 883,0 | 27 475,9 | 22 329,9 |
| 5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants* | 165 749,5 | - | - | 165 749,5 | 162 383,5 |
| | 304 053,2 | 2 551,7 | 11 883,0 | 313 384,5 | 299 769,5 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | |
| Élement 4 | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédit à voter** | | | | 313 374,5 | 299 759,9 |

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

** Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Rémunération | 3 700,0 | 30 929,1 | 17 102,0 | 12 114,8 | - | 63 845,9 | 61 857,9 |
| Fonctionnement | 1 200,0 | 21 792,0 | 6 065,5 | 5 699,8 | 165 749,5 | 200 508,8 | 195 865,8 |
| Transfert | - | 13 200,0 | 26 170,5 | 330,0 | - | 38 700,5 | 38 085,5 |
| | 4 900,0 | 65 921,1 | 49 338,0 | 18 144,6 | 165 749,5 | 304 063,2 | 295 609,2 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|---|---|----------|---|----------|---------|
| Immobilisations | - | - | - | 11 700,0 | - | 11 700,0 | 6 529,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | - | 183,0 | - | 183,0 | 183,0 |
| | | | | 11 883,0 | - | 11 883,0 | 6 712,0 |

Effectif total (en ETC) 213 282 328 236 - 1 069 1 081

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 4 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 2

Organisme relevant du ministre

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Conseil des relations interculturelles | 855,0 | 8,0 | 3,0 | 850,0 | 825,0 | |
| Crédit à voter | | | | 850,0 | 825,0 | |

Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1 | Élément | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------------------------|----------|---------|-----------|----------|-----------|----------|
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 583,0 | | | 583,0 | | 583,0 |
| Fonctionnement | 272,0 | | | 272,0 | | 247,0 |
| | 855,0 | | | 855,0 | | 830,0 |
| Budget d'investissements | | | | | | |
| Immobilisations | 2,0 | | | 2,0 | | 2,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 1,0 | | | 1,0 | | 1,0 |
| | 3,0 | | | 3,0 | | 3,0 |
| Effectif total (en ETC) | 7 | | | 7 | | 7 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédit au net

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement et provision) | 135 752,0 | 130 674,0 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 7 800,0 | 7 800,0 |
| Crédit au net | 127 952,0 | 122 874,0 |

Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification de l'analyse des dossiers relatifs à la sélection des immigrants.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus compris entre 7 800 000 \$ et 45 650 000 \$ et d'un montant équivalent à 50 % des revenus qui excèdent 45 650 000 \$.

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles | | |
| Programme action diversité | 3 550,0 | 3 550,0 |
| Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants | 10 700,0 | 10 185,0 |
| Programme d'accueil et d'installation des réfugiés | 2 450,0 | 2 450,0 |
| Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants | 13 200,0 | 12 100,0 |
| Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère | 1 054,0 | 1 054,0 |
| Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels | 4 000,0 | 4 000,0 |
| Programme régional d'intégration | 4 416,5 | 4 416,5 |
| Autres crédits de transfert | 330,0 | 330,0 |
| Total du programme 1 | 39 700,5 | 38 085,5 |
| Total du portefeuille | 39 700,5 | 38 085,5 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Municipalités | | |
| | 2 500,0 | 2 500,0 |
| Organismes à but non lucratif | 21 550,5 | 21 035,5 |
| Personnes | 15 650,0 | 14 550,0 |
| Total du portefeuille | 39 700,5 | 38 085,5 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Support | | |
| | 39 700,5 | 38 085,5 |
| Total du portefeuille | 39 700,5 | 38 085,5 |



Justice

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|-----------|-----------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Activité judiciaire | 95 711,7 | - | 397,8 | 96 109,5 | 90 829,7 |
| 2. Administration de la justice | 261 839,3 | 8 549,6 | 40 743,2 | 294 032,9 | 293 873,9 |
| 3. Justice administrative | 11 882,1 | - | 3,0 | 11 885,1 | 11 832,0 |
| 4. Aide aux justiciables | 229 648,9 | 87,8 | 321,0 | 229 882,1 | 229 480,1 |
| 5. Organisme de protection relevant du ministre | 8 240,4 | 75,0 | 44,4 | 8 209,8 | 8 199,6 |
| 6. Poursuites criminelles et pénales | 76 331,3 | 442,0 | 1 434,2 | 77 323,5 | 74 559,5 |
| | 683 653,7 | 9 154,4 | 42 943,6 | 717 442,9 | 708 754,8 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 163 460,9 | 158 721,4 |
| Crédits à voter | | | | 553 982,0 | 550 033,4 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 288 237,4 | 279 968,8 |
| Fonctionnement | 172 076,4 | 173 887,8 |
| Affection à un fonds spécial | 10,1 | 10,1 |
| Transfert | 218 329,8 | 218 257,2 |
| Créances douteuses et autres | 5 000,0 | 5 500,0 |
| Total | 683 653,7 | 677 603,5 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 42 900,5 | 43 887,4 |
| Prêts, placements, avances et autres | 43,1 | 43,1 |
| Total | 42 943,6 | 43 930,5 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif des programmes | 3 785 | 3 788 |
| Effectif des fonds spéciaux | 143 | 144 |
| Effectif total | 3 948 | 3 932 |

Programme 1

Activité judiciaire

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Magistrature | 69 728,5 | - | 247,5 | 69 976,0 | 64 718,2 | |
| 2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges | 2 190,5 | - | - | 2 190,5 | 2 190,5 | |
| 3. Soutien à la magistrature | 23 588,9 | - | 150,3 | 23 739,2 | 23 717,2 | |
| 4. Comité sur la rémunération des juges | 203,8 | - | - | 203,8 | 203,8 | |
| | 95 711,7 | - | 397,8 | 96 109,5 | 90 829,7 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | 67 498,5 | 62 269,0 | |
| Élément 2 | | | | 2 190,5 | 2 190,5 | |
| Élément 4 | | | | 203,8 | 203,8 | |
| | | | | 28 216,7 | 26 168,4 | |
| Crédit à voter | | | | | | |

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|------------|----------|------------|----------|------------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| (000 \$) | | | | | | |
| Rémunération | 65 934,7 | 303,9 | 21 567,0 | - | 87 805,6 | 82 525,8 |
| Fonctionnement | 3 793,8 | 1 886,6 | 2 021,9 | 203,8 | 7 906,1 | 7 906,1 |
| | 69 728,5 | 2 190,5 | 23 588,9 | 203,8 | 95 711,7 | 90 431,9 |
| Budget d'investissements | | | | | | |
| Immobilisations | 247,5 | - | 150,3 | - | 397,8 | 397,8 |
| | 247,5 | - | 150,3 | - | 397,8 | 397,8 |
| Effectif total (en ETC) | 339 | 4 | 474 | - | 817 | 834 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 3 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant la partie « investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 2

Administration de la justice

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Soutien administratif à l'activité judiciaire | 75 156,6 | - | 1 091,0 | 76 247,6 | 76 671,3 |
| 2. Affaires juridiques et législatives | 33 328,8 | - | 5,0 | 33 333,8 | 32 839,8 |
| 3. Direction, planification et services à l'organisation | 143 649,0 | 8 549,6 | 11 466,0 | 146 565,4 | 146 480,0 |
| 4. Traitement des infractions et perception des amendes | 9 704,9 | - | 2 379,0 | 12 083,9 | 12 080,6 |
| 5. Système intégré d'information de justice | - | - | 25 802,2 | 25 802,2 | 25 802,2 |
| | 261 839,3 | 8 549,6 | 40 743,2 | 294 032,9 | 293 873,9 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | 5 000,0 | 5 500,0 |
| Élément 3 | | | | | |
| Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16) | | | | 5 106,6 | 5 106,6 |
| Élément 3 | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | 20,0 | 20,0 |
| Élément 3 | | | | | |
| Crédit à voter | | | | 283 906,3 | 283 247,3 |

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|----------|----------|-----------|---------|---|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Rémunération | 52 546,9 | 31 150,1 | 36 250,8 | 6 749,9 | - | 126 897,7 | 126 428,7 |
| Fonctionnement | 21 624,1 | 2 178,7 | 101 507,8 | 2 955,0 | - | 128 266,6 | 130 586,1 |
| Affectation à un fonds spécial | - | - | 10,1 | - | - | 10,1 | 10,1 |
| Transfert | 985,6 | - | 880,3 | - | - | 1 865,9 | 1 793,3 |
| Créances douteuses et autres | - | - | 5 000,0 | - | - | 5 000,0 | 5 500,0 |
| | 75 156,6 | 33 328,8 | 143 649,0 | 9 704,9 | - | 261 839,3 | 264 318,2 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|---------|-----|----------|---------|----------|----------|----------|
| Immobilisations | 1 059,6 | 5,0 | 11 458,3 | 2 379,0 | 25 802,2 | 40 704,1 | 41 691,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 31,4 | - | 7,7 | - | - | 39,1 | 30,1 |
| | 1 091,0 | 5,0 | 11 466,0 | 2 379,0 | 25 802,2 | 40 743,2 | 41 730,1 |

| | | | | | | | |
|--------------------------------|--------------|------------|------------|------------|----------|--------------|--------------|
| Effectif total (en ETC) | 1 147 | 365 | 249 | 145 | 9 | 1 916 | 1 981 |
|--------------------------------|--------------|------------|------------|------------|----------|--------------|--------------|

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2 et 3 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de l'élément 4 peut être reporté en 2011-2012, jusqu'à concurrence de 2 200 000 \$, en excluant la partie « Investissements », afin de donner suite à une entente de gestion concernant le Bureau des infractions et des amendes intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor.

Programme 3

Justice administrative

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec | 11 425,0 | - | - | 11 425,0 | 11 425,0 | 11 425,0 |
| 2. Conseil de la justice administrative | 457,1 | - | 3,0 | 460,1 | 407,0 | 407,0 |
| | 11 882,1 | - | 3,0 | 11 886,1 | 11 832,0 | 11 832,0 |
| Crédit à voter | | | | 11 886,1 | 11 832,0 | |

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | | |
| | | (000 \$) | | |
| Rémunération | - | 166,5 | 166,5 | 163,4 |
| Fonctionnement | - | 290,6 | 290,6 | 240,6 |
| Transfert | 11 425,0 | - | 11 425,0 | 11 425,0 |
| | 11 425,0 | 457,1 | 11 882,1 | 11 829,0 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------|----------|----------|----------|----------|
| immobilisations | - | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| | - | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| Effectif total (en ETC) | - | 3 | 3 | 3 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 4

Aide aux justiciables

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Commission des services juridiques | 130 285,9 | - | - | 130 285,9 | 130 285,9 | 130 285,9 |
| 2. Fonds d'aide aux recours collectifs | 720,5 | - | - | 720,5 | 720,5 | 720,5 |
| 3. Indemnisation des victimes d'actes criminels | 82 549,1 | - | - | 82 549,1 | 82 549,1 | 82 549,1 |
| 4. Loi sur le civisme | 882,4 | - | - | 882,4 | 882,4 | 882,4 |
| 5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse | 15 211,0 | 87,8 | 321,0 | 15 444,2 | 15 022,2 | 15 022,2 |
| | 229 648,9 | 87,8 | 321,0 | 229 882,1 | 229 460,1 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6) | | | | | | |
| Élément 3 | | | | | 82 549,1 | 82 549,1 |
| Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20) | | | | | | |
| Élément 4 | | | | | 882,4 | 882,4 |
| Crédit à voter | | | | | 148 450,6 | 146 026,6 |

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|-----------|-------|----------|-------|----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Rémunération | - | - | - | - | 11 157,2 | 11 157,2 | 10 735,2 |
| Fonctionnement | - | - | 9 400,0 | - | 4 053,8 | 13 453,8 | 13 453,8 |
| Transfert | 130 285,9 | 720,5 | 73 149,1 | 882,4 | - | 205 037,9 | 205 037,9 |
| | 130 285,9 | 720,5 | 82 549,1 | 882,4 | 15 211,0 | 229 648,9 | 229 226,9 |

Budget d'investissements

| Immobilisations | - | - | - | - | 318,0 | 318,0 | 318,0 |
|--------------------------------------|---|---|---|---|-------|-------|-------|
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | - | - | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| | - | - | - | - | 321,0 | 321,0 | 321,0 |

Effectif total (en ETC)

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de l'élément 5 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à cet élément, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de cet élément sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 5**Organisme de protection relevant du ministre**

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|--|--|-----------------|---|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Office de la protection du consommateur | 8 240,4 | 75,0 | 44,4 | 8 209,8 | 8 199,6 | |
| Crédit à voter* | | | | 8 209,8 | 8 199,6 | |

Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

* Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------|----------------|----------|-----------------|------------------|------------------|
| | | 1 | (000 \$) | | |
| Rémunération | 6 334,7 | | | 6 334,7 | 6 324,5 |
| Fonctionnement | 1 904,7 | | | 1 904,7 | 1 904,7 |
| Transfert | 1,0 | | | 1,0 | 1,0 |
| | 8 240,4 | | | 8 240,4 | 8 230,2 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------------|-------------|--|-------------|-------------|
| Immobilisations | 43,4 | | 43,4 | 43,4 |
| Prêts, placements, avances et autres | 1,0 | | 1,0 | 1,0 |
| | 44,4 | | 44,4 | 44,4 |
| Effectif total (en ETC) | 104 | | 104 | 107 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 6

Poursuites criminelles et pénales

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Directeur des poursuites criminelles et pénales | 76 331,3 | 442,0 | 1 434,2 | 77 323,5 | 74 559,5 | |
| Crédit à voter | | | | 77 323,5 | 74 559,5 | |

Ce programme, géré par le Directeur des poursuites criminelles et pénales, permet à ce dernier d'agir comme poursuivant dans les matières criminelles et pénales.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Élément 1 | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|--------------|-----------|-----------|
| | | (000 \$) | |
| Rémunération | 56 075,7 | 66 075,7 | 53 791,0 |
| Fonctionnement | 20 255,6 | 20 255,6 | 19 776,3 |
| | 76 331,3 | 76 331,3 | 73 567,3 |

Budget d'investissements

| | | | |
|-------------------------|---------|---------|---------|
| Immobilisations | 1 434,2 | 1 434,2 | 1 434,2 |
| | 1 434,2 | 1 434,2 | 1 434,2 |
| Effectif total (en ETC) | 698 | 698 | 701 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédit au net

| | 2010-2011 (000 \$) | 2009-2010 |
|---|-----------------------|----------------|
| Programme 6 - Organisme de protection relevant du ministre | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 8 165,4 | 8 155,2 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 800,0 | 800,0 |
| Crédit au net | 7 365,4 | 7 355,2 |

Ce crédit au net vise les activités de l'Office de la protection du consommateur. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification applicable aux droits et permis exigés des vendeurs itinérants, des prêteurs d'argent, des studios de santé, des agences de recouvrement de créances, des agences de voyages et des commerçants (garanties supplémentaires et certificats d'exemption).

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 800 000 \$.

Crédits affectés à un fonds spécial

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 2 - Administration de la justice | | |
| Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels | 10,1 | 10,1 |
| Fonds des registres du ministère de la Justice | - | - |
| Total du portefeuille | 10,1 | 10,1 |
| Effectif total (en ETC) | 143 | 144 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Fonctionnement | 10,1 | 10,1 |
| Total du portefeuille | 10,1 | 10,1 |

Justice**Crédits de transfert**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 2 - Administration de la justice | | |
| Autres crédits de transfert | 1 865,9 | 1 793,3 |
| Programme 3 - Justice administrative | | |
| Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec | 11 425,0 | 11 425,0 |
| Programme 4 - Aide aux justiciables | | |
| Actes de civisme | 882,4 | 882,4 |
| Aide juridique | 50 255,3 | 50 255,3 |
| Commission des services juridiques | 80 030,8 | 80 030,8 |
| Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires | 298,2 | 298,2 |
| Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement | 422,3 | 422,3 |
| Indemnisation des victimes d'actes criminels | 73 149,1 | 73 149,1 |
| Total du programme 4 | <u>205 037,9</u> | <u>205 037,9</u> |
| Programme 5 - Organisme de protection relevant du ministre | | |
| Bourse d'étude | 1,0 | 1,0 |
| Total du portefeuille | <u>218 329,8</u> | <u>218 257,2</u> |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises et organismes d'État | 91 877,9 | 91 877,9 |
| Organismes à but non lucratif | 1 865,9 | 1 793,3 |
| Personnes | 124 588,0 | 124 588,0 |
| Total du portefeuille | <u>218 329,8</u> | <u>218 257,2</u> |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 71 736,6 | 71 736,6 |
| Fonctionnement | 18 699,4 | 18 626,8 |
| Capital | 522,8 | 522,8 |
| Support | 127 371,0 | 127 371,0 |
| Total du portefeuille | <u>218 329,8</u> | <u>218 257,2</u> |

Relations internationales

| Programme | Budget de | Moins : | Plus : | Crédits | Crédits |
|-----------------------------|-----------|-------------|-------------------|-----------|-----------|
| | dépenses | Dépenses ne | Budget | | |
| | 2010-2011 | nécessitant | d'investissements | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | (000 \$) | | |
| 1. Affaires internationales | 113 971,8 | 3 977,8 | 5 785,0 | 115 779,0 | 117 899,2 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 109,6 | 109,6 |
| Crédit à voter | | | | 115 689,4 | 117 789,6 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 50 817,8 | 50 434,1 |
| Fonctionnement | 36 669,5 | 37 802,5 |
| Transfert | 28 694,5 | 27 730,2 |
| Total | 113 971,8 | 115 966,8 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 4 785,0 | 4 785,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 1 000,0 | 1 000,0 |
| Total | 5 785,0 | 5 785,0 |
| Effectif | | (en ETC) |
| Effectif du programme | 574 | 584 |
| Effectif total | 574 | 584 |

Relations internationales

Programme 1 Affaires internationales

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Politiques et affaires francophones et multilatérales | 24 903,3 | - | - | 24 903,3 | 25 901,1 | |
| 2. Représentation du Québec à l'étranger | 50 321,2 | 2 886,0 | 4 235,0 | 51 670,2 | 52 688,2 | |
| 3. Affaires bilatérales | 17 309,1 | - | - | 17 309,1 | 17 626,9 | |
| 4. Protocole, missions et administration | 17 438,0 | 1 091,6 | 1 550,0 | 17 896,4 | 17 683,0 | |
| 5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec* | 4 000,0 | - | - | 4 000,0 | 4 000,0 | |
| | 113 971,6 | 3 977,6 | 5 785,0 | 115 779,0 | 117 899,2 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | 109,6 | 109,6 |
| Élement 1 | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | | 115 689,4 | 117 789,6 |

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

- * Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|----------|----------|----------|---------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| | | (000 \$) | | | | | |
| Rémunération | 7 026,8 | 28 478,0 | 5 132,9 | 9 979,9 | - | 50 617,6 | 50 434,1 |
| Fonctionnement | 1 952,3 | 21 843,2 | 1 405,9 | 7 458,1 | 4 000,0 | 36 659,5 | 37 802,5 |
| Transfert | 15 924,2 | - | 10 770,3 | - | - | 26 694,5 | 27 730,2 |
| | 24 903,3 | 50 321,2 | 17 309,1 | 17 438,0 | 4 000,0 | 113 971,6 | 115 966,8 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|---------|---|---------|---|---------|---------|
| Immobilisations | - | 3 235,0 | - | 1 550,0 | - | 4 785,0 | 4 785,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | 1 000,0 | - | - | - | 1 000,0 | 1 000,0 |
| | - | 4 235,0 | - | 1 550,0 | - | 5 785,0 | 5 785,0 |

Effectif total (en ETC) 105 260 88 121 - 574 584

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 4 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits des ministères et organismes

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Affaires internationales | | |
| Organismes de la Francophonie | 10 310,4 | 11 446,1 |
| Organismes voués à la jeunesse | 4 865,6 | 4 865,6 |
| Programmes de coopération | 1 931,6 | 1 931,6 |
| Québec sans frontières et autres | 3 174,5 | 3 174,5 |
| Soutien à l'implantation d'organisations internationales | 4 238,1 | 4 138,1 |
| Subventions dans le cadre des affaires bilatérales | 798,6 | 798,6 |
| Autres crédits de transfert | 1 375,7 | 1 375,7 |
| Total du programme 1 | 26 694,5 | 27 730,2 |
| Total du portefeuille | 26 694,5 | 27 730,2 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises et organismes d'État | | |
| | 2 000,0 | 2 000,0 |
| Institutions d'enseignement | 885,0 | 885,0 |
| Organismes à but non lucratif | 22 649,4 | 23 685,1 |
| Personnes | 1 160,1 | 1 160,1 |
| Total du portefeuille | 26 694,5 | 27 730,2 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | | |
| | 925,0 | 925,0 |
| Fonctionnement | 1 075,0 | 1 075,0 |
| Support | 24 694,5 | 25 730,2 |
| Total du portefeuille | 26 694,5 | 27 730,2 |



Ressources naturelles et Faune

| Programmes | Budget de dépenses | Moins : Dépenses nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|--------------------|--|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| | 2010-2011 | (000 \$) | | | |
| 1. Gestion des ressources naturelles | 480 675,5 | 11 305,8 | 23 589,7 | 472 869,4 | 526 159,9 |
| 2. Protection et mise en valeur de la ressource faunique | 68 035,6 | 4 858,6 | 7 060,0 | 70 237,0 | 65 019,8 |
| | 528 711,1 | 16 164,4 | 30 649,7 | 543 196,4 | 591 179,7 |
| Moins : Crédits permanents | | | | 15 114,2 | 15 114,2 |
| Crédits à voter | | | | 528 082,2 | 576 065,5 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 175 326,3 | 176 749,6 |
| Fonctionnement | 110 194,7 | 105 998,5 |
| Affectation à un fonds spécial | 214 921,9 | 268 583,2 |
| Transfert | 28 193,2 | 25 288,1 |
| Créances douteuses et autres | 75,0 | 75,0 |
| Total | 528 711,1 | 576 694,4 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 30 639,3 | 30 539,3 |
| Prêts, placements, avances et autres | 110,4 | 110,4 |
| Total | 30 649,7 | 30 649,7 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif des programmes | 2 785 | 2 852 |
| Effectif des fonds spéciaux | 1 022 | 1 055 |
| Effectif total | 3 807 | 3 907 |

Programme 1

Gestion des ressources naturelles

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Plan Nord et territoire | 12 851,8 | 25,0 | 2 177,0 | 16 003,8 | 14 777,9 | |
| 2. Gestion de la ressource forestière | 184 325,9 | - | - | 184 325,9 | 223 042,2 | |
| 3. Ressources minérales | 17 664,7 | 1 015,6 | 1 575,0 | 18 224,1 | 23 379,5 | |
| 4. Développement et gestion des ressources énergétiques | 31 861,2 | 716,6 | 585,0 | 31 729,6 | 36 646,6 | |
| 5. Direction du Ministère, administration et services partagés | 56 210,7 | 7 452,5 | 13 368,7 | 62 126,9 | 63 186,8 | |
| 6. Opérations régionales | 150 301,2 | 1 824,4 | 5 760,0 | 154 236,8 | 157 415,8 | |
| Suite à la page 161 | | | | | | |

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|--------------------------------|----------|-----------|----------|----------|----------|-----------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| | | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 3 266,8 | - | 11 834,3 | 5 092,3 | 29 943,4 | 79 049,5 | 129 186,3 |
| Fonctionnement | 527,4 | 15 000,0 | 4 654,4 | 10 309,3 | 24 766,3 | 27 045,7 | 82 303,1 |
| Affectation à un fonds spécial | - | 189 305,9 | - | 12 200,0 | - | 33 416,0 | 214 921,9 |
| Transfert | 9 057,6 | 20,0 | 1 176,0 | 4 259,6 | 1 501,0 | 10 790,0 | 26 804,2 |
| | 12 851,8 | 184 325,9 | 17 664,7 | 31 861,2 | 56 210,7 | 150 301,2 | 453 215,5 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|---------|---|---------|-------|----------|---------|----------|
| Immobilisations | 2 177,0 | - | 1 575,0 | 585,0 | 13 268,3 | 5 760,0 | 23 365,3 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | - | - | 100,4 | - | 100,4 |
| | 2 177,0 | - | 1 575,0 | 585,0 | 13 368,7 | 5 760,0 | 23 465,7 |

Effectif total (en ETC) 63 - 169 68 531 1 243 2 074

Programme 1 (suite)

Gestion des ressources naturelles

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 7. Forestier en chef | 7 460,0 | 271,7 | 124,0 | 7 312,3 | 7 711,1 | |
| | 460 675,5 | 11 305,8 | 23 589,7 | 472 969,4 | 526 159,9 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1) | | | | | 15 000,0 | 15 000,0 |
| Élément 2 | | | | | | |
| Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78) | | | | | 20,0 | 20,0 |
| Élément 2 | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | 19,2 | 19,2 |
| Élément 5 | | | | | | |
| Crédit à voter* | | | | | 457 920,2 | 511 120,7 |

* Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total 7 | Éléments | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|-----------------|----------|-----------|-----------|
| | | | (000 \$) | |
| Rémunération | 129 186,3 | 4 811,6 | 133 997,9 | 138 183,4 |
| Fonctionnement | 82 303,1 | 2 648,4 | 84 951,5 | 82 066,3 |
| Affectation à un fonds spécial | 214 921,9 | - | 214 921,9 | 268 583,2 |
| Transfert | 26 804,2 | - | 26 804,2 | 25 063,1 |
| | 453 215,5 | 7 460,0 | 460 675,5 | 513 876,0 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------------|----------|-------|----------|----------|
| Immobilisations | 23 365,3 | 124,0 | 23 489,3 | 23 489,3 |
| Prêts, placements, avances et autres | 100,4 | - | 100,4 | 100,4 |
| | 23 465,7 | 124,0 | 23 589,7 | 23 589,7 |

Effectif total (en ETC)

2 074 73

2 147 2 211

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 2

Protection et mise en valeur de la ressource faunique

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique | 68 035,6 | 4 858,6 | 7 060,0 | 70 237,0 | 65 019,8 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | 75,0 | 75,0 |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | | | |
| Crédit à voter* | | | | 70 162,0 | 64 944,8 | |

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats.

* Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1 | Élément | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|------------------------------|----------|---------|-----------|--|-----------|--|
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 41 328,4 | | 41 328,4 | | 38 586,2 | |
| Fonctionnement | 25 243,2 | | 25 243,2 | | 23 932,2 | |
| Transfert | 1 389,0 | | 1 389,0 | | 225,0 | |
| Créances douteuses et autres | 75,0 | | 75,0 | | 75,0 | |
| | 68 035,6 | | 68 035,6 | | 62 818,4 | |

Budget d'investissements

| | | | |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|
| Immobilisations | 7 050,0 | 7 050,0 | 7 050,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| | 7 060,0 | 7 060,0 | 7 060,0 |

Effectif total (en ETC) 638

638

641

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédit au net

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Gestion des ressources naturelles | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 449 389,7 | 502 570,2 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 70,0 | 70,0 |
| Crédit au net | 449 299,7 | 502 500,2 |

Ce crédit au net vise les activités de remise en état des habitats fauniques et du tirage au sort des terrains de villégiature sur les terres publiques.

- Remise en état des habitats fauniques

Ce crédit au net concerne les activités relatives à la remise en état d'un habitat faunique lorsqu'un tiers est reconnu coupable d'avoir commis une infraction. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des frais réclamés aux contrevenants qui ont refusé d'entreprendre les travaux de remise en état, lesquels ont alors été exécutés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 10 000 \$.

- Tirage au sort des terrains de villégiature sur les terres publiques

Ce crédit au net concerne les activités de tirage au sort des terrains de villégiature sur les terres publiques. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de l'inscription des participants au tirage.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 60 000 \$.

Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique

| | | |
|--|-----------------|-----------------|
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 63 177,0 | 57 959,8 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 26 600,0 | 26 500,0 |
| Crédit au net | 36 677,0 | 31 459,8 |

Ce crédit au net concerne les activités d'exploitation de la faune et de préservation des habitats des espèces exploitées. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la vente des permis de chasse, de pêche et de piégeage.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent à 85 % des revenus qui excèdent 26 500 000 \$.

Ressources naturelles et Faune**Crédits affectés à un fonds spécial**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Programme 1 - Gestion des ressources naturelles | | |
| Fonds d'information foncière | - | - |
| Fonds d'information géographique | - | - |
| Fonds forestier | 202 721,9 | 244 183,2 |
| Fonds relatif à la tempête de verglas | 12 200,0 | 24 400,0 |
| Total du portefeuille | 214 921,9 | 268 583,2 |
| Effectif total (en ETC) | 1 022 | 1 055 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Rémunération | | |
| Fonctionnement | 80 304,8 | 79 553,7 |
| Capital | 56 432,3 | 70 021,5 |
| Intérêt | 6 236,7 | 18 435,7 |
| Support | 8 684,3 | 9 944,3 |
| Total du portefeuille | 214 921,9 | 268 583,2 |

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Gestion des ressources naturelles | | |
| Aide à la recherche et au développement | 875,0 | 1 425,0 |
| Aide à l'exploration minérale | 638,0 | 1 736,0 |
| Aide aux entrepreneurs forestiers et transporteurs de bois rond | 4 100,0 | - |
| Assistance à l'industrie minérale | 330,0 | 330,0 |
| Enfouissement des fils électriques | 2 600,0 | 2 323,9 |
| Extension du réseau gazier | 1 154,6 | 1 154,6 |
| Prêts forestiers | 20,0 | 20,0 |
| Programme Approche intégrée et régionalisée (PAIR) | 6 615,0 | 7 000,0 |
| Soutien dans les milieux autochtones | 9 057,8 | 8 657,6 |
| Autres crédits de transfert | 1 618,0 | 2 416,0 |
| Total du programme 1 | 28 804,2 | 25 063,1 |
| Programme 2 - Protection et mise en valeur de la ressource faunique | | |
| Consolidation des pourvoirs | 1 184,0 | - |
| Autres crédits de transfert | 225,0 | 225,0 |
| Total du programme 2 | 1 389,0 | 225,0 |
| Total du portefeuille | 28 193,2 | 25 288,1 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises | | |
| Entreprises et organismes d'État | 6 314,8 | 1 214,6 |
| Institutions d'enseignement | 638,0 | 1 736,0 |
| Municipalités | 505,0 | 1 005,0 |
| Organismes à but non lucratif | 18 272,6 | 17 981,5 |
| Personnes | 3 484,0 | 3 350,0 |
| Total du portefeuille | 28 193,2 | 25 288,1 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Intérêt | | |
| Support | 4 410,6 | 5 234,5 |
| Total du portefeuille | 23 782,6 | 20 053,8 |
| Total du portefeuille | 28 193,2 | 25 288,1 |



Revenu

| Programme | Budget de | Moins : | Plus : | Crédits | Crédits |
|---------------------------|-------------|---------------------------------------|--------------------------|-------------|-------------|
| | dépenses | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Administration fiscale | 1 087 280,7 | 1 848,5 | 10 686,7 | 1 098 119,9 | 1 061 930,3 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 525 436,6 | 525 435,5 |
| Crédit à voter | | | | 570 683,4 | 536 494,8 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 340 736,6 | 314 547,7 |
| Fonctionnement | 143 020,7 | 126 943,5 |
| Affectation à un fonds spécial | 102 163,6 | 110 030,9 |
| Transfert | 3 223,6 | 3 423,6 |
| Créances douteuses et autres | 498 146,4 | 498 146,4 |
| Total | 1 087 280,7 | 1 053 092,1 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 10 670,7 | 10 670,7 |
| Prêts, placements, avances et autres | 16,0 | 16,0 |
| Total | 10 686,7 | 10 686,7 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif du programme | 6 211 | |
| Effectif du Compte de gestion T.P.S. | 1 445 | |
| Effectif des fonds spéciaux | 1 389 | |
| Effectif total | 9 045 | |

Revenu

Programme 1 Administration fiscale

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Opérations régionales | 176 670,0 | - | 107,0 | 176 777,0 | 175 411,8 |
| 2. Opérations concentrées | 80 079,0 | - | 3 001,0 | 83 080,0 | 81 651,5 |
| 3. Technologies de l'information | 78 381,7 | - | 8,0 | 78 389,7 | 70 687,4 |
| 4. Administration et support | 127 293,1 | 1 848,5 | 7 529,7 | 132 974,3 | 126 903,0 |
| 5. Perception | 509 288,9 | - | - | 509 288,9 | 523 919,1 |
| 6. Pensions alimentaires | 41 296,4 | - | - | 41 296,4 | 39 974,9 |
| Suite à la page 158 | | | | | |

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement. Ce programme a aussi pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | | Sous-total |
|--------------------------------|-----------|----------|----------|-----------|-----------|----------|-------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Rémunération | 158 232,9 | 45 213,9 | 39 708,8 | 45 239,5 | - | - | 288 395,1 |
| Fonctionnement | 15 337,1 | 34 885,1 | 38 672,9 | 32 195,4 | - | - | 121 070,5 |
| Affectation à un fonds spécial | - | - | - | 49 734,6 | 11 122,5 | 41 296,4 | 102 153,5 |
| Transfert | 3 100,0 | - | - | 123,6 | - | - | 3 223,6 |
| Créances douteuses et autres | - | - | - | - | 498 146,4 | - | 498 146,4 |
| | 176 670,0 | 80 079,0 | 78 381,7 | 127 293,1 | 509 288,9 | 41 296,4 | 1 012 989,1 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|-------|---------|-----|---------|---|---|----------|
| Immobilisations | 92,0 | 3 001,0 | 8,0 | 7 529,7 | - | - | 10 630,7 |
| Prêts, placements, avances et autres | 15,0 | - | - | - | - | - | 15,0 |
| | 107,0 | 3 001,0 | 8,0 | 7 529,7 | - | - | 10 645,7 |

Effectif total (en ETC)

3 375 961 522 685 - - 5 543

Crédits des ministères et organismes

Programme 1 (suite)

Administration fiscale

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | |
|--|---------------------------------|--|------------------------------------|------------------|----------------------|
| | | | | 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale | 36 321,4 | - | - | 36 321,4 | 36 321,4 |
| 8. Administration provisoire des biens non réclamés* | 4 000,0 | - | 10,0 | 4 010,0 | 10,0 |
| 9. Direction du registre des entreprises | 6 970,2 | - | 31,0 | 7 001,2 | 7 051,2 |
| 10. Plan de retour à l'équilibre budgétaire | 27 000,0 | - | - | 27 000,0 | - |
| | 1 087 280,7 | 1 848,5 | 10 686,7 | 1 096 118,9 | 1 061 930,3 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) | | | | | |
| Élément 1 | | | | 9 542,6 | 9 542,6 |
| Élément 2 | | | | 17 736,9 | 17 736,9 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | |
| Élément 4 | | | | 9,6 | 9,6 |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | |
| Élément 5 | | | | 498 146,4 | 498 146,4 |
| Crédit à voter | | | | 570 683,4 | 536 494,8 |

- * La Loi sur le curateur public (L.R.Q., c. C-81) prévoit que les honoraires, intérêts et autres sommes perçus par Revenu Québec en application de cette loi sont versés au fonds consolidé du revenu et constituent un crédit pour l'exercice financier au cours duquel ils sont versés, aux conditions et dans la mesure que le détermine le gouvernement. Pour l'exercice financier 2010-2011, le crédit prévu constitué en vertu de ces dispositions est de 7 500 000 \$.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | 7 | Éléments 8 | 9 | 10 | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-------------|----------|---------------|----------|----------|-------------|-------------|
| | | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 288 395,1 | 29 984,1 | 3 000,0 | 4 611,0 | 14 746,3 | 340 736,5 | 314 547,7 |
| Fonctionnement | 121 070,5 | 6 337,3 | 1 000,0 | 2 359,2 | 12 253,7 | 143 020,7 | 126 943,5 |
| Affection à un fonds spécial | 102 153,5 | - | - | - | - | 102 153,5 | 110 030,9 |
| Transfert | 3 223,6 | - | - | - | - | 3 223,6 | 3 423,6 |
| Créances douteuses et autres | 498 146,4 | - | - | - | - | 498 146,4 | 498 146,4 |
| | 1 012 989,1 | 36 321,4 | 4 000,0 | 6 970,2 | 27 000,0 | 1 087 280,7 | 1 053 092,1 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|----------|---|------|------|---|----------|----------|
| Immobilisations | 10 630,7 | - | 10,0 | 30,0 | - | 10 670,7 | 10 670,7 |
| Prêts, placements, avances et autres | 15,0 | - | - | 1,0 | - | 16,0 | 16,0 |
| | 10 645,7 | - | 10,0 | 31,0 | - | 10 686,7 | 10 686,7 |

Effectif total (en ETC) 5 543 242 79 97 250 6 211 6 211

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Revenu**Crédits affectés à un fonds spécial**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Administration fiscale | | |
| Fonds de perception | 11 122,5 | 25 772,7 |
| Fonds des pensions alimentaires | 41 296,4 | 39 974,9 |
| Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu | 49 734,6 | 44 283,3 |
| Total du portefeuille | 102 153,5 | 110 030,9 |
| Effectif total (en ETC) | 1 389 | 1 389 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | | |
| Fonctionnement | 42 229,7 | 50 780,8 |
| Capital | 8 463,4 | 13 231,0 |
| Intérêt | 46 128,5 | 40 677,2 |
| Total du portefeuille | 102 153,5 | 110 030,9 |

Crédits de transfert

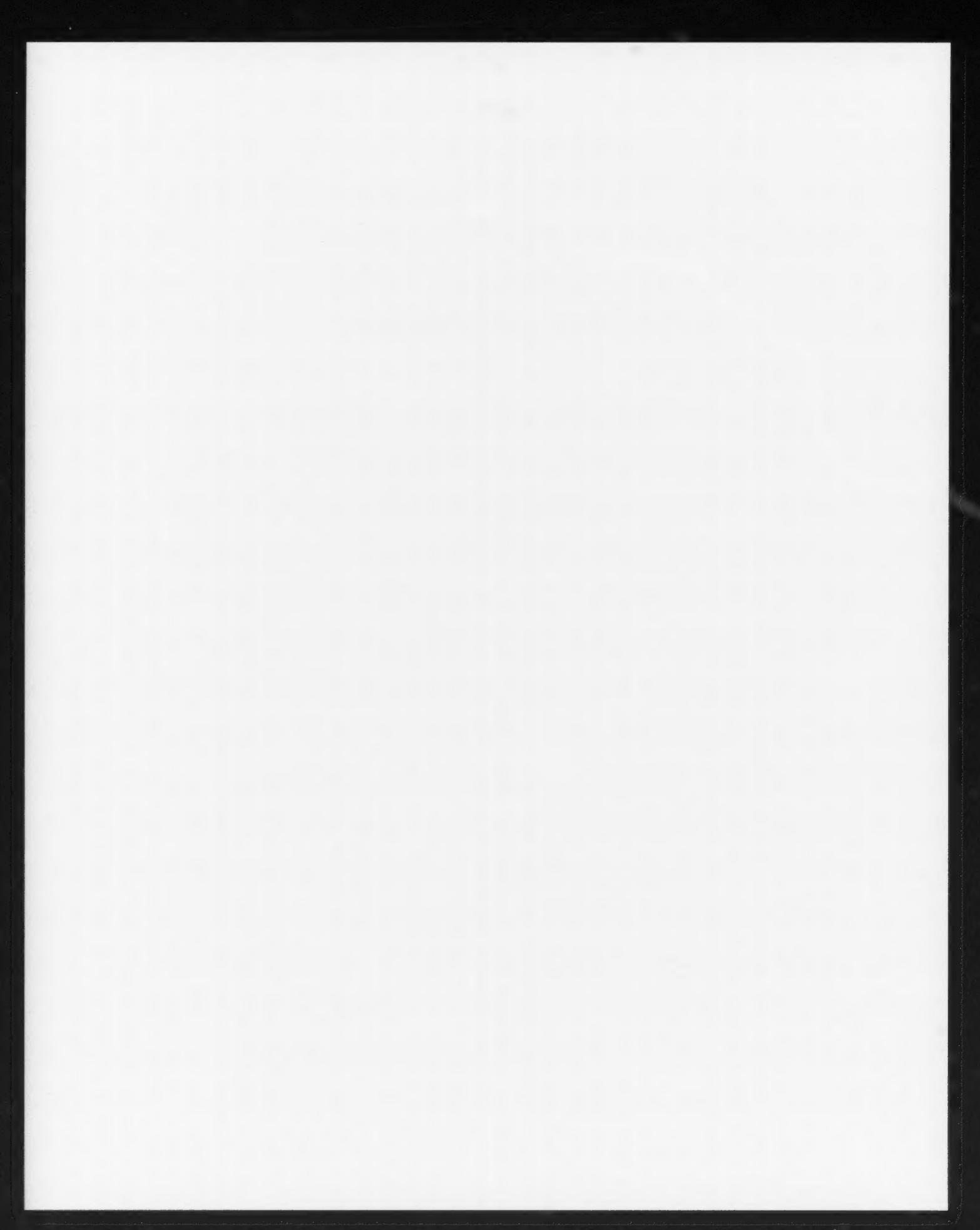
| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|----------------|----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Administration fiscale | | |
| Subventions relatives aux modifications du crédit de maintien à domicile des personnes âgées | 3 100,0 | 3 300,0 |
| Autres crédits de transfert | 123,6 | 123,6 |
| Total du programme 1 | 3 223,6 | 3 423,6 |
| Total du portefeuille | 3 223,6 | 3 423,6 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|-------------------------------|----------------|----------------|
| | (000 \$) | |
| Organismes à but non lucratif | 123,6 | 123,6 |
| Personnes | 3 100,0 | 3 300,0 |
| Total du portefeuille | 3 223,6 | 3 423,6 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|----------------|----------------|
| | (000 \$) | |
| Support | 3 223,6 | 3 423,6 |
| Total du portefeuille | 3 223,6 | 3 423,6 |



Santé et Services sociaux

| Programmes | Budget de dépenses | Moins : | Plus : | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|--------------------|------------------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------|
| | 2010-2011 | Dépenses nécessitant pas de crédit | Budget d'investissements | | |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Fonctions nationales | 489 731,3 | 906,1 | 12 472,0 | 501 297,2 | 470 634,2 |
| 2. Fonctions régionales | 19 919 431,2 | - | 236 763,0 | 20 156 194,2 | 23 607 463,8 |
| 3. Office des personnes handicapées du Québec | 13 230,0 | 116,3 | 100,0 | 13 213,7 | 13 065,5 |
| 4. Régie de l'assurance maladie du Québec | 7 544 796,9 | - | - | 7 544 796,9 | 7 203 190,7 |
| | 27 967 189,4 | 1 022,4 | 249 335,0 | 28 216 502,0 | 31 294 354,2 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 5 372 031,8 | 5 140 194,4 |
| Fonds des services de santé | | | | 5 843 000,0 | 5 597 000,0 |
| Crédits à voter | | | | 17 000 470,2 | 20 557 159,8 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 64 436,2 | 64 118,1 |
| Fonctionnement | 87 712,3 | 84 522,6 |
| Transfert | 27 815 040,9 | 26 703 766,4 |
| Total | 27 967 189,4 | 26 852 407,1 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 1 725,0 | 1 300,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 247 610,0 | 4 442 000,0 |
| Total | 249 335,0 | 4 443 300,0 |
| Effectif | | (en ETC) |
| Effectif des programmes | 879 | 901 |
| Effectif total | 879 | 901 |

Programme 1

Fonctions nationales

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|-----------|-----------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Direction et gestion ministérielle | 99 911,5 | 906,1 | 1 625,0 | 100 630,4 | 99 901,6 |
| 2. Organismes-conseils | 10 656,5 | - | - | 10 656,5 | 10 328,0 |
| 3. Activités nationales* | 379 163,3 | - | 10 847,0 | 380 010,3 | 380 404,6 |
| | 489 731,3 | 906,1 | 12 472,0 | 501 297,2 | 470 634,2 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | 19,2 | 19,2 |
| Élement 1 | | | | | |
| Loi sur la santé publique, (L.R.Q., c. S-2.2) | | | | 418,5 | 418,5 |
| Élement 3 | | | | | |
| Credit à voter | | | | 500 859,5 | 470 196,5 |

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

* Le budget d'investissements 2010-2011 inclut, au titre de « Prêts, placements, avances et autres », le montant requis pour les dépenses inscrites au cours des années antérieures.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| | | | (000 \$) | | |
| Rémunération | 49 895,2 | 5 299,5 | - | 55 194,7 | 55 024,8 |
| Fonctionnement | 50 016,3 | 5 227,0 | 5 870,8 | 61 114,1 | 60 850,3 |
| Transfert | - | 130,0 | 373 292,5 | 373 422,5 | 354 795,7 |
| | 49 911,5 | 10 656,5 | 379 163,3 | 501 297,2 | 470 634,2 |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------------|---------|---|----------|----------|---------|
| Immobilisations | 1 625,0 | - | - | 1 625,0 | 1 200,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | - | 10 847,0 | 10 847,0 | - |
| | 1 625,0 | - | 10 847,0 | 12 472,0 | 1 200,0 |

Effectif total (en ETC)

685

60

-

745

765

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 2

Fonctions régionales

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Agences de la santé et des services sociaux | 103 870,8 | - | - | 103 870,8 | 101 605,4 |
| 2. Établissements de santé et de services sociaux* | 16 178 958,0 | - | 236 763,0 | 16 415 721,0 | 19 957 095,1 |
| 3. Organismes communautaires et autres organismes | 447 287,3 | - | - | 447 287,3 | 437 502,5 |
| 4. Activités connexes | 2 447 127,7 | - | - | 2 447 127,7 | 2 351 758,3 |
| 5. Service de la dette | 742 187,4 | - | - | 742 187,4 | 759 502,5 |
| | 19 919 431,2 | - | 236 763,0 | 20 156 194,2 | 23 607 483,8 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10) | | | | | |
| Elément 4 | | | | 638 141,3 | 626 544,0 |
| Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1) | | | | 110 155,9 | 108 522,0 |
| Elément 4 | | | | | |
| Fonds des services de santé | | | | | |
| Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5) | | | | 2 821 500,0 | 2 798 500,0 |
| Elément 2 | | | | | |
| Crédit à voter | | | | 18 486 397,0 | 20 073 897,8 |

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

- Le budget d'investissements 2009-2010 inclut, au titre de « Prêts, placements, avances et autres », les crédits requis conformément à la Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et diverses dispositions législatives concernant la mise en œuvre de la réforme comptable (2009, c. 38) afin de pourvoir à des dépenses des agences et des établissements publics du réseau de la santé et des services sociaux inscrites à la dette nette au 1er avril 2008 à la suite de la réforme comptable. Cette somme sera à l'inscription de provisions qui seront versées selon les modalités déterminées par le ministre des Finances et la présidente du Conseil du trésor.

Le budget d'investissements 2010-2011 inclut, au titre de « Prêts, placements, avances et autres », le montant requis pour les dépenses inscrites au cours des années antérieures.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|-----------|--------------|-----------|-------------|-----------|--------------|--------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Fonctionnement | - | - | - | 23 571,8 | - | 23 571,8 | 20 624,3 |
| Transfert | 103 870,8 | 16 178 958,0 | 447 287,3 | 2 423 555,9 | 742 187,4 | 19 895 859,4 | 19 144 839,5 |
| | 103 870,8 | 16 178 958,0 | 447 287,3 | 2 447 127,7 | 742 187,4 | 19 919 431,2 | 19 165 463,8 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|-----------|---|---|---|-----------|-------------|
| Prêts, placements, avances et autres | - | 236 763,0 | - | - | - | 236 763,0 | 4 442 000,0 |
| | - | 236 763,0 | - | - | - | 236 763,0 | 4 442 000,0 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 5 peut être reporté en 2011-2012 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à la partie « Transfert » de cet élément.

Programme 3
Office des personnes handicapées du Québec

| Élément | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---|--|-----------------|--|------------------------------|------------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées | 13 230,0 | 116,3 | | 100,0 | 13 213,7 | 13 065,5 |
| Crédit à voter | | | | | 13 213,7 | 13 065,5 |

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1 | Élément | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|---------------------------|-----------------|----------------|------------------|--|------------------|-----------------|
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 9 241,5 | | | | 9 241,5 | 9 093,3 |
| Fonctionnement | 3 026,4 | | | | 3 026,4 | 3 048,0 |
| Transfert | 962,1 | | | | 962,1 | 940,5 |
| | 13 230,0 | | | | 13 230,0 | 13 081,8 |

Budget d'investissements

| | | | | |
|--------------------------------|--------------|--|--------------|--------------|
| Immobilisations | 100,0 | | 100,0 | 100,0 |
| | | | | |
| Effectif total (en ETC) | 134 | | 134 | 136 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonda de suppléance.

Programme 4
Régie de l'assurance maladie du Québec

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Services médicaux | 4 687 592,2 | - | - | 4 687 592,2 | 4 474 657,5 | |
| 2. Services optométriques | 42 041,7 | - | - | 42 041,7 | 40 227,2 | |
| 3. Services dentaires | 139 936,6 | - | - | 139 936,6 | 132 768,1 | |
| 4. Services pharmaceutiques et médicaments | 2 402 513,0 | - | - | 2 402 513,0 | 2 300 565,7 | |
| 5. Autres services | 167 414,6 | - | - | 167 414,6 | 161 389,6 | |

Suite à la page 168

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | Sous-total |
|--------------------|-------------|----------|-----------|-------------|-----------|-------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| | (000 \$) | | | | | |
| Transfert | 4 687 592,2 | 42 041,7 | 139 936,6 | 2 402 513,0 | 167 414,6 | 7 439 498,1 |
| | 4 687 592,2 | 42 041,7 | 139 936,6 | 2 402 513,0 | 167 414,6 | 7 439 498,1 |

Programme 4 (suite)
Régie de l'assurance maladie du Québec

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|--|--|-----------------|---|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 6. Administration | 105 298,8 | - | - | 105 298,8 | 93 582,6 | |
| | 7 544 796,9 | - | - | 7 544 796,9 | 7 203 190,7 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | 2 027 421,7 | 1 915 143,7 | |
| Élément 2 | | | | 18 183,4 | 16 061,5 | |
| Élément 3 | | | | 60 623,7 | 59 477,9 | |
| Élément 4 | | | | 2 402 613,0 | 2 300 585,7 | |
| Élément 5 | | | | 72 408,2 | 71 395,2 | |
| Élément 6 | | | | 42 248,9 | 42 046,7 | |
| Fonds des services de santé | | | | | | |
| Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | 2 660 170,5 | 2 559 513,8 | |
| Élément 2 | | | | 23 868,3 | 24 165,7 | |
| Élément 3 | | | | 79 412,9 | 73 290,2 | |
| Élément 5 | | | | 95 006,4 | 89 994,4 | |
| Élément 6 | | | | 63 051,9 | 51 535,9 | |
| Crédit à voter | | | | | | |
| Ventilation par supercatégories | | | | | | |
| Budget de dépenses | Sous-total | 6 | Éléments | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | | |
| Transfert | 7 439 498,1 | 105 298,8 | | | 7 544 796,9 | 7 203 190,7 |
| | 7 439 498,1 | 105 298,8 | | | 7 544 796,9 | 7 203 190,7 |

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|---------------------|---------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Fonctions nationales | | |
| Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments | 161 500,0 | 161 500,0 |
| Programme d'intervention - hépatite C | 3 236,2 | 4 834,7 |
| Services hospitaliers hors Québec | 168 425,7 | 150 325,7 |
| Autres crédits de transfert | 40 281,8 | 36 135,3 |
| Total du programme 1 | 373 422,5 | 354 795,7 |
| Programme 2 - Fonctions régionales | | |
| Achat de vaccins et de produits biologiques | 118 400,8 | 110 165,1 |
| Agences de la santé et des services sociaux | 103 870,8 | 101 605,4 |
| Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux | 96 911,2 | 93 571,4 |
| Contribution gouvernementale aux régimes de retraite | 748 287,2 | 735 068,0 |
| Établissements privés | 471 963,2 | 456 985,1 |
| Établissements publics | 15 665 172,8 | 14 917 155,0 |
| Loyer CHQ - établissements du réseau | 141 832,0 | 140 955,0 |
| Organismes communautaires | 427 257,8 | 425 558,9 |
| Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique | 61 033,3 | 60 036,5 |
| Rémunération des internes et résidents | 182 095,4 | 172 107,9 |
| Ressources de type familial | 231 616,1 | 230 132,7 |
| Santé publique | 78 820,2 | 76 862,9 |
| Service de la dette | 742 187,4 | 759 502,5 |
| Système du sang | 349 626,1 | 328 844,1 |
| Transporteurs ambulanciers | 338 214,3 | 317 397,2 |
| Autres crédits de transfert | 231 071,8 | 219 093,8 |
| Total du programme 2 | 15 295 858,4 | 19 144 839,5 |
| Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec | | |
| Soutien à l'intégration des personnes handicapées | 952,1 | 940,5 |
| Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec | | |
| Aides techniques | 162 488,8 | 146 441,5 |
| Bourses d'études et de recherche | 14 948,0 | 14 948,0 |
| Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie | 106 258,8 | 93 582,6 |
| Services dentaires | 139 938,8 | 132 768,1 |
| Services médicaux | 4 687 592,2 | 4 474 657,5 |
| Services optométriques | 42 041,7 | 40 227,2 |
| Services pharmaceutiques et médicaments | 2 402 613,0 | 2 300 565,7 |
| Total du programme 4 | 7 544 798,9 | 7 203 190,7 |
| Total du portefeuille | 27 815 840,9 | 26 703 786,4 |

Santé et Services sociaux**Crédits de transfert (suite)****Ventilation par bénéficiaires**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|---------------------|---------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Entreprises | 266 647,9 | 246 485,3 |
| Entreprises et organismes d'État | 412 208,1 | 386 701,6 |
| Établissements de santé et de services sociaux | 18 878 574,6 | 18 175 214,8 |
| Organismes à but non lucratif | 486 123,2 | 474 584,7 |
| Personnes | 7 772 487,1 | 7 420 800,0 |
| Total du portefeuille | 27 815 040,9 | 26 703 766,4 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|---------------------|---------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Rémunération | 18 849 740,6 | 18 190 969,6 |
| Fonctionnement | 4 905 890,9 | 4 570 737,8 |
| Capital | 468 795,0 | 457 421,1 |
| Intérêt | 296 873,2 | 317 893,8 |
| Support | 3 303 641,2 | 3 166 744,1 |
| Total du portefeuille | 27 815 040,9 | 26 703 766,4 |

Sécurité publique

| Programmes | Budget de dépenses | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Credits | Credits |
|--|--------------------|--|------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | 2010-2011 | (000 \$) | 2010-2011 | 2009-2010 | |
| 1. Sécurité, prévention et gestion interne | 541 130,2 | 4 551,1 | 7 696,8 | 544 275,9 | 523 826,6 |
| 2. Sûreté du Québec | 566 020,4 | 13 600,0 | 35 451,5 | 587 871,9 | 561 888,8 |
| 3. Organismes relevant du ministre | 29 242,4 | 160,0 | 3 080,3 | 32 162,7 | 32 759,7 |
| | 1 136 393,0 | 18 311,1 | 46 228,6 | 1 184 310,6 | 1 118 475,1 |
| Moins : Crédits permanents | | | | 4 448,2 | 4 448,2 |
| Crédits à voter | | | | 1 159 862,3 | 1 114 026,9 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 521 163,7 | 500 164,4 |
| Fonctionnement | 306 869,2 | 290 250,7 |
| Affectation à un fonds spécial | 238 212,8 | 222 813,7 |
| Transfert | 71 116,3 | 72 123,5 |
| Créances douteuses et autres | 31,0 | 31,0 |
| Total | 1 136 393,0 | 1 085 383,3 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 46 162,2 | 51 336,5 |
| Prêts, placements, avances et autres | 68,4 | 68,4 |
| Total | 46 228,6 | 51 402,9 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif des programmes | 7 272 | 7 376 |
| Effectif du fonds spécial | 4 663 | 4 563 |
| Effectif total | 11 835 | 11 939 |

Sécurité publique

Programme 1 Sécurité, prévention et gestion interne

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Crédits (000 \$) | | | |
| 1. Direction et services supports à la gestion | 20 757,6 | - | 10,0 | 20 767,6 | 21 634,9 | |
| 2. Services correctionnels | 272 081,3 | - | 10,0 | 272 091,3 | 251 191,9 | |
| 3. Expertises judiciaires | 5 867,5 | - | - | 5 867,5 | 6 151,9 | |
| 4. Affaires policières et sécurité-protection | 96 248,8 | - | 10,0 | 96 258,8 | 95 716,1 | |
| 5. Sécurité civile et sécurité incendie | 25 789,2 | - | 4,5 | 25 793,7 | 27 715,7 | |
| Suite à la page 173 | | | | | | |

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | Sous-total |
|--------------------|----------|-----------|---------|----------|----------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| (000 \$) | | | | | | |
| Rémunération | 17 538,0 | 202 867,9 | 4 572,3 | 20 955,2 | 11 506,7 | 257 470,1 |
| Fonctionnement | 2 993,2 | 68 968,3 | 1 295,2 | 14 004,4 | 4 896,9 | 92 158,0 |
| Transfert | 226,4 | 215,1 | - | 61 289,2 | 9 385,6 | 71 116,3 |
| | 20 757,6 | 272 081,3 | 5 867,5 | 96 248,8 | 25 789,2 | 420 744,4 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|------|-------|-----|------|-----|-------|
| Immobilisations | - | - | - | - | - | - |
| Prêts, placements, avances et autres | 10,0 | 10,0 | - | 10,0 | 4,5 | 34,5 |
| | 10,0 | 10,0 | - | 10,0 | 4,5 | 34,5 |
| Effectif total (en ETC) | 260 | 3 302 | 125 | 389 | 185 | 4 241 |

Programme 1 (suite)

Sécurité, prévention et gestion interne

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 6. Éléments de gestion centrale | 120 385,8 | 4 551,1 | 7 662,3 | 123 487,0 | 121 416,1 | |
| | 541 130,2 | 4 551,1 | 7 696,8 | 544 276,9 | 523 626,6 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Élement 1 | | | | | | |
| Loi sur la sécurité civile, (L.R.Q., c. S-2.3) | | | | | | |
| Élement 5 | | | | | 4 404,2 | 4 404,2 |
| Crédit à voter | | | | | 539 882,1 | 519 412,6 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | 6 | Éléments | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|------------|-----------|----------|-----------|-----------|
| | | | | (000 \$) | |
| Rémunération | 257 470,1 | 27 117,8 | | 284 587,9 | 271 787,1 |
| Fonctionnement | 92 158,0 | 93 268,0 | | 185 428,0 | 177 262,5 |
| Transfert | 71 116,3 | - | | 71 116,3 | 72 123,5 |
| | 420 744,4 | 120 385,8 | | 541 130,2 | 521 153,1 |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------------|------|---------|--|---------|---------|
| Immobilisations | - | 7 662,3 | | 7 662,3 | 7 190,1 |
| Prêts, placements, avances et autres | 34,5 | - | | 34,5 | 34,5 |
| | 34,5 | 7 662,3 | | 7 696,8 | 7 224,6 |

Effectif total (en ETC) 4 241 -

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Sécurité publique**Programme 2**
Sûreté du Québec

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---|--|---|---|------------------|------------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| 1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens | 347 709,6 | - | 15,0 | 347 724,6 | 330 542,3 |
| 2. Gestion interne et soutien | 218 310,8 | 13 600,0 | 35 436,5 | 240 147,3 | 231 346,5 |
| | 566 020,4 | 13 600,0 | 35 451,5 | 587 871,9 | 561 888,8 |
| Crédit à voter* | | | | 587 871,9 | 561 888,8 |

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | | | Éléments | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|
| | 1 | 2 | | | |
| | | | (000 \$) | | |
| Rémunération | 177 327,2 | 39 668,2 | | 216 995,4 | 208 416,9 |
| Fonctionnement | 12 875,4 | 97 936,8 | | 110 812,2 | 103 160,2 |
| Affection à un fonds spécial | 157 507,0 | 80 705,8 | | 238 212,8 | 222 813,7 |
| | 347 709,6 | 218 310,8 | | 566 020,4 | 534 390,8 |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------------|--------------|-----------------|--|-----------------|-----------------|
| Immobilisations | - | 35 436,5 | | 35 436,5 | 41 083,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 15,0 | - | | 15,0 | 15,0 |
| | 15,0 | 35 436,5 | | 35 451,5 | 41 098,0 |
| Effectif total (en ETC) | 1 875 | 827 | | 2 702 | 2 737 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 3

Organismes relevant du ministre

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Régie des alcools, des courses et des jeux | 12 191,5 | 160,0 | 2 943,0 | 14 974,5 | 15 341,5 | |
| 2. Commission québécoise des libérations conditionnelles | 5 068,3 | - | 32,1 | 5 100,4 | 5 224,0 | |
| 3. Bureau du coroner | 7 419,2 | - | 81,4 | 7 500,6 | 7 550,5 | |
| 4. Commissaire à la déontologie policière | 2 843,5 | - | 13,0 | 2 856,5 | 2 885,7 | |
| 5. Comité de déontologie policière | 1 719,9 | - | 10,8 | 1 730,7 | 1 758,0 | |
| | 29 242,4 | 160,0 | 3 080,3 | 32 162,7 | 32 759,7 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | | 3,4 | 3,4 |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | 31,0 | 31,0 |
| Élément 1 | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | | 32 128,3 | 32 725,3 |

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| (000 \$) | | | | | | | |
| Rémunération | 9 289,3 | 3 127,2 | 3 572,2 | 2 371,1 | 1 240,6 | 19 680,4 | 19 980,4 |
| Fonctionnement | 2 891,2 | 1 941,1 | 3 847,0 | 472,4 | 479,3 | 9 631,0 | 9 828,0 |
| Créances douteuses et autres | 31,0 | - | - | - | - | 31,0 | 31,0 |
| | 12 191,5 | 5 068,3 | 7 419,2 | 2 843,5 | 1 719,9 | 32 162,7 | 32 759,7 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------|----------------|
| Immobilisations | 2 935,3 | 30,9 | 78,4 | 12,0 | 6,8 | 3 083,4 | 3 063,4 |
| Prêts, placements, avances et autres | 7,7 | 1,2 | 3,0 | 1,0 | 4,0 | 16,9 | 16,9 |
| | 2 943,0 | 32,1 | 81,4 | 13,0 | 10,8 | 3 080,3 | 3 080,3 |

Effectif total (en ETC) 177 47 49 37 19 329 340

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Sécurité publique**Crédit au net**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 2 - Sûreté du Québec | | |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 552 420,4 | 520 790,8 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net | 100,0 | 100,0 |
| Crédit au net | 552 320,4 | 520 690,8 |

Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification des activités de vérification relatives aux habilitations sécuritaires effectuées par la Sûreté du Québec pour les commissions scolaires et les établissements d'enseignement privés.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 100 000 \$.

Crédits affectés à un fonds spécial

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 2 - Sécurité du Québec | | |
| Fonds des services de police | 238 212,8 | 222 813,7 |
| Total du portefeuille | 238 212,8 | 222 813,7 |
| Effectif total (en ETC) | 4 563 | 4 563 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 183 057,7 | 174 759,7 |
| Fonctionnement | 48 730,1 | 41 583,4 |
| Capital | 6 185,2 | 6 185,1 |
| Intérêt | 239,8 | 285,5 |
| Total du portefeuille | 238 212,8 | 222 813,7 |

Sécurité publique

Crédits de transfert

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne | | |
| Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels | 6 200,0 | 6 900,0 |
| Formation des policiers et des pompiers | 7 100,6 | 7 700,6 |
| Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac | 1 050,0 | 1 050,0 |
| Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes | 24 918,2 | 24 325,2 |
| Schémas de couverture de risques d'incendie | 780,0 | 880,0 |
| Sécurité civile | 2 444,2 | 2 444,2 |
| Services policiers en milieu autochtone | 28 101,8 | 27 201,5 |
| Autres crédits de transfert | 1 621,5 | 1 622,0 |
| Total du programme 1 | 71 116,3 | 72 123,5 |
| Total du portefeuille | 71 116,3 | 72 123,5 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises et organismes d'État | | |
| Municipalités | 7 100,6 | 7 700,6 |
| Organismes à but non lucratif | 50 077,4 | 60 984,8 |
| Personnes | 2 484,1 | 1 993,9 |
| Total du portefeuille | 71 116,3 | 72 123,5 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Fonctionnement | | |
| Support | 6 589,2 | 6 889,2 |
| Total du portefeuille | 64 627,1 | 65 234,3 |
| Total du portefeuille | 71 116,3 | 72 123,5 |

Services gouvernementaux

| Programme | Budget de | Moins : | Plus : | Crédits | Crédits |
|-----------------------------|-----------|---------------------------------------|--------------------------|-----------|-----------|
| | dépenses | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Budget d'investissements | | |
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Services gouvernementaux | 197 353,3 | 500,0 | 22 125,0 | 218 978,3 | 196 239,2 |
| Moins : | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédits permanents | | | | | |
| Crédit à voter | | | | 218 968,7 | 196 229,6 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| (000 \$) | | |
| Rémunération | 10 974,5 | 11 314,5 |
| Fonctionnement | 180 066,8 | 156 987,7 |
| Transfert | 6 312,0 | 6 312,0 |
| Total | 197 353,3 | 174 614,2 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 22 100,0 | 22 100,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 25,0 | 25,0 |
| Total | 22 125,0 | 22 125,0 |
| Effectif | | |
| (en ETC) | | |
| Effectif du programme | 137 | 141 |
| Effectif du fonds spécial | 146 | 151 |
| Effectif total | 283 | 292 |

Services gouvernementaux

Programme 1 Services gouvernementaux

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | Crédits |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|-----------|-----------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| | | | | (000 \$) | |
| 1. Direction et services au portefeuille ministériel | 159 441,9 | 500,0 | 1 525,0 | 160 466,9 | 138 727,8 |
| 2. Gouvernement en ligne | 9 911,4 | - | - | 9 911,4 | 8 911,4 |
| 3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne* | 26 000,0 | - | 20 600,0 | 46 600,0 | 46 600,0 |
| 4. Développement des compétences | 2 000,0 | - | - | 2 000,0 | 2 000,0 |
| | 197 353,3 | 500,0 | 22 125,0 | 218 978,3 | 196 239,2 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | |
| Élement 1 | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédit à voter | | | | 218 968,7 | 196 229,6 |

Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|-----------|---------|----------|---------|-----------|-----------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 4 718,5 | 6 256,0 | - | - | 10 974,5 | 11 314,5 |
| Fonctionnement | 154 411,4 | 3 655,4 | 20 000,0 | 2 000,0 | 180 066,8 | 156 987,7 |
| Transfert | 312,0 | - | 6 000,0 | - | 6 312,0 | 6 312,0 |
| | 159 441,9 | 9 911,4 | 26 000,0 | 2 000,0 | 197 353,3 | 174 614,2 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------------|---------|----|----------|---|----------|----------|
| Immobilisations | 1 500,0 | - | 20 600,0 | - | 22 100,0 | 22 100,0 |
| Prêts, placements, avances et autres | 25,0 | - | - | - | 25,0 | 25,0 |
| | 1 525,0 | - | 20 600,0 | - | 22 125,0 | 22 125,0 |
| Effectif total (en ETC) | 59 | 78 | - | - | 137 | 141 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2 et 4 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits des ministères et organismes

Crédits affectés à un fonds spécial

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|------------|------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Services gouvernementaux | | |
| Fonds du service aérien gouvernemental | - | - |
| Total du portefeuille | - | - |
| Effectif total (en ETC) | 148 | 151 |

Services gouvernementaux**Crédits de transfert**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Programme 1 - Services gouvernementaux | | |
| Appui au passage à la société de l'information | 6 000,0 | 6 000,0 |
| Autres crédits de transfert | 312,0 | 312,0 |
| Total du programme 1 | 6 312,0 | 6 312,0 |
| Total du portefeuille | 6 312,0 | 6 312,0 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|-------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Institutions d'enseignement | 1 200,0 | 1 200,0 |
| Organismes à but non lucratif | 5 112,0 | 5 112,0 |
| Total du portefeuille | 6 312,0 | 6 312,0 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | (000 \$) |
| Support | 6 312,0 | 6 312,0 |
| Total du portefeuille | 6 312,0 | 6 312,0 |

Tourisme

| Programme | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| (000 \$) | | | | | |
| 1. Promotion et développement du tourisme | 146 128,6 | - | - | 146 128,6 | 138 866,1 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | 8,6 | 9,6 |
| Crédit à voter | | | | 146 119,0 | 138 856,5 |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|-----------|-----------|
| (000 \$) | | |
| Affectation à un fonds spécial | 58 063,2 | 54 586,7 |
| Transfert | 88 075,4 | 84 279,4 |
| Total | 146 128,6 | 138 866,1 |
| Effectif | (en ETC) | |
| Effectif du fonds spécial | 298 | 306 |
| Effectif total | 298 | 306 |

Tourisme**Programme 1**
Promotion et développement du tourisme

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|--|--|-----------------|---|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Tourisme Québec | 58 053,2 | - | - | 58 053,2 | 54 586,7 | |
| 2. Société du Centre des congrès de Québec | 15 218,0 | - | - | 15 218,0 | 15 440,0 | |
| 3. Société du Palais des congrès de Montréal | 43 545,4 | - | - | 43 545,4 | 39 099,4 | |
| 4. Régie des installations olympiques | 29 312,0 | - | - | 29 312,0 | 29 740,0 | |
| | 146 128,6 | | | 146 128,6 | 138 866,1 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élement 1 | | | | | 9,6 | 9,6 |
| Crédit à voter | | | | | 146 119,0 | 138 856,5 |

Ce programme vise à favoriser, dans une perspective de développement durable, l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre touristique québécoise, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et en exploitant des installations publiques à caractère touristique dans le but d'accroître les recettes touristiques du Québec.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| | | | (000 \$) | | | |
| Affectation à un fonds spécial | 58 053,2 | - | - | - | 58 053,2 | 54 586,7 |
| Transfert | - | 15 218,0 | 43 545,4 | 29 312,0 | 28 076,4 | 84 279,4 |
| | 58 053,2 | 15 218,0 | 43 545,4 | 29 312,0 | 146 128,6 | 138 866,1 |

Crédits affectés à un fonds spécial

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Promotion et développement du tourisme | | |
| Fonds de partenariat touristique | 68 053,2 | 54 586,7 |
| Total du portefeuille | 68 053,2 | 54 586,7 |
| Effectif total (en ETC) | 298 | 306 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | | |
| Fonctionnement | 16 559,3 | 15 793,3 |
| Capital | 12 323,1 | 13 109,1 |
| Intérêt | 200,0 | - |
| Support | 296,0 | - |
| Total du portefeuille | 29 684,3 | 25 684,3 |
| | 68 053,2 | 54 586,7 |

Tourisme**Crédits de transfert**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Promotion et développement du tourisme | | |
| Régie des installations olympiques | 29 312,0 | 29 740,0 |
| Société du Centre des congrès de Québec | 15 218,0 | 15 440,0 |
| Société du Palais des congrès de Montréal | 43 545,4 | 39 099,4 |
| Total du programme 1 | 88 075,4 | 84 279,4 |
| Total du portefeuille | 88 075,4 | 84 279,4 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises et organismes d'État | | |
| | 88 075,4 | 84 279,4 |
| Total du portefeuille | 88 075,4 | 84 279,4 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | | |
| | 26 439,2 | 26 258,5 |
| Fonctionnement | 32 285,1 | 28 892,4 |
| Capital | 12 541,4 | 12 017,9 |
| Intérêt | 16 829,7 | 17 112,6 |
| Total du portefeuille | 88 075,4 | 84 279,4 |

Transports

| Programmes | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | Crédits | |
|---|---------------------------------|--|------------------------------------|-------------|-------------|
| | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
| 1. Infrastructures de transport | 2 034 825,0 | 90 519,7 | 64 920,5 | 2 000 225,8 | 2 036 739,5 |
| 2. Systèmes de transport | 634 210,1 | 1 804,9 | 13 210,6 | 645 615,8 | 578 912,6 |
| 3. Administration et services corporatifs | 118 493,7 | 31 845,0 | 8 652,7 | 95 301,4 | 89 948,0 |
| | 2 787 528,8 | 124 169,6 | 86 783,8 | 2 788 143,0 | 2 707 600,1 |
| Moins : Crédits permanents | | | | 168,2 | 154,2 |
| Crédits à voter | | | | 2 749 983,8 | 2 707 445,9 |

Ventilation par supercatégories

| | Budget de dépenses | |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | 2010-2011 | 2009-2010 |
| Rémunération | 185 978,3 | 182 857,2 |
| Fonctionnement | 634 612,7 | 579 270,3 |
| Affectation à un fonds spécial | 1 289 325,8 | 1 347 374,4 |
| Transfert | 647 674,0 | 680 882,5 |
| Créances douteuses et autres | 140,0 | 135,0 |
| Total | 2 787 528,8 | 2 770 529,4 |
| Budget d'investissements | | |
| Immobilisations | 86 883,8 | 62 170,5 |
| Prêts, placements, avances et autres | 200,0 | 200,0 |
| Total | 86 783,8 | 62 370,5 |
| Effectif | | |
| Effectif des programmes | 3 185 | 3 162 |
| Effectif des fonds spéciaux | 2 481 | 2 456 |
| Effectif total | 5 676 | 5 618 |

Programme 1

Infrastructures de transport

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Construction des infrastructures de transport* | 1 390 067,7 | 90 519,7 | 39 400,0 | 1 338 948,0 | 1 373 439,1 | |
| 2. Entretien des infrastructures de transport | 589 642,0 | - | 25 520,5 | 615 162,5 | 546 093,7 | |
| 3. Aide financière au réseau routier local | 55 115,3 | - | - | 55 115,3 | 119 206,7 | |
| | 2 034 825,0 | 90 519,7 | 64 920,5 | 2 009 225,8 | 2 038 739,5 | |
| Crédit à voter | | | | 2 009 225,8 | 2 038 739,5 | |

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

- * La méthode de comptabilisation des infrastructures routières a été modifiée en 2009-2010, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la comptabilité du gouvernement formé en mai 2007 par la ministre des Finances. Les modifications apportées ont pour effet de réduire, à compter de 2009-2010, la contribution du Ministère au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier. L'effet de la réduction est reflété dans le budget de dépenses et les crédits de 2010-2011, ainsi que dans la dépense probable de 2009-2010. L'impact de la réduction n'est cependant pas reflété au budget de dépenses et aux crédits comparatifs de 2009-2010.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------------------|-------------|-----------|----------|-------------|-------------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| (000 \$) | | | | | |
| Rémunération | - | 105 619,3 | - | 105 619,3 | 104 795,4 |
| Fonctionnement | 94 524,3 | 476 424,3 | - | 570 948,6 | 512 032,8 |
| Affectation à un fonds spécial | 1 295 543,4 | 3 782,4 | - | 1 299 325,8 | 1 347 374,4 |
| Transfert | - | 3 816,0 | 55 115,3 | 58 931,3 | 122 954,1 |
| | 1 390 067,7 | 589 642,0 | 55 115,3 | 2 034 825,0 | 2 087 156,7 |

Budget d'investissements

| | | | | | |
|--------------------------------------|----------|----------|---|----------|----------|
| Immobilisations | 39 400,0 | 25 320,5 | - | 64 720,5 | 47 387,9 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | 200,0 | - | 200,0 | 200,0 |
| | 39 400,0 | 25 520,5 | - | 64 920,5 | 47 587,9 |

Effectif total (en ETC) - 2 241 - 2 241 2 210

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits affectés à un fonds spécial de l'élément 1 peut être reporté en 2011-2012 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à la partie « Affectation à un fonds spécial » de cet élément.

Programme 2

Systèmes de transport

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--|---------------------------------|---------------------------------------|-----------------|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Transport terrestre | 520 590,7 | - | 10 053,5 | 530 644,2 | 489 309,3 | |
| 2. Transport maritime | 90 475,9 | - | 3,1 | 90 479,0 | 84 826,3 | |
| 3. Transport aérien | 9 345,0 | - | - | 9 345,0 | 10 092,7 | |
| 4. Commission des transports du Québec | 13 798,5 | 1 804,9 | 3 154,0 | 16 147,6 | 14 684,3 | |
| | 634 210,1 | 1 804,9 | 13 210,6 | 645 615,8 | 578 912,6 | |
| Crédit à voter | | | | 645 615,8 | 578 912,6 | |

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--------------------|------------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | | |
| | | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 6 479,4 | 742,9 | 859,5 | 8 687,4 | 16 669,2 | 16 250,2 |
| Fonctionnement | 5 874,9 | 85,4 | 26,8 | 5 111,1 | 11 098,2 | 20 751,3 |
| Transfert | 508 236,4 | 89 647,6 | 8 658,7 | - | 606 542,7 | 536 038,4 |
| | 520 590,7 | 90 475,9 | 9 345,0 | 13 798,5 | 645 615,8 | 573 039,9 |

Budget d'investissements

| | | | | | | |
|--------------------------------|-----------------|------------|-----------|----------------|-----------------|----------------|
| Immobilisations | 10 053,5 | 3,1 | - | 3 154,0 | 13 210,6 | 8 015,2 |
| | 10 053,5 | 3,1 | - | 3 154,0 | 13 210,6 | 8 015,2 |
| Effectif total (en ETC) | 104 | 13 | 14 | 149 | 280 | 288 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 1 peut être reporté en 2011-2012 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à la partie « Transfert » de cet élément.

Transports

Programme 3
Administration et services corporatifs

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Direction | 8 498,8 | - | 16,6 | 8 515,4 | 7 432,7 | |
| 2. Services administratifs | 90 251,9 | 31 845,0 | 8 607,9 | 67 014,8 | 65 242,9 | |
| 3. Planification, recherche et développement | 19 743,0 | - | 28,2 | 19 771,2 | 17 272,4 | |
| | 118 493,7 | 31 845,0 | 8 652,7 | 96 301,4 | 89 948,0 | |
| Moins : | | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) | | | | | | |
| Élément 1 | | | | | 19,2 | 19,2 |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | | |
| Élément 2 | | | | | 140,0 | 135,0 |
| Crédit à voter | | | | | 95 142,2 | 89 793,8 |

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| | 1 | 2 | 3 | | |
| | | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 7 158,3 | 43 538,7 | 13 092,8 | 63 787,8 | 61 811,6 |
| Fonctionnement | 942,5 | 46 573,2 | 4 950,2 | 52 465,9 | 46 496,2 |
| Transfert | 400,0 | - | 1 700,0 | 2 100,0 | 1 900,0 |
| Créances douteuses et autres | - | 140,0 | - | 140,0 | 135,0 |
| | 8 498,8 | 90 251,9 | 19 743,0 | 118 493,7 | 110 332,8 |
| Budget d'investissements | | | | | |
| Immobilisations | 16,6 | 8 607,9 | 28,2 | 8 662,7 | 6 767,4 |
| | 16,6 | 8 607,9 | 28,2 | 8 662,7 | 6 767,4 |
| Effectif total (en ETC) | 90 | 370 | 204 | 664 | 664 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits affectés à un fonds spécial

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Infrastructures de transport | | |
| Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier | 1 296 643,4 | 1 344 119,1 |
| Fonds de gestion de l'équipement roulant | 280,0 | 280,0 |
| Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports | 3 502,4 | 2 975,3 |
| Total du portefeuille | 1 299 325,8 | 1 347 374,4 |
| Effectif total (en ETC) | 2 491 | 2 456 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | | |
| Rémunération | 74 980,1 | 70 512,1 |
| Fonctionnement | 87 073,2 | 115 007,4 |
| Capital | 607 587,4 | 732 268,7 |
| Intérêt | 629 726,1 | 429 586,2 |
| Total du portefeuille | 1 299 325,8 | 1 347 374,4 |

Transports**Crédits de transfert**

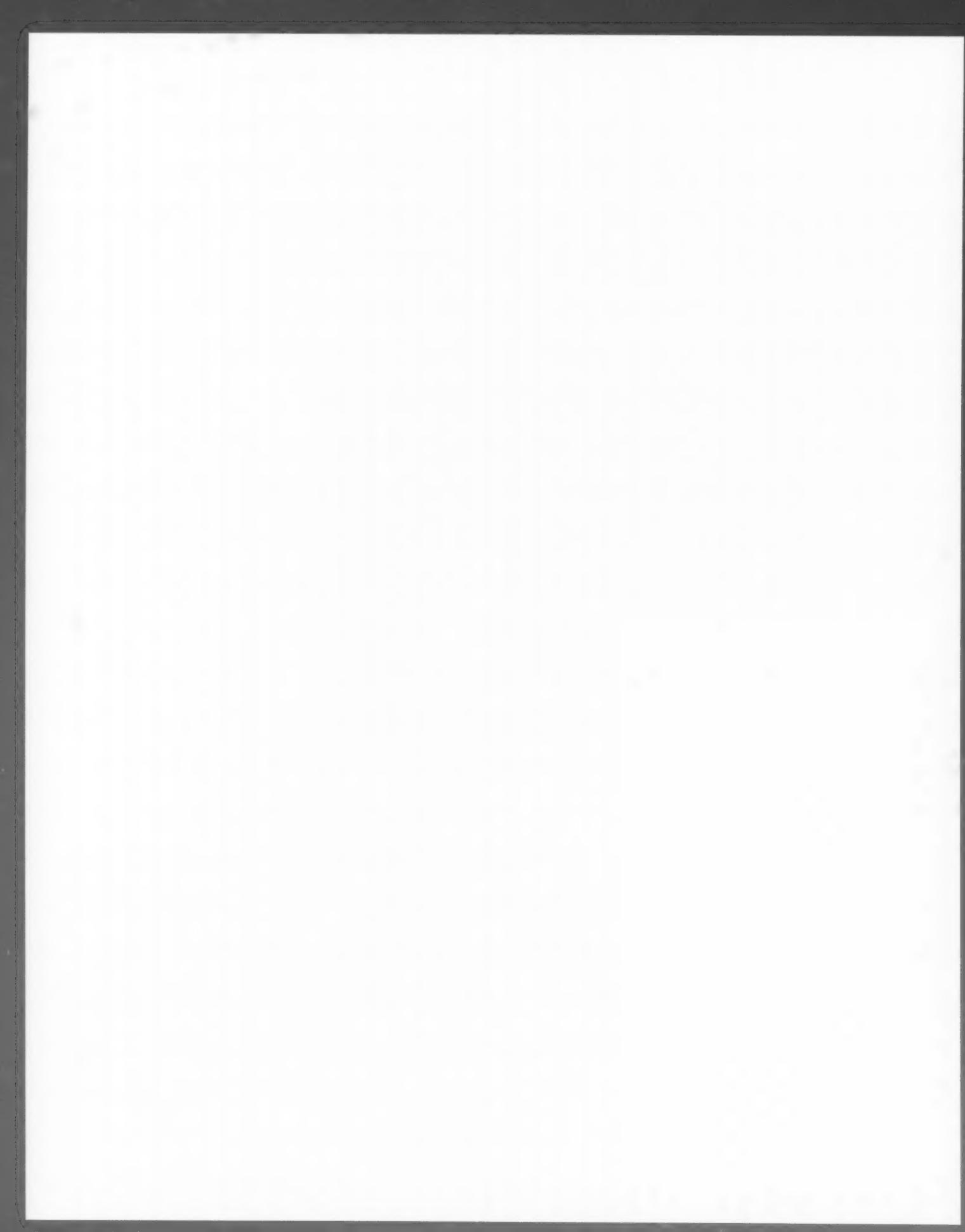
| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Infrastructures de transport | | |
| Aide financière au réseau routier local | 66 115,3 | 119 206,7 |
| Entretien du réseau routier | 3 816,0 | 3 747,4 |
| Total du programme 1 | 68 931,3 | 122 954,1 |
| Programme 2 - Systèmes de transport | | |
| Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées | 9 684,0 | 7 000,0 |
| Société des traversiers du Québec | 82 745,9 | 56 807,9 |
| Transport aérien | 8 668,7 | 8 639,0 |
| Transport en commun : Agence métropolitaine de transport | 55 766,6 | 90 246,0 |
| Transport en commun : fonctionnement des organismes municipaux et intermunicipaux | 26 432,4 | 25 812,5 |
| Transport en commun : immobilisations et service de la dette | 286 024,2 | 213 901,3 |
| Transport en commun : transport adapté aux personnes handicapées | 95 000,0 | 85 747,0 |
| Transport ferroviaire | 8 200,0 | 5 300,0 |
| Transport maritime | 6 901,7 | 17 009,4 |
| Transport terrestre | 28 129,2 | 25 575,3 |
| Total du programme 2 | 608 542,7 | 536 038,4 |
| Programme 3 - Administration et services corporatifs | | |
| Aide à la recherche et au développement liée aux transports | 1 700,0 | 1 500,0 |
| Autres crédits de transfert | 400,0 | 400,0 |
| Total du programme 3 | 2 100,0 | 1 900,0 |
| Total du portefeuille | 687 574,0 | 680 892,5 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises | | |
| Entreprises et organismes d'État | 21 541,3 | 27 967,0 |
| Institutions d'enseignement | 138 612,5 | 147 053,9 |
| Municipalités | 936,0 | 825,0 |
| Organismes à but non lucratif | 485 669,1 | 467 075,9 |
| Personnes | 8 037,1 | 7 597,0 |
| Total du portefeuille | 687 574,0 | 680 892,5 |

Crédits de transfert (suite)**Ventilation par catégories de dépenses**

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 24 575,5 | 21 905,1 |
| Fonctionnement | 49 730,3 | 27 307,6 |
| Capital | 288 742,4 | 285 781,7 |
| Intérêt | 126 636,9 | 101 777,6 |
| Support | 178 989,9 | 244 140,5 |
| Total du portefeuille | 687 574,0 | 660 892,5 |



Travail

| Programme | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Plus : Budget d'investissements | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|--------------------|------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | (000 \$) | | | |
| 1. Travail | 33 523,1 | 535,7 | 2 009,1 | 34 096,5 | 34 528,1 | |
| Moins : | | | | 2 880,7 | 2 924,9 | |
| Crédits permanents | | | | | | |
| Crédit à voter | | | | 32 115,8 | 31 603,2 | |

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 2010-2011 | | 2009-2010 | |
|--------------------------------------|-----------------|--|-----------------|--|
| | (000 \$) | | | |
| Rémunération | 16 694,9 | | 16 219,3 | |
| Fonctionnement | 9 251,1 | | 9 382,2 | |
| Transfert | 7 575,9 | | 7 784,6 | |
| Créances douteuses et autres | 1,2 | | 1,2 | |
| Total | 33 523,1 | | 33 367,3 | |
| Budget d'investissements | | | | |
| Immobilisations | 2 008,1 | | 2 008,1 | |
| Prêts, placements, avances et autres | 1,0 | | 1,0 | |
| Total | 2 009,1 | | 2 009,1 | |
| Effectif | | | | |
| (en ETC) | | | | |
| Effectif du programme | 234 | | 229 | |
| Effectif total | 234 | | 229 | |

Travail

Programme 1

Travail

| Éléments | Budget de dépenses 2010-2011 | Moins : | | Crédits 2010-2011 | Crédits 2009-2010 |
|---|---|--|--|------------------------------|------------------------------|
| | | Dépenses ne nécessitant pas de crédit | Plus : Budget d'investissements | | |
| | | | (000 \$) | | |
| 1. Relations du travail | 15 034,7 | 400,0 | 1 843,1 | 16 477,8 | 17 078,4 |
| 2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre | 628,1 | - | 1,0 | 629,1 | 641,9 |
| 3. Commission de l'équité salariale | 7 758,9 | 100,2 | 150,0 | 7 808,7 | 6 494,0 |
| 4. Conseil des services essentiels | 2 900,5 | 35,5 | 15,0 | 2 880,0 | 2 924,2 |
| 5. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail | 7 200,9 | - | - | 7 200,9 | 7 389,6 |
| | 33 523,1 | 535,7 | 2 009,1 | 34 898,5 | 34 528,1 |
| Moins : | | | | | |
| Crédits permanents | | | | | |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) | | | | | |
| Elément 1 | | | | 0,7 | 0,7 |
| Elément 4 | | | | 0,6 | 0,5 |
| Code du travail, (L.R.Q., c. C-27) | | | | 2 879,5 | 2 923,7 |
| Elément 4 | | | | | |
| Crédit à voter | | | | 32 115,8 | 31 603,2 |

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments | | | | | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|-----------------|----------|-----------------|----------|----------|------------------|------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | |
| | | | (000 \$) | | | | |
| Rémunération | 8 811,2 | 431,8 | 5 344,0 | 2 107,9 | - | 16 694,9 | 16 219,3 |
| Fonctionnement | 5 847,8 | 196,3 | 2 414,9 | 792,1 | - | 9 251,1 | 9 382,2 |
| Transfert | 375,0 | - | - | - | 7 200,9 | 7 575,9 | 7 764,6 |
| Créances douteuses et autres | 0,7 | - | - | 0,5 | - | 1,2 | 1,2 |
| | 15 034,7 | 628,1 | 7 758,9 | 2 900,5 | 7 200,9 | 33 523,1 | 33 367,3 |

Budget d'investissements

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|----------------|-----|-------|------|---|----------------|----------------|
| Immobilisations | 1 843,1 | - | 150,0 | 15,0 | - | 2 008,1 | 2 008,1 |
| Prêts, placements, avances et autres | - | 1,0 | - | - | - | 1,0 | 1,0 |
| | 1 843,1 | 1,0 | 150,0 | 15,0 | - | 2 009,1 | 2 009,1 |

Effectif total (en ETC) 124 6 82 22 - 234 229

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2 et 3 de ce programme peut être reporté en 2011-2012, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2010-2011, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédits de transfert

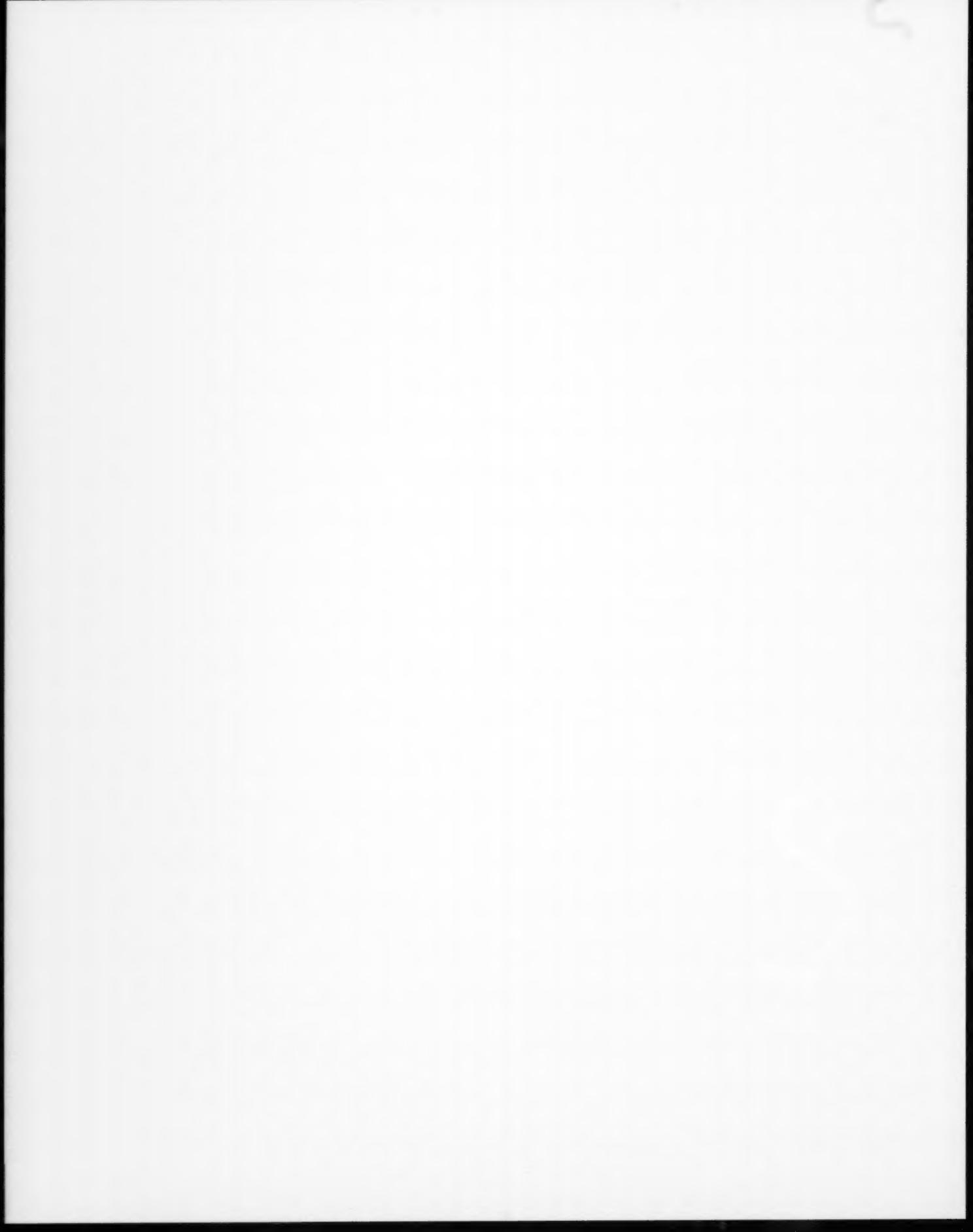
| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| | (000 \$) | |
| Programme 1 - Travail | | |
| Commission des relations du travail | 7 200,9 | 7 389,6 |
| Autres crédits de transfert | 375,0 | 375,0 |
| Total du programme 1 | 7 575,9 | 7 764,6 |
| Total du portefeuille | 7 575,9 | 7 764,6 |

Ventilation par bénéficiaires

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| | (000 \$) | |
| Entreprises et organismes d'État | 7 200,9 | 7 389,6 |
| Organismes à but non lucratif | 375,0 | 375,0 |
| Total du portefeuille | 7 575,9 | 7 764,6 |

Ventilation par catégories de dépenses

| | 2010-2011 | 2009-2010 |
|------------------------------|----------------|----------------|
| | (000 \$) | |
| Rémunération | 5 279,3 | 5 431,5 |
| Fonctionnement | 1 921,6 | 1 958,1 |
| Support | 375,0 | 375,0 |
| Total du portefeuille | 7 575,9 | 7 764,6 |



Conseil du trésor
Québec 